

ETAT PRESENT *57c*
DE
L' E M P I R E.
CONTENANT

Un Détail du Gouvernement
DU
CORPS GERMANIQUE,
DE

L'Origine du Nombre des Electeurs,
A` qui le droit d'Elire L'EMPEREUR appar-
tient aujourd'hui,
De l'Election de L'EMPEREUR, des qualitez
requises en sa personne.

A V E C
Les Considerations des causes qui troublent la bonne
Union du Corps Germanique.

Par MONSIEUR NECKER, *(C.F.)*
Professeur en Droit. *k.*

A L O N D R E S:
Chez GUILLAUME DARRES, & Comp.
M.DCC.XLII.

29





P R E F A C E.



QUOI que le Public ne se mette pas beaucoup en peine des motifs que peut avoir eû un Auteur en publiant un ouvrage , & que l'on ne puisse s'en promettre l'approbation qu'autant qu'on a réussi dans son entreprise : je ne saurois m'empêcher de lui exposer en peu de mots les raisons qui m'ont déterminé à mettre celui-ci au jour. J'en fis une ébauche il y a dix ans , à la sollicitation

P R E F A C E.

tion de quelques personnes de distinction, qui soubaioient de connoître le Gouvernement de l'Empire dans son intérieur, & qui crurent, que l'occasion que j'avois eu de faire du séjour à Ratisbonne & de passer quelques années à la Cour de Vienne, me mettoit en état de remplir leur désir à cet égard. Ce qui m'a fait espérer que cet Essay aura en quelque manière répondu à leur attente, c'est le désir que plusieurs personnes, entre les mains de qui il est tombé, ont bien voulu témoigner de le voir imprimé.

Je

P R E F A C E.

Je sentoie cependant qu'il y a bien de la difference entre des personnes qui par une bonté particulière étoient disposées à me passer plusieurs défauts, & le Public que rien n'oblige à avoir la même indulgence. Mais ce qui a achevé de me tirer de mon irrésolution, est le triste événement de la mort de l'Empereur Charles VI. qui attire aujourd'hui l'attention de toute l'Europe sur les affaires d'Allemagne. Il m'a semblé que la curiosité des Etrangers, à qui cet ouvrage est principalement destiné, m'invitoit à

P R E F A C E.

*le mettre au jour dans cette occasion, tout défectueux qu'il peut être; Et que ceux qui ne sont pas à portée d'aller aux sources, ni de consulter les Ecrits des célèbres Jurisconsultes de l'Empire, me sauroient gré d'avoir recueilli ici pour leur usage, ce qu'il y a de plus propre à leur donner une idée distincte du présent Gouvernement du Corps Germanique. Ce but m'a obligé aussi d'écarter beaucoup de citations dont on pouvoit charger un tel ouvrage. Il suffisoit, ce me semble, d'alleguer les Constitutions publiques de
l'Em-*

P R E F A C E.

l'Empire sur les matières les plus importantes, & de tirer de l'Histoire les faits & les exemples nécessaires pour y répandre du jour. J'ose me flatter, que ceux qui ont eu occasion d'étudier l'état de l'Allemagne, ne m'accuseront pas d'en avoir fait une peinture infidèle; & que, si je me suis mépris en quelques endroits, ce ne sera pas au moins dans l'essentiel ni sur le fond des choses.

En parlant de l'Empire comme d'un grand Corps composé de plusieurs Etats libres réunis sous un Chef commun, je n'ai fait que sui-
vre

P R E F A C E.

ore l'idée de l'illustre Puffendorf, & de plusieurs autres qui après lui l'ont représenté sous ce point de vue. Conduit par de tels guides, & me tenant toujours aux parties essentielles qui caractérisent les Gouvernemens de cette espèce, il ne m'a pas été difficile de lever plusieurs difficultés qui restoient encore à applanir, & d'aller au vrai à travers des apparences qui séduisent communément ceux qui ne jugent d'une chose que par les dehors.

Il y a quelques points, dont j'ai bien senti la délicatesse-

P R E F A C E.

catresse , & que par cette raison j'aurois mieux aimé ne pas toucher. Mais ne pouvant m'en dispenser , j'ai tâché au moins de le faire avec tout le ménagement & avec toute l'impartialité possible. Il falloit en cela donner quelque chose à ceux de mes Compatriotes , qui feuilletteroient mon ouvrage , pour se délasser de la lecture des livres sur le Droit Public , dont les profondes recherches demandent une grande application.

Il ne me reste qu'à demander au Lecteur la gracede

P R E F A C E.

ce de vouloir bien faire plus d'attention aux choses mêmes, qu'aux tours & aux agrémens du style. Cette indulgence est bien due à un Auteur qui n'écrit pas en sa propre langue. Car je sens bien qu'en pareil cas l'expression ne peut manquer d'avoir souvent je ne sais quel air étranger. Aussi présenté-je ce Traité moins comme un livre agréable, que comme une information de laquelle ceux qui voudront se donner la peine de le lire pourront peut-être tirer quelque utilité, surtout dans les conjonctures présentes.

T A-



TABLE

DES

CHAPITRES.

CHAP. I. **R**eflexions préliminaires & générales sur la nature de la Souveraineté & du Gouvernement des Etats qui composent ensemble un même Corps. *Page* 1

CHAP. II. Détail abrégé de la manière, dont le Corps Germanique a pris la consistance d'un Etat composé, & de ce qui s'est passé principalement à cet égard depuis trois cens ans, sous les Empereurs de la Maison d'Autriche. 12

CHAP. III. De la Dignité Impériale. 40

CHAP.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. IV. De l'Origine & du nombre des Electeurs , à qui le droit d'élire l'Empereur appartient aujourd'hui. 48

CHAP. V. De l'Electon de l'Empereur , & de la Capitulation, qu'il est obligé de jurer. 65

CHAP. VI. Des qualitez requises dans la personne , qu'on veut élever à la Dignité Impériale. 85

CHAP. VII. Du Couronnement de l'Empereur. 105

CHAP. VIII. Du Roi des Romains , élu du vivant d'un Empereur, pour être son successeur à l'Empire. 127

CHAP. IX. Des Vicaires de l'Empire. 137

CHAP. X. De la Féodalité des Membres de l'Empire , par laquelle ils sont liez avec leur Chef, & entr'Eux. Compatibilité de cette qualité avec la Souveraineté. 157

CHAP. XI. Du Ban de l'Empire , & de la Déposition des Empereurs. 167

CHAP.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. XII. De la Chambre Imperiale & du Conseil Aulique, qui servent à juger les procès des Etats de l'Empire, & à maintenir par ce moyen la paix publique. 176

CHAP. XIII. Des grands avantages, que l'Empereur retire du Conseil Aulique, & des abus qui y régnent. 203

CHAP. XIV. Du Droit, que les Sujets des Etats de l'Empire ont, d'avoir recours en quelques cas aux Tribunaux de l'Empire, tant par voye d'appel de la Sentence, qui a été rendue contr'eux au Tribunal de leur Maitre, que pour cause de grief contre son gouvernement. 215

CHAP. XV. Examen des droits reservez de l'Empereur en général, & des avantages qu'il tire particulièrement du droit de conferer des Titres & des Dignitez. 227

CHAP. XVI. Des Diètes générales

TABLE DES CHAPITRES.

les de l'Empire, & des Députations. 248

CHAP. XVII. Des principales matières, qui sont portées à la Diète, & du recours que les Etats de l'Empire peuvent avoir à cette Assemblée, quand ils ont été lezés par les Souverains Tribunaux de l'Empire. 273

CHAP. XVIII. Détail historique de la manière dont les Etats de l'Empire ont concouru aux traités de Paix avec les Puissances étrangères, depuis la Paix de Westphalie. 287

CHAP. XIX. Du Corps Evangelique, & du droit qu'il a de protéger dans l'Empire tous ceux qui souffrent pour la cause Protestante. 300

CHAP. XX. Des Electeurs, Princes & autres Etats de l'Empire, considerez comme formant des Corps separez dans l'Empire, & de leurs Assemblées particulières. 328

CHAP.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. XXI. De la division de
l'Empire en dix Cercles , &
de leur arrangement intérieur.

338

CHAP. XXII. Consideration suc-
cincte des causes , qui trou-
blent la bonne union du Corps
Germanique , & des avanta-
ges qui reviendroient tant au
Chef qu'aux Membres , s'ils
usoient chacun de leur pouvoir
conformément aux Constitu-
tions publiques , & à leur de-
stination naturelle.

349



ER-

ERRATA.

Pag. 2. lig. 12. ou au dehors Lisez soit au dehors
16. où Lis. ou.

Pag. 15. lig. 2. la Lis. les.

Pag. 33. lig. 20. La mort Lis. Sa mort.

Pag. 58. lig. 22. Frederic IV. Lis. Frederic. V.

Pag. 81. lig. penult. effacez aujourd'hui.

Pag. 96. lig. 22. pour le grand Lis. pour la
mémoire du grand.

Pag. 107. lig. 3. & 4. effacez au cas.

Pag. 127. lig. fin. qu'ils alleguent Lis. qu'ils
Palleguerent.

Pag. 131. lig. 26. refusoit Lis. refusat.

Pag. 150. lig. 10. J. Ctes. Lis. Jurisconsultes.

Pag. 223. lig. 11. effacez pas.

Pag. 244. lig. 3. maitreses Lis. maitresses.

Pag. 247. lig. 10. On a pas été Lis. On n'est pas.

Pag. 266. lig. 1. affirmation Lis. affirmative.



DESCRIPTION
D U
GOUVERNEMENT
PRESENT
DU CORPS GERMANIQUE.

CHAPITRE I.

REFLEXIONS Préliminaires & Géné-
rales sur la nature de la Souveraineté
& du Gouvernement des ETATS, qui
composent ensemble un même CORPS.



S. I. COMME les réflexions sur le Gouver-
nement present du
Corps Germanique
tendent à prouver,
que les différens Etats qui en font par-
tie forment autant de veritables Sou-

A

ve-

verainetez , je ne ſçaurois m'empêcher de faire quelques remarques préliminaires ſur la nature de la Souveraineté en général , pour prévenir toute équivoque ſur ce terme, & pour donner du jour à ma penſée.

§. 2. J'entends donc ici par le terme de Souveraineté le droit de gouverner une Société Civile de telle manière, que ce qu'on ordonne & qu'on entreprend pour ſa ſeureté & pour ſon avantage, ſoit en dedans où au dehors, n'ait pas beſoin de l'approbation d'un Supérieur pour avoir une entière force, & ne puiſſe pas être corrigé, où caſſé & annullé par qui que ce ſoit, en vertu d'une Autorité Supérieure qu'il auroit dans l'Etat.

§. 3. Il paroît par cette définition, tirée de la nature & du but de la Société Civile, que celui qui ſe dit Souverain doit être indépendant de toute Autorité Humaine à l'égard de l'exercice des droits que tout Gouvernement demande dans la perſonne de celui ou de ceux qui gouvernent.

§. 4. Mais il n'eſt nullement néceſſaire à la qualité de Souverain, que ce

lui à qui le Gouvernement d'un Etat a été confié exerce les droits de la Souveraineté d'une manière absolue, c. a. d. sans être obligé de suivre dans ses résolutions & dans ses entreprises certaines Loix Fondamentales dont on seroit convenu avec lui, ou de convoquer une Diète ou un Parlement pour en écouter les Conseils & pour en requérir le consentement, dans les choses que les Loix demandent qui y soient portées.

§. 5. Puis donc qu'il n'est pas incompatible avec la nature de la Souveraineté qu'elle reçoive certaines restrictions dans son exercice, rien n'empêche qu'un Prince, qui a certains ménagements à observer dans l'exercice des droits qui emanent naturellement de la Souveraineté, ne soit réellement Souverain, tant qu'il n'y a que lui qui commande dans ses Etats en dernier ressort, & que les ménagements qu'il est obligé d'avoir pour une autre Puissance ne lui ôtent pas le pouvoir de faire ce que le bien de son pays demande absolument. Le Prince le plus absolu entre quelquesfois

dans ces sortes d'engagements par des traitez publics, & personne ne soutiendra que ces traitez le privent de la Souveraineté pendant qu'ils subsistent.

§. 6. Je ne regarde donc pas comme dégradé de la Souveraineté un Prince qui possède un pays à titre de Fief, ni un Etat qui s'est mis sous la protection d'un autre, parce que ces conditions n'empêchent pas par elles mêmes l'exercice des droits de la Souveraineté. Elles exigent seulement du premier qu'il se conduise d'une manière qui ne blesse pas la fidélité à laquelle il s'est engagé envers la Puissance dont il relève, & à ne rien faire au préjudice du droit qu'elle s'est réservée à l'égard de son Fief. Rien ne le prouve mieux que l'exemple du Roi de Naples qui est Feudataire du St. Siège, & de plusieurs autres Princes d'Italie, qui se reconnoissent Vassaux du St. Empire, puis que personne ne leur conteste la Souveraineté & tous les droits essentiels qui en dépendent. Je ferai voir dans la suite, que cette observation est applicable aussi aux Etats que les
Mem-

Membres du Corps Germanique possèdent à titre de Fiefs de l'Empire.

§. 7. Un Etat qui s'est mis sous la protection d'un autre ne peut pas non plus être regardé comme depouillé de la Souveraineté par cette démarche ; Il est censé au contraire avoir recherché cette protection, pour mieux assurer sa liberté contre ceux dont il craint les injustes forces. Et s'il est obligé d'avoir des égards pour son Protecteur, & de lui accorder des distinctions qui mettent quelque inégalité entre eux, cette inégalité n'empêche pas, qu'il ne soit le maître chez lui & le seul qui ait le droit de gouverner les pays ou les terres qu'il possède. S'il a quelques fois à craindre, que son Protecteur ne devienne son Maître, comme il n'arrive que trop souvent, ce sera alors sa faiblesse & non pas son état de Client, qui en fera la cause.

§. 8. Cette réflexion me conduit à faire mention de la différence que la disparité des forces met naturellement entre deux Etats également Souverains dans l'exercice de cette par-

tie des droits de la Souveraineté qui doivent avoir leur force au dehors, tels que sont, par exemple, le droit d'envoyer des Ambassadeurs & celui de conferer des Dignités qui soient par tout respectées. Les Princes & les Républiques dont la Puissance est fort bornée ne sauroient exercer ces droits avec la même étendue que le font les Têtes Couronnées; mais leur contestera-t-on la Souveraineté à cause de cette disparité?

§. 9. Tous les Politiques conviendront au reste avec moi, que la Souveraineté ne change point de nature par la différence de titre de celui qui en est revêtu, ni par la différence de la forme du Gouvernement, quoi qu'elle paroisse d'une manière plus éclatante dans les Monarchies, & sur tout dans celles où le pouvoir du Monarque est absolu. Il y a des tems où celui qui s'est actuellement emparé du Gouvernement d'un Etat prend soin de couvrir le pouvoir où il est parvenu d'un titre qui en cache une partie; & il étoit convenable à l'état où le Corps Germanique est

tombé par les révolutions dont je donnerai un abrégé dans le chapitre suivant, que ceux qui le composent aujourd'hui, comme autant d'Etats Souverains de différente grandeur & Puissance, ne changeassent pas leurs anciens titres, & qu'ils conservassent par là une différence de rang entre eux, & une distance de bienfiance avec leur Chef commun. Les Electeurs & quelques autres Princes de l'Empire donnent souvent au grand sceau dont ils munissent leurs Patentes le nom de leur *Sceau de Majesté*, & il y a des traités publics dans lesquels il est fait mention de la *Majesté* des Etats de l'Empire; mais on désigne communément le pouvoir Souverain dont ils jouissent du nom modeste de *Supériorité Territoriale*.

Pfeff.
Vitriar.
illustr.
Lib. 1.
tit. 4.
Corps
Dipl.
VI. p.
50.

§. 10. Je me flate que les observations que je viens de faire répandront un grand jour sur ce que j'aurai à dire dans la suite de l'Etat des différens Membres du Corps Germanique, appelez communement les Etats de l'Empire, à cause du droit qu'ils ont de siéger à la Diète Générale, où les

les affaires de l'Empire se traitent, & d'y donner leur Suffrage sur tout ce qui intéresse le bien commun de ce vaste Corps.

§. 11. Je passe présentement à l'examen de la nature des Etats qui composent ensemble un même corps, parce qu'il paroîtra par la suite de mes remarques que l'Empire doit être mis au nombre de ces Etats composez où confedérez; si tant est qu'il soit nécessaire d'exprimer la forme du Gouvernement d'un pays par un de ces noms que les Politiques de la Grèce nous ont prétez. Car il seroit peut-être à souhaiter qu'on ne disputât jamais sur le nom qu'on doit donner à la forme du Gouvernement qui est établi dans un Etat par les Loix; puis qu'il suffit qu'on sache par ces mêmes Loix de quelle manière le Souverain Pouvoir y doit être exercé, & comment les différens Ordres de l'Etat y doivent concourir, au lieu que les termes de Monarchie, d'Aristocratie & de Démocratie ne donnent que des idées Générales & vagues de la nature du Gouvernement d'un pays

pays, à cause des diverses modifications que chacune de ces trois formes peut recevoir. Pour ne pas dire que l'Histoire tant ancienne que moderne nous apprend, qu'un Peuple jaloux de sa liberté est souvent plus blessé du nom qu'on donne au Gouvernement du pays que du Gouvernement même. Le titre de Roi que Jules César ambitionna le rendit plus odieux au Peuple de Rome que le pouvoir Royal qu'il avoit usurpé, & Cromvvel auroit eû le même sort, s'il avoit assez vécu pour mettre en exécution le projet qu'il avoit formé de se faire donner le titre de Roi à la place de celui de Protecteur qui choquoit moins les esprits Républicains.

§. 12. Les qualitez essentielles d'un Etat confederé consistent 1. en ce que les divers Etats qui forment entre eux un même Corps conservent chacun sa Souveraineté & son Gouvernement particulier. 2. en ce que les affaires qui regardent la seureté & le bien de tout le Corps soient traitées dans une assemblée Générale où chacun ait une voix décisive,

§. 13.

§. 13. Ces Etats se forment ou par une *convention expresse*, lors que ceux qui entrent ensemble dans une pareille confédération ont une intention bien marquée & bien déclarée de se regarder dans la suite comme un même Corps sur le pied que je viens de l'expliquer; ou par une *convention tacite*, lors qu'un grand Empire composé de plusieurs Provinces qui dépendoient toutes d'un seul Monarque arrivent par plusieurs revolutions à ce point, que ceux qui n'étoient auparavant que de simples Gouverneurs de ces Provinces en deviennent insensiblement les Souverains de manière cependant, que la liaison qui se trouvoit autrefois entre ces Provinces n'est pas entièrement rompuë, mais continuée encore sous une autre forme, de telle sorte, que celui qui étoit autrefois le seul Souverain de toutes ces Provinces, n'est plus que le Chef de la Confédération. C'est sous cette face que nous allons représenter dans les chapîtres suivans l'Etat présent du Corps Germanique.

§. 14. On sent bien d'avance qu'il y a dans

dans un Etat confédéré qui se forme de cette façon il doit se rencontrer plusieurs irrégularitez , qu'on ne trouve pas dans ceux qui ont pour baze une convention expresse, dans laquelle on a eû le tems de pourvoir dès le commencement à tout ce qui étoit convenable au but qu'on se proposoit ; au lieu que les grands Empires, qui tombent peu à peu dans l'état que j'ai dépeint en gros, retiennent long-tems quelque chose de leur ancienne forme.

§. 15. Il suffira donc , pour prouver que le Corps Germanique doit être raporté dans la Classe des Etats composez, de faire voir qu'il en a les *parties essentielles*, parce qu'il n'est pas nécessaire qu'il ressemble entièrement ni à ceux qu'on a vû autrefois en Grèce, ni à celui en particulier dont les Provinces Unies des Pays Bas nous donnent aujourd'hui le meilleur modèle.

CHAPITRE II.

Détail abrégé de la manière dont le Corps Germanique a pris la consistance d'un Etat composé, & de ce qui s'est passé principalement à cet égard depuis 300. ans sous les Empereurs de la Maison d'Autriche.

§. 1. **D**Ans le tems que l'Allemagne devint un Royaume séparé par le partage de la Monarchie des Francs, sous les Fils de Louïs le Débonnaire, Fils de Charle-Magne, son Gouvernement étoit véritablement Monarchique. Mais le pouvoir des Rois y étoit tellement limité qu'ils ne pouvoient rien entreprendre d'important sans le consentement des Chefs & des Principaux de chaque Province qui faisoit partie de ce Royaume. Je mets dans le nombre de ces Chefs & Principaux non seulement ceux à qui la direction des affaires spirituelles & temporelles étoit confiée dans ces Provinces de la part du Roi & de l'Etat, mais encore les Seigneurs qui étoient des Vassaux immédiats de la Couronne.

ne. Le Spirituel étoit administré par des Evêques, & le Temporel par des Ducs.

§. 2. Le Duc étoit, sous le Roi, le Chef d'une Province entière. Il y veilloit principalement à l'observation du bon Ordre & au maintien de la tranquillité, au dedans & au dehors. Il convoquoit & dirigeoit les Diètes particulières de sa Province. Les Vassaux de la Couronne s'assembloient sous ses étendarts, quand il falloit aller à la Guerre, & ils campoient autour de lui aux Diètes Générales de l'Empire, qu'on tenoit pour ordinaire en raze Campagne.

§. 3. Les Comtes où *Graven*, comme on les apelloit en Allemagne, étoient chargés de la Jurisdiction dans la Province; mais il y avoit appel de leur Sentence à la Cour du Roi, comme nous le dirons plus au long, en parlant de l'état présent des Suprêmes Tribunaux de l'Empire. Celui qui présidoit dans la Chambre de Justice à la Cour du Roi étoit appelé *Pfalzgrave* où Comte Palatin.

§. 4. Dans la suite du tems il y eut aussi

aussi dans plusieurs Provinces des Margraves, des Landgraves & des Bourgraves. On apelloit *Margraves* ceux qui étoient établis sur les Frontières du Royaume, en partie pour les défendre contre l'irruption des Nations voisines, en partie aussi pour y administrer la justice. Les *Landgraves* étoient des Comtes preposez à un pays supérieur en étendue au district qu'on assignoit ordinairement à un simple Comte. Les *Bourgraves* exerçoient de la part du Roi la Jurisdiction & d'autres droits regaux dans les *Bourgs* ou Châteaux que les Rois possédoient dans les Villes immédiatement sujettes à la Couronne & dans lesquelles ils résidoient quand ils faisoient quelque séjour dans une Province, leur Cour n'étant pas fixe autrefois, mais ambulante.

§. 5. Comme les Ducs représentoient le Roi d'une manière particulière dans les Provinces qu'ils avoient à gouverner, ils y tenoient, conformément à la volonté du Souverain & aux constitutions du Royaume

Coccej.
J. P. c.
11.

une Cour très-brillante & pourvue à peu près des mêmes Officiers

qu

que le Roi avoit a la sienne, principalement lors qu'ils tenoient la Dietines de leur Province.

§. 6. Les Evêques les imiterent en cela aussi-tôt qu'ils eurent commencé à se mêler des affaires Temporelles, & à se libérer des Avocats qu'on donnoit autrefois aux Eglises, soit pour leur défense, soit pour l'économie des biens, dont chacun travailloit dans ce tems à les enrichir pour le Salut de son Ame.

§. 7. Le Roi dispoisoit au commencement selon son gré de toutes les charges Temporelles, de même que des charges Spirituelles, & elles ne passaient aux enfans des défunts que lors qu'il plaisoit au Roi de les en revêtir, où à cause de leur propre mérite, ou en récompense des services de leurs Peres.

§. 8. Mais ce que les Rois avoient fait en quelques cas par pure faveur devint bien-tôt une nécessité. Les troubles qui régnèrent sous le Règne de Louis le Débonnaire & sous celui de ses descendants furent la première occasion que les enfans des Ducs faisi-

rent

rent pour se maintenir dans la possession des Duchez comme faisant partie de leur héritage. Les Rois étoient obligez de flater les Ducs pour les retenir dans leur devoir & de continuer aux enfans la charge de leurs Pères de peur qu'ils ne se jettassent dans le parti de leur ennemi.

§. 9. Ces moyens, que les Ducs employoient, pour rendre leurs Charges Héréditaires dans leurs familles, contribuoient déjà beaucoup à l'acroissement de leur autorité; mais ils devinrent encore beaucoup plus puissants, quand la Race de Charles M. fut éteinte dans l'Empire. An. 911. Conrard Duc de Franconie ayant été alors placé sur le Trône par une election entièrement libre, les Ducs commencerent à se conduire chez eux en Maîtres des Etats confiez cy-devant à leur Gouvernemens, se croyant obligez seulement, de respecter le Roi comme Chef d'un Corps dont ils étoient les Principaux Membres, & de ne rien entreprendre contre le bien général de tout l'Empire.

§. 10. Conrard ayant employé vai-
ne-

nement la force, pour les ramener à leur ancienne dépendance, Henry Duc de Saxe, qui monta sur le Trône après lui par une Nouvelle Election, aima mieux les porter par la douceur à reconnoître sa Suprême Autorité dans les affaires de l'Empire que de les fortifier dans leur résistance, en les traitant comme des simples Sujets.

§. 11. Il sembloit que la gloire de rétablir les choses dans leur premier état étoit réservée à son Fils & Successeur Otton I. parce que celui-cy eût occasion d'augmenter sa puissance par la Conquête de l'ancien Royaume de Lombardie, & de joindre la Dignité Impériale à celle de Roi de Germanie. Mais son Règne fut rempli de Troubles, d'autant plus fâcheux, qu'ils étoient produits par l'ambition des Princes de sa Maison, & que l'Italie n'en étoit pas moins agitée que l'Allemagne.

§. 12. Les Papes firent même depuis ce tems là tout ce qui dépendoit d'eux, pour croiser les desseins des Empereurs, & pour affoiblir leur puissance,

fance, parce que le droit que les derniers avoient aquis de remplir la Chaîre de St. Pierre, & de tenir dans leur dépendance celui qu'ils y avoient élevé par leur nomination, ar-
rêtoit l'agrandissement de la Cour de Rome.

1122.

Struvii
Synt.
Jur.
Pub.
c. 18. §.
10. 11.

§. 13. Après de longues intrigues les Papes firent enfin perdre aux Empe-
reurs non seulement le droit d'elire le
Chef visible de l'Eglise, mais encore
celui d'établir les Evêques. Cet évé-
nement donna la plus forte secousse
au pouvoir des Empereurs dans les
Provinces de l'Empire, les Princes
Ecclesiastiques travaillant dès lors aussi
fortement que les Princes Temporels
à s'aproprier les droits les plus essen-
tiels de la Souveraineté dans les Ter-
res de l'Eglise. Plusieurs Evêques en
possédoient de très considérables de-
puis le Règne d'Otton le Grand, qui
avoit commencé à donner des Du-
chez & des Comtez à gouverner à
son frere Brunon, Archevêque de Co-
logne, & à son Fils Guillaume, Arche-
vêque de Mayence. Son intention
étoit sans doute d'empêcher, en don-
nant

nant des Dignitez Temporelles à des Ecclesiastiques, qu'elles ne devinssent toutes Héréditaires & il ne pouvoit pas prévoir qu'il viendrait un jour où le droit de disposer des Evêchez & des autres Bénéfices seroit arraché à ses Successeurs.

§. 14. Les efforts que fit Henry IV. pour se maintenir dans la possession d'un droit, qui faisoit le plus beau Joyau de sa Couronne, lui coûta cher. Le Pape Gregoire VII. eût la hardiesse de lancer contre lui l'excommunication, & il prit si bien son tems pour cela, qu'elle fut suivie immédiatement de la déposition de cet Empereur, à laquelle la plupart des Princes de l'Empire concoururent volontiers, pour mieux affermir chez eux leur propre domination, & pour apprendre aux Empereurs suivans les bornes auxquelles leur Autorité étoit astreinte dans les Provinces.

§. 15. Les Empereurs, qui tentèrent dès lors de rétablir les choses sur l'ancien pied, échouèrent tous dans cette entreprise. Les foudres du Vatican tantôt précédés & tantôt sui-

vis de révoltes, que la Cour de Rome
sçeut habilement où exciter où fo-
menter , écrasèrent les Empereurs les
plus puissants. Tout ce que Fre-
1177. deric I. pût faire dans l'Empire, après
avoir été forcé de plier en Italie de-
vant les Papes & les Villes conjurées,
ce fut d'humilier par la proscription
Henry , surnommé le Lion, Duc de
Saxe & de Bavière, à qui il impu-
1180. toit le mauvais succès que ses Armes
avoient eûes au de là des Alpes. Il
en vint à bout par le concours des
Princes à qui il offrit la Dignité Du-
cale, & de ceux en général à qui il
donnoit une partie des dépouilles de
son ennemi, au nombre des quels
étoient aussi les Evêques, les Com-
tes & les Villes Libres de ces deux
Provinces, dans lesquelles le pouvoir
des nouveaux Ducs fut fort diminué
par ce moyen.

§. 16. Les brouilleries de Frederic
II. avec la Cour de Rome furent
encore plus funestes. La fureur des
Papes fut si grande contre cet Em-
pereur, qu'elle lui fit perdre la Cou-
ronne. Il mourut, aussi bien que
ses

ses enfans, d'une mort violente; & comme sa famille, qui possédoit alors la Dignité Ducale en Franconie & en Suabe, s'éteignit dans le tems que l'Empire étoit sans Chef, ces deux Provinces furent déchirées par ceux qui se disputoient les dépouilles de cette Maison infortunée, & elles se remplirent de ce grand nombre de Seigneurs & de Villes Libres que nous y voyons encore aujourd'hui. 1268.

§. 17. L'Empire se trouva en effet alors dans une affreuse Anarchie, soit qu'après la mort de Guillaume de Hollande il ne se trouvât personne qui se souciât de régner dans un pays, où le pouvoir des Rois étoit devenu preciaire, soit que les Grands eux mêmes aimassent mieux vivre sans Chef. Chacun donc fit alors ce qu'il trouva à propos, & les foibles n'eurent d'autre moyen de se garantir d'une entière oppression qu'en formant des ligues, ou en se mettant sous la Protection de quelque Puissant Voisin. Les Grands décidoient communément leurs différens par la force des armes. Chacun en un mot tâcha d'attirer à lui

une partie du petit reste des droits & des revenus des Empereurs dans les Provinces & dans les Villes.

§. 18. Le mal allant tous les jours en augmentant, on fut enfin forcé de procéder à une nouvelle Election d'un Chef commun. Mais les Princes, qui commencèrent alors à s'approprier le droit de faire cette Election au nom de tout l'Empire, & qu'on nomma depuis Electeurs, n'eurent garde de la faire tomber sur quelqu'un qui fût fort Puissant par lui-même. Ils se contenterent de trouver dans le Comte Rodolphe de Habsbourg, pour le choix duquel ils réunirent leurs Suffrages, toutes les qualitez nécessaires pour l'exécution des choses, qu'il concerteroit avec les Etats de l'Empire, & pour lesquelles ceux-cy trouveroient à propos de lui prêter leurs forces.

§. 19. Si le soin de conserver ainsi chez eux une Soveraineté, compatible avec la nature d'un Corps confederé, détermina les Electeurs de mettre plusieurs fois de simples Comtes sur le Thrône Impérial, le même motif leur fit prendre garde aussi
au

au commencement à ne pas continuer sans nécessité la Dignité Impériale dans la même Maison. Mais pour persister dans cette sage maxime il auroit fallu, que le plus grand nombre des Electeurs ne se fut jamais écarté de leurs grands interêts & de ceux du Corps Germanique ; au lieu qu'ils firent honteusement connoître dans l'Electiion de Wenceslas, qui devint l'opprobre de l'Empire , que l'argent & d'autres avantages particuliers les pouvoient détourner quelques fois de leur devoir.

§. 20. Charles IV. qui avoit sçu les corrompre dans l'Electiion de son Fils , auroit dès lors vraysemblablement réüssi dans le dessein qu'il avoit de perpétuer la Dignité Impériale dans sa Maison , si sa postérité mâle ne s'étoit éteinte avec son Fils, l'Empereur Sigismond. La Maison d'Autriche a jouï au contraire de cet avantage trois cents ans de suite.

§. 21. Cette Dignité retourna dans cette Maison par l'Electiion d'Albert II. qui étoit déjà monté sur le Trône de Hongrie & de Bohême, par le moyen

moyen de son Mariage avec la Fille du dit Sigismond, avant qu'il devint Empereur. Il donna une haute idée de lui, par le plan qu'il forma pour tranquilliser l'Empire, & pour lui donner de la force par une bonne harmonie entre les Membres & le Chef. Mais une mort prématurée l'enleva au milieu de ces belles espérances.

1440.

§. 22. Frederic III. son proche parent, que les Electeurs eleurent en sa place, suivit si peu les traces de son Prédecesseur, qu'il se rendit au contraire très méprisable par les brouilleries qu'il excita dans sa propre Maison, & par la mauvaise conduite qu'il tint dans l'Empire. Les Electeurs pensèrent plus d'une fois à lui associer un autre Chef, & à remédier par ce moyen aux désordres où les choses tomboient par sa nonchalance & par ses liaisons avec la Cour de Rome, très préjudiciables à la Dignité de l'Empire en général & à la liberté de l'Eglise Germanique en particulier.

1473.

§. 23. Ce fut pourtant ce Prince, si peu considéré au dedans & au dehors, qui en mariant son fils Maximilien

milien avec la riche Héritière du Duc de Bourgogne, Charles le Hardy, jeta par là les premiers fondements de la vaste Puissance, à laquelle sa Maison monta dès lors avec une rapidité prodigieuse. Chassé de ses propres Etats par le Roi de Hongrie, & errant par les Villes Libres de l'Empire pour y trouver sa subsistance, il eut encore le bonheur de voir les Electeurs tout d'un coup unis à élever son Fils au rang de Roi des Romains; soit qu'ils fussent touchés de sa triste situation, soit qu'ils jugeassent par l'éloignement que les Etats des Pays-Bas témoignent pour Maximilien, après la mort de sa femme, qu'il ne profiteroit pas personnellement des avantages qui étoient entrez dans sa Maison, & qu'à cause de cela ils ne conceurent de lui aucun ombrage. 1486.

§. 24. Les Etats de l'Empire eurent en effet si peu à se plaindre de ce Prince, qu'ils le trouvèrent au contraire, dès le commencement de son Règne, très disposé à donner son consentement à l'établissement de la Chambre Impériale, dont nous parlerons dans 1495.

dans la suite, & aux autres arrangements qu'on prit alors à la Diète pour abolir les voyes de fait, jusques là usitées dans les disputes des Princes de l'Empire, & pour bien affermir par tout la tranquillité & la seureté publique.

1519.

§. 25. Le Règne de Charles V. petit fils de Maximilien, devint au contraire bien formidable à la liberté du Corps Germanique. Il semble, qu'après la mort du dernier il eût été convenable, que les Electeurs missent la Couronne Impériale sur la tête de quelqu'un d'entre eux, & la Cour de Rome, qui ne prenoit pas moins d'ombrage de la grande Puissance des Empereurs que les Princes d'Allemagne, leur fit sugérer ce Conseil; mais des considérations trop longues à détailler icy, firent tomber l'Electon sur un Prince qui paroissoit alors le plus à redouter.

§. 26. On crut mettre un frein son pouvoir dans l'Empire, en lui faisant jurer une Capitulation, qui régloit clairement la manière dont il devoit l'exercer. Mais cette Capitulation fut

peu respectée, dès que l'Empereur se crût en état de la pouvoir mépriser sans crainte. Les disputes de Religion, causées par la Reformation, lui ayant fourni une occasion d'attaquer les Protestans, il sembloit déjà que le renversement de leurs Chefs, qui devinrent ses captifs, étoit un prélude de l'oppression de la liberté du Corps Germanique, lors qu'il se forma parmi quelques Princes Protestans de l'Empire un nouveau parti, qui soutenu d'une Alliance avec le Roi de France Henry II. priva l'Empereur tout d'un coup du fruit de ses longues intrigues & le contraignit de souscrire à une paix * qui en même tems qu'elle assura la liberté de la Religion aux Protestans, affermit aussi les fondemens fort ébranlés de la liberté civile de tous les Membres du Corps Germanique, en ramenant la bonne harmonie entre eux.

§. 27. Il résulta de cette dangereuse révolution un nouvel avantage pour la

* Premièrement à Passau en 1553. & puis à la Diète d'Augsbourg en 1555. dont le Reces contient des articles, qu'on appelle particulièrement la paix de Religion.

1546.
1547.

1551.

la Souveraineté des Princes d'Allemagne. On commença à examiner plus soigneusement la nature de la suprême Autorité des Empereurs sur les Etats de l'Empire, de même que la dépendance de ceux-cy à l'égard de leur Chef commun. Le résultat fut, qu'il étoit libre aux derniers de contracter des Alliances, tant entre eux qu'avec les Puissances étrangères, pour la défense de leur liberté Spirituelle & Temporelle, & qu'on ne pouvoit nullement les envisager comme de vrais sujets de l'Empereur. En conformité de cette maxime, fondée déjà alors sur la nature du Gouvernement de l'Empire, les Etats Protestans de l'Allemagne n'hésitèrent plus, dans le tems dont je parle, à entrer avec les Cours étrangères dans des négociations & des traitez convenables au maintien de leur liberté.

§. 28. Il ne manquoit plus alors pour mettre la Souveraineté des Princes de l'Empire dans leurs Etats hors de toute contestation, que la reconnaissance publique des Empereurs
mê-

mêmes. La paix de Westphalie * leur procura cet avantage; mais cette paix fut précédée d'une nouvelle révolution, dont les commencemens loin de promettre à ces Princes une si heureuse fin, les menaçoit au contraire de perdre tout d'un coup ce qu'ils avoient gagné jusques-là avec tant de peine.

§. 29. La Maison d'Autriche venoit de prendre sous le Règne de Rodolphe 1604.
II. de nouvelles mesures pour la conservation de la Couronne Impériale, & son dessein étoit de la faire passer sur la tête de l'Archiduc Ferdinand de Stirie, quand il s'éleva 1618.
dans la Bohême, sous le règne de l'Empereur Mathias, des troubles si fâcheux entre les Catholiques & les Protestans, qu'ils faillirent à renverser tout d'un coup un plan si bien concerté. Ferdinand, qu'on avoit fait reconnoître aux Bohémiens pour leur Roi futur, pour lui faciliter par ce moyen le chemin à la Dignité Impériale-

* On comprend sous ce nom la paix d'Osnabruc, & celle de Munster, comme ne faisant ensemble qu'un même traité.

riale, se rendit si odieux chez ceux du parti Protestant, par la conduite qu'il tint au commencement de ces troubles & par la sévérité dont il avoit usé auparavant chez lui envers ses sujets de la Confession d'Augsbourg, que les Bohémiens ne voulurent plus le reconnoître pour leur Roi, & qu'ils entraînérent dans leur révolte non seulement tous leurs frères du Duché de Silésie, associé à la Bohême, mais encore tous ceux qui étoient alors répandus dans l'Autriche.

§. 30. L'Electeur Palatin, Frederic V. s'étant laissé persuader d'accepter la Couronne, que les Bohémiens lui offrirent dans le tems où Ferdinand venoit d'être élu Empereur, l'Allemagne fut bien-tôt envelopée dans ces troubles. Car le dernier ne se contenta point de chasser son Antagoniste de la Bohême, après la victoire complete qu'il remporta sur lui dans la bataille de Prague; mais confondant sa qualité d'Empereur avec celle de Roi de Bohême, contre qui cet Electeur croyoit de pouvoir être en guerre sans contrevenir à ses de-
voirs

voirs envers le premier, il se crut autorisé à le mettre au Ban de l'Empire, sans aucune forme de procès, & à le priver de la Dignité Electorale, en faveur du Duc de Bavière, avec le secours duquel il avoit triomphé de son ennemi. 1611. 1623.

§. 31. Animé par ce succès Ferdinand étendit ses armes dans toute l'Allemagne, sous prétexte de poursuivre les adhérens d'un Prince déclaré rebelle. Cette conduite ouvrit les yeux à ceux qui jusques-là s'étoient laissés persuader que l'Empereur se contenteroit d'éteindre le feu de la sédition dans ses Etats. Mais il étoit fort difficile d'empêcher les suites que l'on prévoyoit. Le danger devint même plus grand encore, par le mauvais succès de l'armement du Cercle de la Basse Saxe, qui, pour se mettre mieux à l'abri des violences, avoit mis le Roi de Dannemarc à sa tête, en qualité de Duc ou Commandant des troupes de ce Cercle. Ferdinand faisant marcher ses troupes & celles de la ligue des Catholiques contre ces Princes confédérez, gagna sur eux 1625. 1626.

eux une victoire , complete , qui le rendit maître de toute la Basse Allemagne jusques aux bords de la mer Baltique.

§. 32. Tout parut alors désespéré : & le mal auroit été en effet sans remède , si l'Empereur avoit sçeu mettre un frein à son ambition , & qu'il n'eût pas alarmé le Roi de Suède par les projets qu'il forma contre lui. Le propre péril de ce Prince auroit déjà suffi pour l'exciter en cette occasion , & pour le faire accourir promptement au secours des Princes d'Allemagne , menacez d'être bien-tôt mis sous le joug. Mais ce qui encouragea encore plus le grand Gustave Adolphe à une si belle entreprise , ce furent les fortes sollicitations de la Cour de France , qui venoit de se réveiller de son sommeil , sous le Ministère du Cardinal de Richelieu. Cet habile Politique avoit déjà commencé de rompre en Italie les projets de la Cour de Madrit , étroitement unie alors à celle de Vienne ; & promettant au Roi de Suède de grands subsides pour la guerre , il acheva de le déterminer

à faire diversion aux armes Impériales dans l'Empire.

§. 33. Les progrès que fit ce Héros du Nord, dès qu'il eût mis le pied en Allemagne, sont trop connus pour que je m'y arrête. A sa présence, tout changea de face. Les Impériaux furent repoussés & poursuivis depuis la mer Baltique jusqu'en Bohême, & le Roi de Suède qui les avoit battu à Leipzig parcourut toute l'Allemagne pour y relever les Etats Protestans, & pour en chasser les Troupes ennemies.

1630.

§. 34. Une seconde victoire, que les Suédois gagnèrent sur les Impériaux à Lutzen, auroit achevé d'ouvrir à leur Maître le chemin jusqu'à Vienne, si sa propre ardeur, ou peut-être une main perfide, ne lui avoit fait perdre la vie dès l'entrée du combat. La mort étourdit la Suède pour quelques moments; Mais ayant pris enfin la résolution de ne sortir de cette guerre qu'à son honneur & à l'avantage de ses Alliez, ses affaires furent si bien conduites par le Comte d'Oxenstirn, le plus consommé Politique de son siècle, que ni la jalousie de l'Electeur de Saxe,

1631.

1632.

C

qui

1634.

qui envioit à la Suède la direction des affaires Protestantes, ni l'intelligence secrète de ce Prince avec la Cour de Vienne, ni la rupture ouverte avec la Suède, ni les obliquittez du Ministre, qui gouvernoit alors la France, ne purent déconcerter son plan; Et même après la défaite totale des Suedois à Nordlingue il sçeut encore si bien envelopper la France dans la Guerre avec l'Empereur, que dès lors elle fut obligée de faire en tout cause commune avec la Suede.

1648.

§. 35. L'étroite union de ces deux Puissances força enfin l'Empereur Ferdinand III. à une paix, par laquelle il lui fallut sacrifier une partie de ses Etats, & une plus grande partie encore de son Autorité & de son pouvoir dans l'Empire. Il en résulta d'un autre côté cet avantage pour tous les Etats de l'Empire en général, qui soutenus par la France & par la Suède ils furent tous invitez au congrès de paix à Osnabruc & à Munster comme parties belligerantes, & mis en état par ce moyen, de prendre conjointement avec ces Couronnes

les mesures les plus propres, pour affermir leur Souveraineté, & leur droit de concourir, en vray Membres d'un Corps unis sous un Chef commun, à toutes les délibérations & résolutions sur les affaires, qui regarderoient le bien général de l'Empire.

§. 36. L'article VIII. de la paix d'Osnabruc ne laisse là dessus aucune doute. En voicy les propres termes. „ Pour empêcher que dans la suite il n'arrive point de disputes dans l'Etat Politique, tous & chacun des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire Romain, doivent être tellement confirmez, en vertu de ce traité, dans leurs anciens droits, prerogatives, liberté & privilèges, dans le libre exercice de leur droit Territorial, en matières Ecclesiastiques & Politiques dans leurs Etats, dans leurs droits Régaliens, & dans la possession de toutes ces choses ensemble, que personne ne puisse, ni ne doive les y troubler de fait, sous quelque prétexte que ce soit.

„ Ils jouiront sans aucune contradiction du droit de Suffrage dans

„ toutes les délibérations qui concer-
„ nent les affaires de l'Empire, parti-
„ culièrement quand il s'agira de fai-
„ re ou d'interpréter des loix, de dé-
„ clarer la Guerre, d'imposer des con-
„ tributions, de faire des levées de
„ Troupes & de régler leurs quartiers,
„ de construire, au nom du Public, de
„ nouvelles Fortereffes dans le Ter-
„ ritoire des Etats, ou de mettre
„ une Garnison dans les anciennes,
„ comme encore lors qu'il y aura une
„ paix ou des Alliances à conclure, ou
„ quelque autre affaire de cette na-
„ ture à traiter. Aucune de ces choses
„ ou de pareilles ne sera entreprise, ni
„ permise, sans le Suffrage & le consen-
„ tement libre de tous les Etats de l'Em-
„ pire assemblez à la Diète. Ils auront
„ sur tout chacun à perpétuité le droit de
„ faire des Alliances entre eux & avec
„ les Etrangers pour leur propre con-
„ servation & seureté; bien entendu
„ cependant, que ces Alliances n'ai-
„ lent pas contre l'Empereur & l'Em-
„ pire, ni contre la Paix Publique, ni
„ contre la présente Transaction
„ particulier, & qu'elles ne blessent

en rien le Serment, que chacun a prêté à l'Empereur & à l'Empire. Ce que j'aurai à dire dans la suite sur le Gouvernement de l'Empire, sera presque un Commentaire de l'article que je viens de citer.

§. 37. Comme il importoit beaucoup à la France & à la Suède, pour posséder avec seureté ce qu'elles venoient de gagner par cette paix, que les Empereurs ne pussent rien entreprendre d'important, sans le consentement des Etats de l'Empire, ces Couronnes s'applaudirent beaucoup d'avoir sceu borner ainsi l'Autorité Impériale. Elles prirent soin encore de faire inserer dans l'article XVII. §. 5. & 6. que tous ceux qui avoient eû part à cette paix, *omnes hujus pacis consortes*, en seroient les Garants, afin que les Etats de l'Empire eussent la liberté d'implorer leur assistance, lors qu'ils seroient troublez par qui que ce fût dans la possession & dans l'exercice de quelqu'un des droits qu'ils venoient d'acquérir par ce traité ; bien entendu pourtant „ que le lezé „ eût essayé auparavant d'obtenir de

„ l'agresseur un redressement de ses
„ Griefs par un accommodement amia-
„ ble, ou par la voye du droit, &
„ que trois ans fussent écoulez sans
„ que ces expédients eussent rien
„ operé.

§. 38. Les Princes de l'Empire ont sçeu, d'un autre côté, si bien se prévaloir de leur droit de faire des Alliances entre eux & avec les Puissances au dehors que, depuis ce tems là, on a vû les Principaux d'entre eux presque toujours armez, & prendre part non seulement aux affaires de l'Europe, mais encore gouverner chez eux avec tant de pouvoir, que l'on ne sauroit plus mettre en question leur Souveraineté.

§. 39. On remarquera sans doute, que dans le détail abrégé que je viens de donner des revolutions, qui ont fait prendre à l'Empire la consistance essentielle d'un Corps confédéré, par la décadence de l'Autorité Impériale & par l'accroissement du pouvoir des Etats de l'Empire, je me suis borné à parler des Princes, tant Ecclesiastiques que Temporels, & je n'ai
fait

fait qu'indiquer en peu de mots ,
que la proscription de Henry le Lion ,
l'extinction des Ducs de Franconie &
de Souabe , & les désordres d'un
long Interregne avoient été favorables
aux Comtes & aux Villes Libres ; A
quoi j'aurois pû ajoûter encore les ri-
chesses que les Villes acquirent par
le Commerce , & les Alliances qu'el-
les formerent entre elles , pour main-
tenir leur droit de comparoître aux
Diètes. Ma pensée n'est donc pas que
la *Supériorité Territoriale* , que je com-
pare à la Souveraineté dans les cho-
ses essentielles , soit moins fondée &
par elle même moins complète dans
ces seconds Membres de l'Empire ,
que dans ceux de la première Classe.
Mais j'ai crû seulement , pour faire
connoître mes idées sur le Gouver-
nement de l'Allemagne, qu'il étoit né-
cessaire que je considérassé la Sou-
veraineté des Etats de l'Empire , non
pas dans ceux qui , à cause de leur
foiblesse , sont obligez de souffrir bien
des choses , qui blessent leur Souve-
rain pouvoir chez eux , mais dans
ceux qui sont en état de défendre leur
droit ,

droit , ou par eux-mêmes , ou par de bonnes Alliances avec leurs Voisins , & qui peuvent figurer, ou entrer au moins pour quelque chose, dans les affaires de l'Europe.

CHAPITRE III.

De la Dignité Impériale.

§.1. **A**près avoir rapporté, dans le Chapitre précédent, combien la Dignité Impériale, que les Rois de Germanie ont constamment possédée depuis Othon le Grand , a été fatale à leur Autorité en Allemagne, il est juste que je fasse aussi mention des avantages que le titre d'Empereur leur a procuré, quoi que beaucoup inférieurs à ceux qu'ils ont perdu à cette occasion.

§. 2. Othon & ses successeurs ayant promis, en recevant la Couronne Impériale à Rome , qu'ils défendroient l'honneur des Papes & de l'Eglise Romaine , il a paru juste à la Cour de Rome que celui qui prenoit ces engagements & qui devenoit par là
l'A-

l'Avocat & le Protecteur de l'Eglise, tint aussi le premier rang parmi les Puissances de la Chrétieneté.

§. 3. Les Papes trouvoient même bon, qu'on envisageat tout le monde Chrétien, comme une seule République, dont ils étoient eux les Chefs Spirituels, tandis que les Empereurs en étoient les Chefs Temporels. Plusieurs Constitutions de l'Empire donnent aux derniers le titre de Chef de la Chrétieneté, & la Bulle d'Or, dont il sera parlé dans la suite, charge les Electeurs d'élire dans ^{tit. 11.} la personne de l'Empereur le Chef ^{§. 3.} Temporel du monde Chrétien.

§. 4. En considération de cette qualité des Empereurs, autrefois reconnue par les Princes Chrétiens, on a vû que ceux d'entre eux, qui aspireroient au titre de Roi, ont commencé par s'adresser à l'Empereur pour en être honorez, & qu'après l'avoir obtenu de lui, les autres Puissances Chrétiennes ont été prêtes à y souscrire. On trouve aussi, qu'anciennement les Empereurs étoient reçus dans les Pays étrangers avec des dis-

P. Dan.
hitt. de
France
Tom.
III. p.
636.

distinctions qui faisoient voir leur prééminence par dessus toutes les Têtes Couronnées. Rien ne le marque mieux, que les précautions que l'on prit en France, dans le tems où les Empereurs étoient déjà fort déchus de leur ancienne splendeur, pour empêcher que Charles IV. n'y reçût aucune de ces marques d'honneur distinguées, que l'on rendoit aux Empereurs par tout où ils passaient.

§. 5. Il est vrai que l'on est aujourd'hui entièrement revenu de ces idées sur l'Etat de la Chrétienté & sur la Dignité Impériale; à quoi les Papes ont eux-mêmes beaucoup contribué, en oubliant les premiers le respect qu'ils rendoient au commencement aux Empereurs, comme aux Protecteurs de l'Eglise, & en usant envers eux de leur Autorité Spirituelle avec si peu de ménagement pour leur Dignité, que forcez de plier devant eux ils en devinrent aussi moins respectables pour les autres.

§. 6. Les Empereurs se sont maintenus néanmoins dans le droit de préférence devant tous les Rois de la Chrétienté, & ce n'est qu'avec peine qu'ils

qu'ils ont consenti enfin de leur donner le titre de *Majesté* en place de celui de *Sérénité* qu'ils leur donnoient seulement autrefois. On peut dire même que , si quelques Empereurs n'a-voient pas voulu pousser trop loin de certaines prérogatives , les Rois auroient pû les en laisser jouir, sans déroger à leur égalité naturelle, & que peut-être ils ne se feroient pas autant froidis contre leurs prétentions : mais en les exigeant beaucoup plus comme une chose dûë, que comme une politesse, fondée sur un ancien usage, ils ont rencontré des Princes qui ont crû, qu'il étoit contraire à leur gloire d'être inégaux dans les marques d'honneur à celui qu'ils égaloient en puissance.

§. 7. Le sort des Empereurs a été plus heureux à cet égard dans l'Empire. Les Princes, que nous avons représentés dans le Chapitre précédent si attentifs à partager avec leur Chef le Gouvernement du Corps Germanique , ne se sont fait aucune peine jusques icy d'accorder à Sa Majesté Impériale des distinctions & des honneurs, qui paroïtroient peu compatibles

bles avec leur Souveraineté, si l'on ne fa-
voit pas que les plus Puissants Empe-
reurs ont fait autrefois aux Papes, &
lui feroient encore à present, s'ils se
rencontroient ensemble, des soumis-
sions plus profondes, que ne le sont
celles que les Membres de l'Empire
rendent aujourd'hui à leur Chef.

§. 8. Il est sûr néanmoins que la
Dignité Impériale, dont les Rois de
Germanie ont été revêtus, la profon-
de vénération qu'on avoit encore
pour la Majesté de l'Ancien Empire
Romain, dans le tems dont je parle,
& la haute idée que les Papes s'é-
forçoient d'inspirer à tous les Peu-
ples Chrêtiens pour cette Dignité, pen-
dant qu'ils s'en prévalaient à leur tour
pour leurs propres intérêts ; Il est sûr
dis-je, que tous ces avantages, ont aussi
porté les Princes de l'Empire à traiter
leur Chef avec une distinction plus gran-
de qu'ils ne le faisoient auparavant, & les
ont accoutumé insensiblement à un
Cérémonial qui les choquoit au com-
mencement ; comme ils le témoi-
gnèrent à Othon III. lors qu'à Qued-
linbourg, où il tint une Cour solen-
nelle,

nelle, & où les Ducs firent auprès de lui les fonctions de leurs grandes Charges, il fit dresser pour lui une table séparée, faite en demi lune & élevée d'une marche au dessus de celle à laquelle il régala ces Princes. Cette distinction leur parut trop déroger à la qualité de Conjointes au Gouvernement, *Coimperantes*, qui étoit le titre qu'on leur donnoit déjà du tems de Louïs I. dans les Capitulaires & dans les Actes publics de cet Empereur.

§. 9. J'ai déjà remarqué ailleurs que, de la manière dont le Corps Germanique a pris sa presente forme, il devoit nécessairement retenir plusieurs traits de l'ancien Gouvernement Monarchique. Il sembloit même nécessaire à la consistance d'un Corps, composé de tant de Membres de divers rangs, & dans le tems, où celui qui est aujourd'hui leur Chef, étoit encore leur véritable Roi, qu'il ne fût pas gouverné à la manière des Corps composez ordinaires, qui ne contiennent ni tant d'Etats Libres, ni tant d'Etats inégaux en étendue & en force.

Car

Car comment auroit-il été possible, vû la langueur & la lenteur avec laquelle de tels Corps se remuent, que le vaste Corps Germanique eût eu de l'union & de l'activité, si l'on n'avoit pas mis à sa tête un Chef revêtu de toute l'Autorité nécessaire pour lui donner de la vie, pour faire agir chaque Membre conformément aux résolutions prises par les Loix concernant le bien general, & pour diriger à ce but les forces communes. Il sembloit donc suffire aux Etats de l'Empire, qu'ils prissent les précautions nécessaires pour le Gouvernement libre de leurs propres Etats & Territoires, & qu'ils empêchassent que l'Autorité, dont il falloit que le Chef fût revêtu, ne tendît à un pouvoir incompatible avec la Souveraineté des Membres, & ne fit retomber les choses dans leur état primitif.

§. 10. Il faut avoüer cependant que, quelques précautions qu'on ait prises pour cela, il a été impossible d'empêcher qu'il n'y eût de tems en tems des conflits touchant les prérogatives des Empereurs dans le Gouvernement

nement de l'Empire, & la Souveraineté de chacun de ses Membres dans ses propres Etats. Rien n'empêche pourtant qu'il ne puisse y avoir une bonne harmonie entre ces différens droits, si l'on vouloit s'en tenir de part & d'autre à ce que les Loix de l'Empire ont réglé à cet égard avec tant de Sagesse, en sorte que l'Empereur aussi bien que les Etats de l'Empire trouveroient leur avantage à les observer exactement, comme je le ferai voir plus au long, dans la conclusion de cet ouvrage.

§. 11. Mais avant que d'entrer dans l'examen de chaque prérogative de l'Empereur dans le Gouvernement du Corps Germanique, où je tacherai de développer, le mieux qu'il me sera possible, non seulement leur origine & leur but, mais encore leurs inconveniens & l'abus que quelques Empereurs en ont fait ; avant, dis-je, que d'en venir là, & d'indiquer en même tems à chaque endroit, comment la Supériorité Territoriale, ou ce qui est, selon moi, la même chose la Souveraineté des Etats
de

de l'Empire peut s'accorder avec la prééminence & avec les prérogatives de l'Empereur, je traiterai auparavant dans les Chapîtres qui suivent de la manière dont il est élevé à cette Dignité & des qualitez auxquelles on doit avoir nécessairement égard dans son Election.

CHAPITRE IV.

De l'Origine & du nombre des Electeurs, à qui le droit d'élire l'Empereur appartient aujourd'hui.

§. I. **L**E Royaume de Germanie a été en tout tems électif. Les Peuples, qui le composoient, très jaloux de leur liberté, se faisoient une gloire du droit d'élire leurs Rois, le regardant avec raison, comme le moyen le plus seur d'empêcher, que le pouvoir de leurs Souverains ne devint arbitraire. Ils n'aimoient pas, il est vray, d'ôter la Couronne à une Famille, tandis qu'elle fournissoit encore des Princes dignes de la porter; mais elle ne passoit de Père en Fils

Fils que par une élection libre , déclarée à l'ordinaire pendant la vie du Prince qui étoit sur le Trône, & toujours renouvelée & confirmée après sa mort.

§. 2. Cette élection dépendoit dans les premiers tems non seulement de ceux qui exerçoient des Charges, de la part de l'Etat à la Cour ou dans les Provinces , mais encore de la Noblesse du pays. Les Députés des Villes Impériales y concoururent aussi dans les tems postérieurs, & les uns & les autres se rendoient à la Diète de l'élection au jour nommé. Les Grands de l'Empire tenoient bien entre eux des préconsultations sur les Compétiteurs à la Couronne ; mais ils faisoient grande attention dans leur choix au désir des Principaux de ceux qui étoient assemblés avec eux à la Diète, & ce n'étoit qu'avec leur approbation qu'on proclamait le nouveau Roi.

§. 3. Parmi ces Grands du Royaume se distinguoient encore plus particulièrement les Hauts Officiers de la Couronne, tels qu'étoient le grand
D Chan-

Chancelier, le grand Maréchal , le grand Chambellan, le grand Echanfon & le grand Maître. Ceux-cy ne manquoient jamais de se rendre à ces Diètes , soit parce que la présence de ceux qui exerçoient les dites Charges étoit nécessaire pour la feureté & pour le bon ordre d'une assemblée si nombreuse, soit aussi pour être à portée d'honorer le nouveau Roi à son Couronnement , en faisant quelques fonctions de leur Charge auprès de lui.

§. 4. Je ne m'arrêterai pas à expliquer la nature & l'étendue de ces Charges, non seulement parce qu'on ne les trouve nulle part assez bien décrites; mais encore parce qu'à l'exception de celle de grand Chancelier & de grand Maréchal, dont je me réserve de parler à l'endroit où il sera nécessaire d'en faire mention , les autres ne consistent plus que dans quelques fonctions de pure cérémonie dont ceux qui en sont revêtus s'acquittent au Couronnement de l'Empereur. Je remarquerai seulement que ces grandes Charges devinrent infen-

siblement héréditaires.

§.5. Comme donc ces grands Officiers de la Couronne avoient par leurs Charges la plus grande influence dans l'élection des Empereurs, & qu'ils ne manquèrent pas d'y assister régulièrement, au lieu que les Troubles qui régnoient en Allemagne sous le Règne de Frederic II. empêchèrent la plus part des autres Membres de l'Empire de se rendre à ces élections, il arriva que celles de Henry Landgrave de Thuringe, de Guillaume Comte de Hollande & sur tout celles de Richard Duc de Cornouailles & d'Alphonse Roi de Castille dépendirent presque de la seule volonté de ces grands Officiers.

Spener
Droit
Pub.
11.4.

§.6. Le Pape Gregoire X. écrivit à ces Princes seuls, pour les exhorter à mettre fin à un long interrègne par l'élection d'un nouveau Chef. On commença déjà alors à leur donner le titre de *Princes à qui le droit d'élire appartient*, ou de *Princes Electeurs*, & le dit Pape leur donna le même nom dans ses Brefs.

§.7. L'élection que les Princes, dont je

D 2 par-

parle, firent alors de Rodolphe de Habsbourg n'ayant rencontré aucune opposition dans l'Empire, ils se crurent autorisés à faire les élections suivantes de la même manière, sans le concours des autres Princes. Si quelques uns des derniers se rendoient encore quelques fois au lieu de l'élection, ce n'étoit pas pour y donner leurs Suffrages, mais uniquement pour y recommander celui pour lequel ils s'intéressoient.

§. 8. Plusieurs élections s'étoient déjà faites de cette manière, lors que les brouilleries des Papes avec Louis de Bavière à qui ils contestèrent le titre d'Empereur porterent les Electeurs à conclure entre eux une Ligue appelée communément l'*Union Electorale*, par laquelle ils s'engagèrent mutuellement à défendre leur droit d'élection, contre les entreprises du St. Siège. Le dit Empereur appuya volontiers cette démarche, & l'on fit une Constitution à la Diète de Francfort, qui porte en termes exprès, „ que la Dignité & la Puissance des „ Empereurs ne depend que de Dieu, „ que de droit, & par une coutume

„ me approuvée depuis long-tems celui
„ qui a été élu par les Electeurs pour
„ Empereur ou pour Roi, soit d'un
„ consentement unanime, soit par la
„ pluralité des voix, doit être d'a-
„ bord regardé, *en vertu de cette élec-*
„ *tion seule*, comme le véritable Roi
„ & Empereur, & que tous les su-
„ jets de l'Empire lui doivent obéir;
„ qu'il n'a pas besoin enfin de l'a-
„ probation & de la confirmation du
„ Pape ou du Siège Apostolique.

§. 10. Après ce règlement il ne res-
toit plus pour prévenir toute division
sur le choix de l'Empereur, que de
remédier encore à un inconvenient
qui avoit paru à l'élection de Louïs
de Bavière, où il s'étoit élevé une
dispute sur l'exercice du droit dont
je parle entre les différentes branches
d'une même Maison Electorale. Ce
différent fût terminé sous l'Empereur
Charles IV. par la célèbre Constitu-
tion appellée *la Bulle d'Or* *, qui porte

A.B. tit
20. &
25.

D 3

en

* Elle porte ce nom à cause du sceau d'Or dont
on munit les Originaux qui en furent expédiés
pour chaque Electeur, pour la Chancellerie de l'Em-
pire & pour la Ville de Francfort comme le lieu
de l'élection.

en termes formels, „ que les Terres
„ Electorales, c'est à dire celles aux-
„ quelles le droit d'élire l'Empereur, &
„ les grandes Charges de l'Empire sont
„ attachez, doivent rester à jamais in-
„ divisibles; que le droit de primo-
„ geniture y doit avoir lieu, & qu'au-
„ cun autre que celui qui sera légiti-
„ me Possesseur de ces Terres Elec-
„ torales ne pourra être réputé Elec-
„ teur, ni jouir du droit de Suffrage.
On régla aussi la manière dont les
sept Electeurs, savoir l'Archevêque de
Mayence comme grand Chancelier
de l'Empire en Allemagne, celui de
Cologne comme grand Chancelier de
l'Empire en Italie, celui de Trèves
comme grand Chancelier de l'Empi-
re dans les Gaules & dans le Roy-
aume d'Arles; le Roi de Bohême
comme grand Echanfon, le Comte
Palatin comme grand Maître, le Duc
de Saxe comme grand Maréchal & le
Marggrave de Brandenbourg comme
grand Chambellan devoient procéder
dans l'élection de l'Empereur. Nous
en rapporterons les articles essentiels
dans le Chapitre suivant.

§. 10. Charles IV. étant lui même Roi de Bohême, & Promoteur principal de la Bulle d'Or, n'oublia pas au reste d'y inserer tout ce qui pouvoit favoriser cette Couronne, & les Electeurs ne s'y opposèrent point; parce qu'on reconnut & qu'on confirmat en même tems dans cette Constitution, tous les droits & toutes les prérogatives dont ils se trouverent en possession, & dont nous parlerons plus bas.

§. 11. Comme on étoit alors dans l'opinion que le droit de Suffrage pour l'élection de l'Empereur avoit pour fondement les grandes Charges de la Couronne, qui n'en étoient cependant que l'occasion, on ne pensa pas au Duc de Bavière qui n'en étoit point pourvû. La Charge de grand Echan-
son avoit bien été exercée autrefois par quelques Ducs de ce pays; Mais l'Empereur Frederic I. ôta cette Charge à Henry le Lion quand il le rétablit dans le Duché de Bavière dont son Père avoit été dépouillé par la proscription. Comme ce Prince étoit déjà pourvû de la Charge de grand
Ma-

1158.

Maréchal, en qualité de Duc de Saxe, l'Empereur ne jugea pas convenable qu'une seule personne fût revêtuë à la fois de deux grandes Charges de la Couronne. Il conféra donc celle de grand Echançon de l'Empire à Ladislas II. de Bohême, à peu près dans le tems où il lui donna aussi le titre de Roi.

1275.

§. 12. Les Ducs de Bavière ne sentirent ce qu'ils avoient perdu, quand cette Charge fût transférée par cet Empereur au dit Roi de Bohême, que lors qu'ils virent l'avantage qu'en tiroit cette Couronne pour avoir part à l'élection de l'Empereur. Ils tâchèrent donc de profiter, sous le Règne de Rodolphe de Habsbourg, des brouilleries qu'il eût pour la restitution du Duché d'Autriche avec Premislas Ottocar Roi de Bohême; en priant cet Empereur de rétablir les Ducs de Bavière dans la Charge de grand Echançon que leurs prédécesseurs avoient possédée. Rodolphe leur accorda d'abord cette demande; mais quand il eût fait sa paix avec Wenceslas Fils d'Ottocar, moyennant un

un double Mariage entre une de ses Filles & un de ses Fils avec ce jeune Roi & sa sœur, il révoqua son premier arrêt par un second, où il confirma Wenceslas & ses successeurs dans la possession de la Charge dont il parle. 1299.

§. 13. Privez ainsi de l'avantage de concourir à l'élection de l'Empereur par le moyen d'une des grandes Charges de la Couronne, les Ducs de Bavière crurent qu'ils pourroient au moins prétendre de partager le droit d'élection avec les Comtes Palatins, avec lesquels ils descendoient de la même souche & à qui la Charge de grand Maître avoit procuré une place parmi les Electeurs. Cette prétention causa des brouilleries entre Louïs de Bavière, avant qu'il devint Empereur, & son frère le Comte Palatin; & pour les prévenir dans la suite, le dit Empereur convint avec ses neveux par un traité, que le droit d'élire l'Empereur seroit exercé alternativement par les Chefs des deux Maisons. 1329.

§. 14. Il eût été à souhaiter pour le

le bien commun de ces Maisons que la Bulle d'Or eût confirmé cette convention , & que la Maison Palatine n'eût pas profité dans cette occasion de la haine que Charles IV. continuoit d'avoir contre les enfans d'un Père à qui il avoit enlevé la Couronne. On auroit prévenu par ce moyen plusieurs divisions très funestes à ces deux Maisons , & l'on n'auroit pas vû celle de Bavière non seulement fermer à la Palatine le chemin au Trône de Bohême, mais courir encore à lui faire perdre la Dignité Electorale & une partie de ses Etats, comme cela arriva sous l'Empereur Ferdinand II.

1623.

§. 15. On fait que cet Empereur conféra à Maximilien Duc de Bavière la dignité Electorale dont il venoit de dépouiller l'Electeur Palatin Frederic IV. & que cela fut confirmé par la paix d'Osnabruc. Mais comme il n'étoit pas juste que les enfans de l'Electeur Palatin souffrissent du jugement bien ou mal fondé qui avoit été rendu contre leur Père , on érigea en leur faveur le 8^{me}. Electorat avec cette

claus-

clause expresse que, si les descendants Mâles de l'Electeur de Bavière venoient à s'éteindre, la Maison Palatine reprendroit dans le Collège des Electeurs le rang qu'elle y avoit tenu auparavant, & que le huitième Electorat seroit alors entièrement éteint, & supprimé.

J. P. O.
art. 4.

§. 16. Il ne sembloit pas nécessaire qu'on créât pour ce nouvel Electorat une nouvelle Charge, parce que nous avons déjà remarqué que celles dont les autres Electeurs portent encore le titre ne doivent pas être regardées comme le fondement, mais comme l'occasion seulement de leur droit d'élire l'Empereur. Ce droit est d'ailleurs assez affermi aujourd'hui par les Loix écrites & non écrites de l'Empire, en faveur de ceux qui l'exercent aujourd'hui; & il suffisoit par rapport à l'Electeur Palatin en particulier, que ce droit lui avoit été assigné par une paix solennelle, qui tient rang parmi les Loix Fondamentales de l'Empire. On lui conféra néanmoins dans la suite la Charge de *grand Trésorier*, afin qu'il eût aussi quelque fonction à faire au
Cou-

Couronnement de l'Empereur, & qu'il ne disputat plus avec l'Electeur de Bavière pour celle de grand Maître, que chacun d'eux prétendoit lui appartenir.

1692. §. 17. *La Maison de Brunsvic Lunebourg* s'est aussi ouvert l'entrée au Collège des Electeurs, vers la fin du dernier siècle, non seulement par sa grande ancienneté & par la belle figure qu'elle a toujours faite en Allemagne, mais encore par le mérite personel du Duc Erneste Auguste, qui fut le premier élevé à cette nouvelle Dignité. Il est vray que cette augmentation du Collège des Electeurs trouva beaucoup d'oposition dans celui des Princes, pour des raisons que j'aurai lieu d'expliquer dans la suite; mais comme ces oppositions ne portoient ni contre cette Maison même, ni contre la personne du nouvel Electeur, que l'on reconnoissoit au contraire pour être bien digne de cette élévation, les Princes les ont laissé tomber aussi tôt qu'on les eut rassuré sur les craintes que leur avoit fait concevoir la procédure que la Cour

Impériale tint dans le maniment de cette affaire. *George Louis*, Fils de l'Electeur dont je viens de parler, surmonta toutes ces difficultez & prit séance à la Diète dans le Collège des Electeurs en 1708. On l'a vû ensuite occuper si glorieusement le Trône de la grande Bretagne, que l'Empire a eû lieu de s'applaudir d'avoir prévenu les Etrangers dans les honneurs dûs à ce Prince, de l'aveu de toute l'Europe.

§. 18. On a recommencé à l'occasion de ce neuvième Electorat à se donner beaucoup de mouvemens à la Diète, pour trouver une grande Charge qu'il convint de donner à ce nouvel Electeur, & l'on n'a pas pû encore s'accorder là dessus. Il porte bien actuellement le titre de *grand Trésorier* depuis la proscription du dernier Electeur de Bavière après laquelle l'Electeur Palatin reprit son ancienne place dans le Collège Electoral & le titre de *grand Maître*. Mais comme les choses sont rentrées dans leur premier état par la paix de Bade, on est retombé aussi dans le même em-

embarras, & on ne peut pas prévoir comment on ajustera au prochain Couronnement du futur Empereur les fonctions de l'Electeur Palatin & de l'Electeur d'Hannovre qui portent à cette heure l'un & l'autre le titre de grand Trésorier de l'Empire.

§. 19. Dans le tems qu'on résolut à la Diète l'introduction de l'Electeur d'Hannovre dans le Collège des Electeurs, on conclut en même tems qu'il seroit libre à l'Empereur Joseph de prendre aussi une place dans le dit Collège, en qualité de Roi de Bohême. Aucun de ces Rois n'avoit paru à la Diète de l'Empire depuis Ladislas IV. qui s'en absenta à cause de ses brouilleries avec l'Empereur Maximilien I. La liaison des Rois de Bohême avec l'Empire étoit en effet si petite, depuis les exemptions & les privilèges que Charles IV. leur avoit accordez dans la Bulle d'Or que leur présence à la Diète, qu'on n'avoit le droit de requérir que lors qu'elle se tenoit dans le voisinage de la Bohême, étoit peu agréable aux Etats de l'Empire. Les Rois de Bohême trou-

trouverent aussi de leur côté que les avantages, qu'ils pouvoient revenir de la séance à la Diète & du droit d'assister aux délibérations pour toutes les affaires du Corps Germanique, n'étoient pas à comparer avec les inconveniens qui resulteroient de la sujettion où ils se mettroient par là à l'égard du Chef de l'Empire. Ils se contentèrent donc volontiers de conserver leur droit de Suffrage dans l'élection de l'Empereur, & ils prirent grand soin que leur qualité de Vassal de l'Empire ne portât aucune atteinte essentielle à leur Souveraineté.

§. 20. La Maison d'Autriche, parvenue à la Couronne de Bohême, auroit vraisemblablement persisté dans la même Politique, si l'Empire n'avoit tellement changé de face depuis ces tems là, que la Souveraineté des Etats de l'Empire & particulièrement celle des Electeurs est présentement exemte de toute équivoque. L'Empereur Joseph, convaincu de la réalité de ce changement & réfléchissant sur l'utilité qu'il retireroit du droit de concourir à toutes les délibé-

libérations des Electeurs , tant à la Diète générale qu'à leurs assemblées particulières , prit donc avec plaisir séance parmi eux comme Roi de Bohême, conformément à la liberté que lui en laissoient les Etats de l'Empire. Il entra encore par là dans les vûes du parti Catholique, qui souhaitoit que le nombre des Electeurs de leur Religion demeurât toujors supérieur à celui des Protestans ; on poussa ces vues si loin , que l'admission de l'Electeur d'Hannovre au College Electoral fut même accompagnée de cette clause, „ qu'au cas que „ dans la Maison Palatine il n'y eut „ plus de successeurs Catholiques dans „ les deux branches qui la partagent, „ & que la Dignité Electorale y tombât sur un Prince de la Confession „ d'Augsbourg, les Electeurs Catho- „ liques auroient dans le Collège des „ Electeurs une voix surnumeraire.

CHAPITRE V.

De l'élection de l'Empereur & de la Capitulation qu'il est obligé de jurer.

§. 1. **Q**Uoi que la Bulle d'Or, qui prescrit la manière dont les Electeurs doivent proceder dans l'élection de l'Empereur, soit aujourd'huy expressement comprise au nombre des Loix fondamentales de l'Empire; il ne sera pas inutile de remarquer, qu'elle n'a pas d'abord eû toute la force d'une Loi, & que l'on en a seulement respecté les Articles fondez sur un ancien usage, & par là tacitement approuvez.

§. 2. On fait encore aujourd'huy une distinction entre les parties de la Bulle d'Or qui regardent les Electeurs en particulier, & celles qui interessent tout l'Empire, quand on examine la question, si cette Constitution peut souffrir quelque changement, ou plutôt, s'il est nécessaire qu'on demande le consentement de tous les Etats de l'Empire dans les

E cas

cas qui pourroient exiger que l'on s'en écartât. On croit communément que les Articles de la première Classe doivent être laissé à la seule décision des Electeurs, & les exemples, que nous aurons occasion de rapporter des changemens qu'ils ont fait de leur chef en des choses de cette nature, favorisent cette opinion.

§. 3. Il étoit naturel au reste que plusieurs Articles de la Bulle d'Or fussent annullez par le changement des circonstances qu'elle suppose dans sa disposition, parce que la même chose a lieu à l'égard de routes les Loix en général. Il m'a paru nécessaire de faire ces remarques, pour répandre du jour sur ce que j'aurai à rapporter dans ce chapitre.

§. 4. C'est un droit de l'Electeur de Mayence, fondé sur la Bulle d'Or, sur sa charge de grand Chancelier de l'Empire, & sur des Traitez particuliers entre les Electeurs, qu'il convoque ses Collègues pour l'élection de l'Empereur. Il doit le faire dans l'espace d'un mois à compter du jour qu'il a eu connoissance de la mort de l'Em-

l'Empereur, & il doit mettre trois mois entre le jour de son intimation & celui de l'élection. Cette intimation se fait aujourd'huy par des Lettres privées que le dit Electeur envoie à chacun de ses Collegues par un Gentilhomme de sa Cour.

§. 5. Il n'est pas laissé à la liberté de l'Electeur de Mayence d'abrèger ou de prolonger ce terme de sa propre autorité. Mais on ne doute pas qu'il ne soit permis aux Electeurs en Corps, de s'entendre là dessus quand les conjonctures le demandent. L'Empire leur ayant abandonné le droit d'élire l'Empereur, il est censé avoir laissé à leur discretion ce qui regarde le tems de l'élection. Il auroit seulement à se plaindre de leur conduite, si leur délai alloit ouvertement contre le bien commun du Corps Germanique.

§. 6. Comme le droit de l'Electeur de Mayence, de convoquer ses Collegues, est fondé principalement sur sa Charge de grand Chancelier; le Chapitre de Mayence ne peut pas plus user de ce droit en cas de va-

cance de ce Siège , qu'il n'y eût des autres droits attachez à la personne des Archevêques. Mais on aimera toujours mieux laisser au Chapitre le tems de remplir le Siège vacant que de faire naître des divisions dans le Collège des Electeurs sur le droit de la dite intimation , que plusieurs d'entre eux croient leur être deu au défaut de l'Electeur de Mayence.

§. 7. Si cependant il y avoit à craindre que cette voye ne fût trop longue, il semble que rien ne devroit empêcher les Electeurs de s'assembler pour l'élection d'un Empereur *de leur propre mouvement , & sans être appelez ;* parce que la Bulle d'Or les exhorte à prendre ces mesures *en vertu de la fidélité qu'ils doivent au St. Empire ,* si l'Electeur de Mayence *negligeoit , ou se montrait lent à faire la dite intimation.* Cette regle auroit lieu encore, si l'Electeur de Mayence omettoit l'invitation de quelqu'un des autres Electeurs.

§. 8. Il n'est pas necessaire qu'un Electeur se rende en personne au lieu de l'élection. Il faut seulement que l'Ambassadeur qu'il envoie à sa place

ce soit dûment autorisé par un plein pouvoir scellé du grand Sceau de son Maître. Il est fort rare aujourd'hui qu'un Electeur assiste lui même à l'élection. Ils envoient ordinairement deux ou trois Ambassadeurs avec un pouvoir égal ; & s'ils prennent garde dans leur choix que celui qui les doit représenter particulièrement dans les fonctions de Cérémonie soit une personne du premier rang , ils ont soin aussi que chacun des trois ou du moins l'un d'entre eux soit bien versé dans les affaires d'Etat , & dans les Constitutions de l'Empire.

§. 9. Un Electeur qui a été invité légitimement & qui ne se rend pas au lieu de l'élection ni en personne ni par ses Ambassadeurs, ou qui se retire sans nécessité avant qu'elle soit finie, perd sa voix pour la présente élection. S'il arrive trop tard , il est admis à l'élection en l'état où elle se trouve à son arrivée. Un Electeur peut bien autrefois charger un de ses Collegues de son suffrage , mais la Bulle d'Or abolit cet usage. Il est en effet du bien de l'Empire que l'é-

A. B.
tit. 1.
§. 23.

d. l. II.
§. 7.

lection d'un Empereur ne se fasse qu'à une Diète Electorale , où l'on peut s'éclairer réciproquement & mieux prévenir les intrigues.

§. 10. Le lieu que la Bulle d'Or assigne pour l'élection de l'Empereur, est la Ville de Francfort sur le Mein. Mais cette disposition n'empêche pas qu'il ne fut permis aux Electeurs de s'assembler ailleurs , si les circonstances le demandoient , comme il est arrivé quelques fois. On donne en ce cas à la dite Ville une déclaration, que le changement present ne doit pas préjudicier au droit que la Bulle d'Or lui a accordé ou confirmé.

tit. 1. §.
24. 25.

§. 11. La dite Constitution prescrit au Magistrat & à la Bourgeoisie de Francfort , sous peine de privation de tous leurs droits , & même sous peine de Ban , de s'engager par serment , à maintenir la seureté des Electeurs, ou de leurs Ambassadeurs, & de leur suite; à ne point laisser entrer d'Etranger dans leur Ville de quelque condition ou qualité qu'il puisse être , pendant tout le tems que l'on traitera de l'élection ; & même à en faire

faire sortir ceux qui y feroient déjà entrés avant l'arrivée des Electeurs. On sent bien que cette défense est d'une fort grande importance pour la liberté de l'élection ; C'est pourquoy on ne manqua pas de l'alléguer contre les Ambassadeurs de France & d'Espagne , & contre le Nonce du Pape dans le tems de l'élection de Charles V. Sleidan
lib. 1.

§. 12. Il est vrai que depuis ce tems là on n'a pas toujours fait une attention si exacte à cette defense , tant par égard pour la Ville de Francfort qui retire un grand profit de cette affluence d'Etrangers, qui ne manque guère de s'y rendre alors, que pour d'autres raisons particulières. Mais ces exemples ne sauroient être regardez comme une abolition tacite de l'article de la Bulle d'Or, dont je parle , non seulement parce que dans les cas où l'on a permis que les Ministres publics & d'autres Etrangers restassent dans la Ville, cela s'est fait par une concession expresse des Electeurs ; mais encore , parce qu'en donnant ces concessions ils ont en même tems

Ludew.
ad A. B.
d. t.

tems déclaré positivement , qu'elles ne devoient pas tirer à conséquence , & qu'ils se réservoient le droit de mettre l'ordonnance de la Bulle d'Or en exécution dans tous les cas où les circonstances l'exigeroient.

§. 13. On s'écarteroit au reste du but de cette défense , si l'on ne comprenoit pas sous le tems , où les Electeurs sont occupés de l'élection , celui qu'ils employent à dresser la Capitulation qu'ils ont coutume à présent de prescrire au nouvel Empereur. J'entens par là les articles qu'on lui fait jurer, comme devant faire la baze de son gouvernement dans l'Empire , & en même tems le rempart de la liberté Germanique.

§. 14. Il me fera bien permis de faire ici une digression pour parler des disputes que les Electeurs ont eu avec les Princes sur cette matière , & de remonter jusqu'à l'origine de ces Capitulations. On se contentoit autrefois de faire promettre à un Empereur par serment , qu'il feroit un bon usage de sa *Charge*. (Car c'est sous cette idée que les Etats de l'Empire se plai-

plaisoient à envisager la Dignité Imperiale , & c'est le nom qui lui est constamment donné dans le style des Dietes.)

§. 15. Comme c'étoit de leur Corps que les Princes de l'Empire prenoient les Empereurs , ils ne doutoient pas qu'ils ne connussent parfaitement ce que les Loix , écrites & non écrites , & la nature même du gouvernement de l'Empire , leur permettoient ou leur défendoient de faire. Si , dans certaines conjonctures , on étoit obligé de stipuler quelque chose de particulier avec quelque Empereur , l'on ne jugeoit pas nécessaire de le rediger par écrit , comptant plus sur la Sainteté de sa parole que sur le Contract le plus authentique.

§. 16. Mais lors que Charles V. fut élevé sur le Throne Imperial , les Electeurs crurent , pour plusieurs bonnes raisons , qu'il étoit nécessaire de lui mettre devant les yeux les principales choses aux quelles il devoit faire attention dans son Gouvernement en Allemagne. Ce Prince , quoi que petit Fils de l'Empereur Maximilien

milien I. étoit né aux Pays-Bas , où il avoit reçu une éducation qui ne le mettoit pas bien au fait des Constitutions & des coutumes Germaniques. L'on prévoyoit que les Etrangers domineroient dans son Conseil , & l'on apprehendoit que ces Ministres ne songeassent plutôt à le fortifier dans les fausses idées qu'il se feroit fait du Gouvernement de l'Empire , qu'à l'en faire revenir. On se disoit encore , que la puissance de ce Prince étoit si formidable , qu'elle pouvoit le tenter de soutenir ses entreprises par la force.

§. 17. L'expérience de son Regne ayant convaincu les Electeurs que ces craintes n'avoient pas été sans fondement , ils jugèrent convenable de conserver l'usage des Capitulations ; afin que les Empereurs suivans ne s'imaginassent pas qu'on leur donnoit un pouvoir plus étendu qu'à leurs Predecesseurs , & afin aussi qu'on eut souvent occasion de redresser , à l'entrée d'un nouveau Régne , les fautes & les abus du précédent.

§. 18. Tandis que ces Capitulations
ne

ne contenoient que des choses notoirement conformes aux Constitutions expressees, ou fondées sur des usages qui avoient aquis force de Loi; les Electeurs ne rencontrèrent aucune opposition dans le droit qu'ils s'étoient approprié de composer ces Capitulations de leur propre chef. Mais quand les autres Princes crurent de s'apercevoir, que la liberté qu'ils avoient laissée aux Electeurs à cet égard, fournissoit à ceux cy une belle occasion d'augmenter leurs prérogatives dans le Gouvernement de l'Empire, & de se distinguer de plus en plus des autres Membres de ce Corps, ils commencerent à en murmurer & à chercher quelques remèdes à cet abus. Mais leurs plaintes n'éclatterent qu'au Congrès de Paix à Osnabruc, où ils essayèrent d'obtenir, par le secours de la Suède, que les Electeurs ne composassent plus la Capitulation sans leur avis.

§. 19. Ils trouvèrent cette Couronne d'autant plus favorable à leur demande, qu'elle se regardoit déjà comme un Membre du Collège des Princes par
rap-

rapport aux Provinces que l'Empire lui ceda avec droit de séance & de Suffrage à la Diète. La Cour Impériale soutint au contraire la cause des Electeurs, pour éviter que l'Autorité des Empereurs ne fût encore plus bornée, si les Princes & les Villes avoient part à la Capitulation. Comme il auroit été trop difficile de terminer cette affaire dans un Congrès, on conclut qu'elle seroit traitée à la prochaine Diète, où l'on travailleroit à convenir d'une Capitulation dont les articles fussent constants & invariables.

§. 20. Cette matière a été en effet mûrement examinée à la Diète, & si bien maniée, que les Electeurs sont convenus enfin, avec les Princes & les autres Etats de l'Empire, d'un projet de Capitulation perpétuelle. Mais ce projet n'a pas encore pû recevoir la sanction nécessaire pour en faire une Loi, à cause de la peine que se font les Princes d'accorder aux Electeurs une pleine liberté d'ajouter quelque chose à ce projet ou d'en retrancher quelques articles selon l'occurrence des cas qui pourroient

voient demander un pareil changement, étant impossible de les tous prévoir.

§. 21. Pendant que l'on a débattu cette matière à la Diète, & que l'on a travaillé à la reduire aux termes où elle est à présent ; il a fallu que les Princes se contentassent de présenter aux Electeurs à chaque élection quelques articles qu'ils souhaitoient qu'on inserat dans la Capitulation. Les Electeurs n'ont pas manqué d'y faire attention ; mais comme ils ont toujours laissé en arrière quelques uns de ces articles, les Princes se sont crus obligés de protester contre les dernières Capitulations, tant à cause des articles omis, qu'à cause de ceux qui n'étoient pas à leur gré.

§. 22. La Capitulation faite avec l'Empereur Charles VI. a rencontré encore la même opposition de la part des Princes, quoiqu'elle ne s'écarte que très peu du projet dont je viens de parler. Voicy les deux principaux Chefs de leurs dernières plaintes. Ils croient que les Electeurs ont déro-
gé au droit des autres Etats, en statuant que dans certains cas le con-
sen-

sentement des Electeurs peut suffire pour autoriser l'Empereur de déclarer la guerre, ou de conclure une Alliance au nom de l'Empire. Il est bien vray, disent les Princes, que dans le tems où les Diètes ne duroient que quelques mois, il pouvoit se présenter des cas, où il auroit été dangereux, que l'Empereur attendit le consentement de tous les Etats pour une guerre, ou pour une Alliance qu'il conviendrait de conclure. Mais ce qu'il étoit juste de permettre, dans ce tems là, ne doit plus avoir lieu à l'heure qu'il est, où tous les Etats de l'Empire sont constamment assemblez à la Diète, & où rien n'empêche l'Empereur de les consulter en tout tems.

§. 23. Un autre article, dont les Princes font un grand Grief, dans leur protestation contre la dernière Capitulation, consiste en ce que les Electeurs ont stipulé avec l'Empereur, *que leurs Ambassadeurs ayent le pas devant les Princes en personne, sans distinction.* Il n'est pas surprenant que cette clause choque les Princes des anciennes Maisons, dont plu-

plusieurs descendent de la même tige que les Electeurs Laiques, & s'aillent tous les jours avec des Maisons Royales & Electorales. Mais ne pourroit-on pas presumer que ce n'est pas ces Princes que l'on a en vûe dans l'article dont je parle; mais ceux-là seulement, qui ont été nouvellement élevés à la Dignité de Princes, & parmi lesquels il y en a toujours quelques uns au service de l'Empereur. Il semble en effet que ce n'est qu'avec ceux-cy, qui assistent souvent aux Cérémonies de la Cour Impériale en vertu de leur Charge, que les Ambassadeurs des Electeurs pourroient avoir des disputes sur le rang. Et comme les Ambassadeurs des Electeurs doivent jouir des mêmes droits & des mêmes honneurs qu'on accorde aux Têtes Couronnées, ce ne seroit peut-être pas une chose si irrégulière qu'ils prissent le pas sur un Prince qui en pareille rencontre seroit en fonction à la Cour de l'Empereur.

§. 24. Les Princes Régnants des anciennes Maisons de l'Empire ne peuvent guères se trouver dans le même-

même cas, mais si des Princes Coadjuteurs de ces Maisons occupoient un pareil employ, ils auroient à se dire, que ce n'est pas en les regardant comme Princes de l'Empire que les Ambassadeurs des Electeurs demandent la préseance, mais en les regardant comme des Officiers & des Ministres de l'Empereur ou de quelque autre Souverain.

§. 25. Je reviens au Cérémonial de l'Election. Lors que les Electeurs ont achevé leurs conférences préliminaires sur les personnes qui se présentent pour la Couronne Impériale & sur ce qu'il convient de stipuler avec eux dans la Capitulation, l'Electeur de Mayence fixe le jour de l'élection actuelle, & il le notifie à ses Collègues. On tient ce jour là les portes de la Ville fermées, & c'est l'Electeur de Mayence qui en garde les Clefs. Les Electeurs se rendent de l'Hôtel de Ville à l'Eglise avec une Pompe qui répond à leur Dignité, étant entourés de leurs Gardes & faisant porter devant eux par les grands Maréchaux de leur Cour une épée, la pointe en haut, mais dans
le

le fourreau. Les Ambassadeurs des Electeurs absens se contentent de l'éclat d'un riche cortége. Ils donnent aussi le pas aux Electeurs qui sont présens en personne, quand même leur Maître auroit le rang sur eux dans le Collège Electoral.

§. 26. Etant arrivez à l'Eglise & y ayant ouï la Messe, à l'exception des Protestans qui s'en absentent, ou pendant tout le tems qu'elle dure, ou seulement un peu avant l'élevation de l'Hostie ; ils s'aprochent tous de l'Autel pour y prêter solennellement le Serment prescrit par la Bulle d'Or. A.B.tit. 2. §. 3. Ce Serment les engage par la foi qui les lie à Dieu & au Saint Empire, d'élire pour Empereur, sans brigue ni aucune vûë d'intérêt particulier. &c. celui qui selon leur meilleure connoissance leur paroîtra propre, idoneus, pour cette Dignité. La Religion des Protestans ne leur permettant point d'user en entier de la formule du dit serment qui porte : *Ainsi Dieu me soit en aide & tous ses Saints* ; les Catholiques s'en sont aussi desistez aujourd'hui pour éviter la bigarure ; en for-

te qu'aujourd'hui les uns & les autres se servent de ces termes : *Ainsi Dieu me soit en aide, & son Saint Evangile !*

§. 27. Après avoir prêté ce serment, les Electeurs se retirent dans ce qu'ils appellent le *Conclave*, qui est la Sacristie de l'Eglise, pour y procéder effectivement à l'élection. Ceux des Ambassadeurs des Electeurs qui ne représentent pas leurs Maîtres dans cette cérémonie, & quelques Gentils Hommes de leur suite, peuvent entrer en même tems dans ce Conclave; on y appelle aussi deux Notaires Impériaux pour être tous ensemble témoins d'une double déclaration, que l'Electeur de Mayence demande à ses Collègues & aux Ministres des absens, avant qu'on aille aux voix. Il demande en premier lieu, si quelqu'un d'entre eux fait quelque chose qui puisse apporter un légitime obstacle à l'élection qui se doit faire; après quoi il leur fait promettre comme par serment, qu'ils respecteront dans cette élection la pluralité des Suffrages, conformément à la disposition de la Bulle d'Or & à l'ancien

cien usage. Après que chacun s'est expliqué là-dessus d'une manière satisfaisante, on congédie les témoins, en chargeant les deux Notaires de prendre acte de la déclaration qu'ils ont entenduë.

§. 28. L'Electeur de Mayence recueille alors les Suffrages des autres Electeurs. Chacun donne le sien à haute voix & à son rang, & la distinction de préférence entre les Electeurs présents en personne, & les Ambassadeurs des absens n'est plus observée. L'Electeur de Mayence vote le dernier. La pluralité des voix de tout le Corps des Electeurs décide de l'élection. Je dis la pluralité des voix de tout le Corps. Car si de trois Compétiteurs, par exemple, l'un avoit quatre voix, l'autre trois, & le troisième deux, aucun des trois n'auroit le nombre des voix qu'il faut avoir pour être élu légalement. Un Electeur, qui a des Suffrages pour lui, peut y joindre son propre Suffrage pour faire la pluralité.

A.B. tit.
II. §. 10.

§. 29. L'élection ainsi achevée, on rappelle ceux qui avoient servi de té-

moins au commencement de cet acte. L'Electeur de Mayence leur déclare celui qui a été élu ; mais on ne le proclame , qu'après qu'il a juré lui-même , s'il est présent , ou par la bouche de son Ambassadeur , d'observer fidèlement tous les articles de la Capitulation,

§. 30. Il fut proposé à l'élection de l'Empereur Leopold , d'insérer dans sa Capitulation une *clause commissoire* c. a. d. une clause qui portât, que l'Empereur seroit déchu de sa Dignité par le fait , s'il venoit à enfreindre quelques articles de cette Capitulation. Mais ce Prince ayant déclaré nettement , qu'il ne vouloit pas accepter la Couronne Impériale, sous une condition si injurieuse , on laissa tomber cette proposition. Et véritablement on peut dire , qu'une telle clause étoit plus propre pour allumer une guerre civile dans l'Empire , qu'à en défendre les droits & la liberté contre des entreprises injustes.

CHAPITRE VI.

Des qualitez requises dans la Personne, qu'on veut élever à la Dignité Imperiale.

§. 1. JE viens de remarquer dans le chapitre precedent que les Reglemens de la Bulle d'Or étoient pour la plus part d'anciens usages de l'Empire, auxquels on avoit trouvé bon de donner la force d'une loi écrite. Cela étant, on ne doit pas être surpris que cette Constitution, en parlant des qualitez que doit avoir la Personne que l'on veut élever à la Dignité Imperiale, exige seulement, que les Electeurs élisent pour Roi des Romains & futur Empereur *un* ^{B. d'Or. II. 1.} homme, qui soit bon, juste & utile, ou, comme il est dit dans le serment qu'elle prescrit aux Electeurs, *un Chef temporel du Peuple Chretien*, qui soit propre pour cela. Il ne convenoit pas ^{ibid. §. 3.} de gêner le choix des Electeurs au delà de ce que le salut de l'Empire demandoit essentiellement; & le silence, que la Bulle d'Or garde sur

plusieurs qualitez qu'on veut faire passer aujourd'hui pour requises dans la Personne qui aspire à la Couronne Imperiale , & qu'on fonde sur d'anciens usages , ce silence , dis-je , prouve assez , qu'on ne regardoit pas alors ces qualitez comme nécessaires , & que ces Usages ne faisoient encore aucune règle.

§. 2. Ayant à parler icy des *Observances* & usages de l'Empire , qui forment une Loi tacite , & que l'on appelle en Allemand *Reichs Herkommen* , il ne sera pas inutile de faire là dessus quelques remarques. Un habile Juris-Consulte d'Allemagne ne croit pas que , parmi les Loix fondamentales de l'Empire , il y en ait plus aujourd'hui qu'on puisse véritablement mettre au nombre de ces Loix non écrites , & regarder comme fondées purement sur une approbation tacite , parce que les usages , à qui l'on veut donner cette force , roulent ou sur des cas douteux , ou sur des cas contenus à cette heure dans les Loix écrites , ou sur des cas fondez sur quelque raison d'Etat. Je n'adopte pas

Titius
Spec.
Jur.
Publ.
lib. II.
c. 8.

pas ce sentiment. Il est vrai pourtant que l'on se porte trop facilement à regarder comme une Loi ce qui a été pratiqué librement en plusieurs rencontres & que l'on oublie souvent, que ce n'est pas la longueur du tems qui donne force de Loi à des Actes reïterez, mais que c'est uniquement la volonté tacite de ceux qui en peuvent faire une règle. Or pour être bien sur d'un pareil consentement à l'égard des affaires de l'Empire, il faudroit prouver, ce me semble, qu'à l'occasion de quelques disputes, qui se sont élevées sur ces coûumes, une des parties les ait mises en avant comme une Loi tacite, & que l'autre, qui d'abord n'en convenoit point, y ait acquiescé par cette raison là.

§. 3. Examinons à present quelques unes de ces qualitez que l'on pretend qu'un Empereur doit avoir, & la force des raisons dont on se sert pour prouver qu'elles sont necessaires dans la personne qui aspire à cet honneur. L'on regarde d'abord, comme un usage qui a passé en Loi, *que l'Empereur soit Allemand d'origine.* Ceux qui soutien-

tiennent cette opinion ont en effet pour eux les exemples de tous les tems , si l'on en excepte celui des troubles qui agitérent l'Empire après la mort de Frederic II. & qui causerent enfin un long interregne. Car on peut bien leur accorder que l'élection de Richard D. de Cornouaille & d'Alphonse de Castille ne doivent pas entrer en ligne de compte ; vû sur tout que le premier ne fit que se montrer en Allemagne , que le dernier n'y mit pas le pié , & que l'un & l'autre n'eurent qu'un certain nombre d'adhérans.

§. 4. Mais il y a d'autres exemples que l'on peut plus justement alléguer, pour prouver l'opinion opposée; comme lors que le Roi de France, Philippe le Bel, voulut procurer la Couronne Imperiale à son Frère après la mort d'Albert I., ce que le Pape traversa, en pressant les Electeurs de se hâter de remplir le Throne de l'Empire, avant que la France pût agir. Un autre Pape se donna des mouvemens tout opposez, pour persuader aux Electeurs d'ôter la Couronne à l'Em-

l'Empereur Louis de Bavière, pour la mettre sur la tête de Charles IV. Roi de France. Dans l'un & l'autre cas on ne regarda point la qualité d'Etranger comme un obstacle à la Dignité Imperiale, & les Electeurs, qui furent sur le point de suivre une seconde fois les conseils du Saint Père, ennemi juré de l'Empereur Louis, ne crurent pas, qu'une Loi fondée sur d'anciens usages les empêchat d'élire un Prince qui n'étoit pas de leur nation. Les sollicitations du Pape pouvoient bien en cette occasion leur faire oublier leurs veritables interets; mais du moins ils n'auroient pu ignorer qu'une Loi fondamentale leur ôtoit la liberté d'élire un Etranger. D'où je conclus qu'une telle Loi n'existoit point, & que les Electeurs se crurent libres à cet égard dans le choix qu'ils meditoient de faire.

§. 5. Mais cette Loi, dira-t-on encore, a été reconnuë clairement dans la suite, & „l'Historien Sleïdan nous „l'affure, en rapportant le discours Sleïdan
de Stat.
Rel. „que l'Electeur de Mayence fit à ses „Collègues dans le tems que Fran-
„çois

„Cois I. & Charles V. prétendoient à
 „la Couronne Imperiale. Car parmi
 „les raisons qu'il allegue dans ce dis-
 „cours contre le Roi de France, il
 „est dit expressement, que *les Loix*
 „*de l'Empire & le Serment des Electeurs*
 „ne leur permettent pas d'élire un
 „Etranger. Une pareille Loi ne se
 „trouvant nulle part en écrit, ce ne
 „peut être qu'à un ancien usage que
 cet Electeur en appelle, comme à
 une Loi tacite.

Mais le discours que Sleïdan lui
 prête n'est-il point de ces harangues,
 dont les Historiens aiment à embellir
 leur narration? Et supposé que l'Elec-
 teur de Mayence se fût réellement
 servi de cet argument, ne fait-on pas
 qu'un Orateur hazarde quelques fois
 certaines choses, quand il les croit
 propres au but qu'il se propose, qu'il
 auroit bien de la peine à prouver, si
 l'on en venoit à une discussion plus
 exacte?

Pfeffing.
 Vitr. il-
 lustr.
 Lib. I.
 tit. 5. §. 3.

§. 6. Un Auteur, fort versé dans le
 Droit Public de l'Empire, a crû que
 c'étoit dans le serment même que la
 Bulle d'Or prescrit aux Electeurs que
 se

se trouvoit la defence d'élire un Etranger, dont il est parlé dans le discours qu'on attribué à l'Electeur de Mayence. Mais la preuve qu'il en donne me paroît bien foible, en ce qu'il suppose gratuitement que l'habileté de bien gouverner l'Empire, à quoi il est dit qu'on doit faire attention dans le choix d'un Empereur, ne sauroit se trouver dans un Prince pour qui & l'Allemagne & ses Constitutions sont un pays étranger. On accordera bien à cet Auteur que dans les circonstances ordinaires un Prince Allemand doit être plus propre qu'un Etranger à devenir le Chef du Corps Germanique, & que c'est la raison pour laquelle jusqu'ici on les a préférez aux autres. Mais il ne s'ensuit pas, qu'en aucun cas un Etranger ne puisse être préférable à ceux du país, ni qu'il soit défendu aux Electeurs de faire attention dans leur choix à ces cas extraordinaires, & de se déterminer alors de la manière convenable au plus grand bien de l'Empire.

§. 7. Enfin on ne peut pas dire que la raison, que l'on prête bien ou mal à

à l'Electeur de Mayence , déterminas ses Collegues à entrer dans son sentiment , ni qu'ils ayent par là reconnu tacitement que cet usage , au quel il en appelloit , dût servir de règle. Car c'est une chose assez connue que ce ne fut nullement la qualité d'Etranger , qui empecha le Roi de France de parvenir à son but , mais que ce furent d'autres raisons tirées des conjonctures du tems & de l'état du Corps Germanique , qui firent tomber le choix sur son Concurrent.

§. 3. Une seconde question, qui me semble meriter d'être examinée , & qui roule aussi sur une qualité extérieure de la personne que l'on veut élever à la Dignité Impériale , est de savoir , *si une Femme peut parvenir à cette Dignité.* Si l'on vouloit former une regle de ce qui a été observé jusqu'ici, il faudroit dire que les Femmes y peuvent encore moins pretendre qu'un Etranger , parce que l'Histoire de l'Empire ne fournit pas un seul exemple d'une Femme qui ait été élue Imperatrice , & qui ait gouverné l'Empire en son propre nom.

Mais

Mais ce que je viens de dire sur le cas que l'on doit faire des simples coutumes, peut suffire pour prouver, qu'encore à cet égard les Electeurs sont dans une entière liberté.

§. 9. A quoi l'on peut ajouter, qu'on trouve dans les anciennes coutumes d'Allemagne plusieurs choses qu'une Princesse, qui ambitionneroit le Trône de l'Empire, pourroit alléguer en sa faveur, comme que plusieurs Femmes des Empereurs ont été couronnées à Rome; qu'elles ont été appellées dans des actes publics, *Associées & Conjointes à l'Empire, Consortes Imperii*; qu'elles ont été chargées de la garde & de l'administration du Trésor privé des Empereurs; qu'elles ont eû une espece de Chancellerie & leur grands Chanceliers; * qu'elles ont partagé plusieurs soins du Palais avec le grand Chambellan; qu'elles ont présidé quelques fois à la place de l'Empereur

Spener.
J. P. lib.
VI. c. 11.
p. 207.

Schilt-
ter. J. P.
lib. I.
tit. 16.
§. 2.

Lehman
Chron.
Spir. lib.
II. c. 11.
Schilt.
d. I.

* L'Abbé de Foulde porte encore aujourd'huy le titre de grand Chancelier de l'Impératrice.

reur aux plaidoyers des causes publiques.

Mais rien ne seroit plus à leur avantage que la gloire, avec laquelle plusieurs Impératrices ont gouverné l'Empire ; les unes en l'absence de leur Mari , comme Adelaide, Femme d'Othon le Grand ; d'autres sous la minorité de leur Fils , parmi les quelles Agnès, Femme de Henry III. & Mère de Henry IV. mérite le premier rang ; & quelques unes enfin pendant la Vacance du Trône, comme Cunigonde , Veuve de Henry II. Je fais bien que ces Exemples ne prouvent point , par eux mêmes, qu'on puisse élire une Impératrice au lieu d'un Empereur , parce que les François , chez qui la Couronne ne tombe pas en quenouille , produisent aussi des Princeesses , qui ont tenu glorieusement les Rénés de l'Etat en de semblables occasions. Mais on voit au moins par là le ridicule de ceux qui disent que les Allemands ont toujours eu en aversion le gouvernement des Femmes.

§. 10. Seroit-ce donc la Loi Salique,

liques, que la France oppose aux Princesses, qui excluroit les Femmes du Trône Imperial? Il y a en effet des Auteurs, qui le prétendent, parce que cette Loi vient des Francs, qui étoient un Peuple d'Allemagne, & parce qu'il est vraisemblable qu'elle existoit déjà avant que cette Nation eût passé le Rhin. Mais on n'aura garde d'adopter cette opinion, si l'on fait quelque attention à l'article de la Loi Salique, sur laquelle les François fondèrent autrefois l'exclusion des Femmes, & aux conjonctures du tems, dans lequel ils y eurent recours. Il s'agissoit de fermer l'accès au Trône de France à Edouard III. Roi d'Angleterre, qui étoit le plus proche successeur de Charles IV. & on aima mieux lui opposer une Loi peu applicable au cas qui se présentoit, que de l'exclure ouvertement par les raisons d'Etat, qui pourtant étoient le véritable motif, qui déterminâ les François, en leur faisant craindre le gouvernement d'un Roi étranger, & l'Union de leur Couronne avec celle d'Angleterre.

Sans

Struv.
Corp.
Hist.
Germ.
III. 16.

Sans compter qu'il y auroit une différence à faire entre un Royaume héréditaire , & un Empire , où la Couronne se donne par élection.

§. 11. Mais cela même , dit-on, que la Dignité Impériale est conférée par élection , fournit une nouvelle preuve que les Femmes n'y sauroient prétendre. Car dans quel Royaume électif a-t-on jamais vu que , de dessein délibéré , on ait mis une Femme sur le Trône. J'avoue que cela doit arriver rarement, mais la chose n'est pas sans exemple. Pour ne pas remonter à des tems trop reculez , où nous trouverions l'Exemple de la Reine Marguerite , qui porta les trois Couronnes du Nord , je ne veux alléguer que celui de la Princesse Hedvige, que les Polonois placèrent sur le Trône, par veneration pour le grand *Piasse* dont les descendans leur avoient donné des Ducs & des Rois près de 500. ans de suite , & dont elle étoit l'unique rejetton.

§. 12. Ces Considérations générales peuvent être fortifiées dans quelques

ques conjonctures par des raisons superieures, comme par exemple, si l'élection d'une Femme étoit un moyen de conserver la Dignité Impériale dans une Maison, capable par sa propre puissance de soutenir cette Dignité, & de tenir la balance en Europe.

L'élection de l'Empereur Leopold rencontra beaucoup de difficultez, par les efforts de ceux qui regardent d'un œil jaloux la puissance de la Maison d'Autriche; mais tout bien pesé, les Electeurs comprirent que le choix de ce Prince étoit le plus convenable au bien de l'Empire, & qu'il y auroit eû de grands inconveniens à en élire un autre. Car cette famille tiendrait fort peu à l'Empire, & pourroit aisément s'en détacher, si elle vouloit se servir des prérogatives, qui lui ont été accordées par des titres fort anciens; ce qui non seulement feroit une grande brèche au Corps Germanique; mais pourroit encore servir d'exemple à d'autres Princes de l'Empire, qui sont assez forts pour défendre leurs Etats par eux mêmes; d'où re-

*Monzamb.
de Statu
Imp.
cap. II.
§. 4.*

sulteroit enfin une dissolution totale de ce Corps , & un renversement de ceux de ces Membres qui ne se soutiennent que par la Constitution présente. En abandonnant l'examen de ces raisons à ceux qui en sont les Juges competens , j'en tire seulement cette conclusion pour ma thèse , que des considérations de cette importance doivent infiniment l'emporter dans la balance d'une saine Politique sur tous les Argumens , dont on se sert pour prouver que les Femmes sont inhabiles à gouverner l'Empire.

§. 13. Le penchant que marquerent quelques Electeurs , dans le tems dont je viens de parler , à faire passer la Dignité Impériale dans la Maison d'un autre Prince d'Allemagne , donna encore occasion d'agiter la question , *s'il est nécessaire qu'un Empereur soit puissant par lui même.* Il y en eut qui crurent , qu'en faisant attention uniquement au bien intérieur de l'Empire , un Prince d'un pouvoir médiocre seroit à préférer à un autre , qui pourroit se soutenir par lui même. Que

Puf-
fend. de
Rebus
Brand.
Lib.
VII. §.
27.

le premier n'entreprendroit rien contre la liberté du Corps Germanique, & ne pourroit former aucun de ces desseins ambitieux, qui vont à brouiller l'Empire avec les Puissances Voisines, & à l'impliquer ainsi dans des guerres dangereuses; Qu'il seroit obligé au contraire de ménager l'affection de tous les Etats de l'Empire; Qu'étant bien uni avec eux, & ne rapportant toutes ses vûes qu'au bien commun, il les trouveroit toujours disposez à le soutenir dans le juste exercice de son autorité au dedans, & dans la défense de la Majesté de l'Empire au dehors. D'autres furent dans la pensée qu'un Prince, qui ne seroit pas assez puissant par lui même, deviendroit méprisable chez lui & chez ses Voisins; que le désir de s'aggrandir l'occupoit tellement, qu'il seroit à craindre que, pour en venir à bout, il n'eût recours à des entreprises injustes & dangereuses. On a des Exemples pour autoriser ces deux sortes de réflexions. C'est aux Electeurs à examiner murement ce qui, selon les diverses circonstances, peut convenir

le mieux, soit au bien particulier de l'Empire, soit au bien general de l'Europe.

§. 14. La nature du Serment, que prêtent les Electeurs suivant le formulaire qu'en donne la Bulle d'Or, a fait croire à quelques uns qu'elle excluait les Princes Ecclesiastiques du Trône Imperial : car ce Serment porte que les Electeurs doivent élire un *Chef Temporel* du Monde Chrétien. Mais comme on ne manque pas d'exemples, où des Princes Ecclesiastiques ont quitté cet habit, pour se marier, & pour donner des héritiers à une Maison qui alloit s'éteindre, rien ne les empêcheroit aussi d'abandonner l'Etat Ecclesiastique pour monter sur le Trône Imperial, s'il y avoit d'autres raisons qui les favorisassent, comme seroit p. ex. le Mariage avec une Princesse qui posséderoit de grands Etats. L'Empereur est appelé dans la Bulle d'Or le *Chef Temporel du Monde Chrétien*, par allusion à l'opinion qui régnoit autrefois, comme je l'ai déjà remarqué ci-devant, que toutes les Puissances Chrétiennes ne formoient

moient qu'une seule République , dont le Pape étoit le *Chef Spirituel* , & l'Empereur le *Chef Temporel*. Autre chose est donc de dire que ce Chef Temporel soit un Ecclesiastique , & autre chose qu'un Prince Ecclesiastique devienne le Chef Temporel , après avoir renoncé à son premier état.

§. 15. Il n'est pas surprenant que des Docteurs Catholiques regardent aussi comme une qualité requise dans l'Empereur de *professer la Religion Romaine*. Mais les raisons sur lesquelles ils fondent cette prétention sont si foibles qu'il n'est pas difficile de les refuter. „ On fait promettre à „ l'Empereur , disent ils , à son Couronnement de garder la Sainte Foi „ Catholique & Apostolique , & de „ prêter au St. Pere le Pape , & à „ la Sainte Eglise Romaine l'obéissance & la fidélité qui leur sont dûes. „ Un Prince Protestant peut-il entrer „ dans ces engagements ?

Pour répondre à cette difficulté moins solide que specieuse , je ne dirai pas avec quelques Auteurs , que

„ les Protestans professent aussi la Foi
„ Catholique & Apostolique, parce
qu'il est clair que, dans la promesse
qu'on exige icy de l'Empereur de
garder cette Foi, on prend cette ex-
pression dans un sens tout différent de
celui que les Protestans lui donnent.
J'avoüe au contraire qu'il est très
vrai que le Rituel, dont on se sert au
Couronnement de l'Empereur, est tout
adapté à une personne, que l'on sup-
pose être de l'Eglise Romaine. Mais
pourra-t-on conclure de là que tou-
te personne, à la quelle ce Rituel
n'est pas aplicable, ne puisse pas être
revêtuë de la Dignité Impériale ?
Nous avons déjà remarqué qu'il a fal-
lu changer à l'égard des Electeurs Pro-
testans ce que la Bulle d'Or prescrit
aux Electeurs en général touchant la
Messe & le Serment qui précèdent
l'élection. Il seroit donc naturel qu'on
changeat aussi le Rituel du Couronne-
ment à l'égard d'un Empereur qui
seroit de la Religion Protestante ; &
cette methode a été observée dans
tous les Royaumes, qui ont abandon-
né l'Eglise Romaine depuis la Refor-
ma-

mation. La Bulle d'Or ne pouvoit pas statuer sur une chose qui n'étoit pas encore connue.

§. 16. Comme le titre d'*Empereur des Romains*, que le Chef du Corps Germanique est en droit de porter, a marqué dès son origine l'engagement, où sont ceux qui le portent de défendre le Pape & le Saint Siège; on ne sauroit nier qu'il ne soit nécessaire que les Empereurs s'y obligent encore, ainsi qu'ils le font expressement dans le Serment qu'ils prêtent au Couronnement, & dans le premier article de la Capitulation qu'on leur fait jurer. Mais cela ne prouve pas que, pour s'acquitter d'un pareil engagement, il faille absolument, que l'Empereur soit de la Religion Romaine. „ Car de la „ même manière qu'un Empereur Ca-
 „ tholique promet de protéger les Elec-
 „ teurs de la Confession d'Augsbourg &
 „ ceux qui sont de leur Religion, un
 Empereur de cette Confession pour-
 ra promettre aussi de protéger le Pa-
 pe & ceux qui professent la Religion
 Romaine. Cette protection ne de-
 mande autre chose, si non que l'Em-
 pe-

Cap. de
Charles
VI. art.
1.

pereur maintienne ceux à qui il la promet dans les droits & privileges dont ils sont légitimement en possession.

§. 17. Les Protestans s'aperçoivent assez souvent, il est vrai, que les principes de la Religion Romaine empêchent quelques fois les meilleurs Empereurs de remplir exactement envers eux cet engagement. Mais on ne croit pas que les Catholiques puissent trouver rien dans la Religion des Protestans, qui donne lieu de craindre, qu'un Empereur de cette Religion manquat au Serment qu'il auroit fait de protéger l'Eglise Romaine & ceux qui en sont Membres.

§. 18. Si dans les engagements de l'Empereur il n'y a rien qui empêche un Prince Protestant de parvenir à cette Dignité, & si, outre cela, le sentiment que je combat ne se trouve soutenu par aucune Constitution de l'Empire, on peut dire que les Protestans au contraire peuvent alléguer pour eux l'article V. §. I. de la Paix d'Osnabruc, qui porte „ en termes exprès, qu'aux articles „ près, dont on est convenu dans la
paix

„ paix de Religion, & dans celle d'Of-
„ nabruc, il doit y avoir pour toutes
„ autres choses *une égalité exacte &*
„ *reciproque* entre tous les Electeurs,
„ Princes & Etats de l'une & l'autre
„ Religion, autant que cela s'accor-
„ de *avec la forme de la Republique,*
„ avec les Constitutions de l'Empire
„ & avec la présente Convention ;
En sorte que ce qui est juste à une
partie le soit aussi à l'autre. Qu'y au-
roit-il de plus opposé à cette égalité
de droits, que le dit article veut que
les deux parties observent entre el-
les, que l'exclusion des Protestans du
Trône de l'Empire.

§. 19. On ne trouve rien non plus
dans la présente forme du Gouver-
nement de l'Empire, qui empêche
que l'égalité n'ait lieu à cet égard
entre les Catholiques & les Protestans,
si ce n'est que le nombre des Elec-
teurs Catholiques surpasse tellement
celui des Protestans, qu'il n'y a pas la
moindre apparence que la pluralité de
voix, qui décide de l'élection de l'Em-
pereur, se puisse trouver en faveur
d'un Prince de la Religion Evange-
li-

lique. Mais si du peu de probabilité qu'il y a dans l'état, où sont à présent les choses, qu'on élise pour Empereur un Prince Protestant, on pouvoit conclure qu'un tel Prince est par lui-même inéligible, il faudroit également dire, contre l'opinion generale & contre l'experience des tems passez, qu'un simple Comte d'Empire ne sauroit être éligible; parce qu'aujourd'hui que les revenus & les Domaines de l'Empire, qui servoient autrefois à l'entretien de l'Empereur, sont alienez & dissipez; il n'y a pas la moindre apparence, que l'on orne du Diadème Impérial un Comte dépourvû des revenus nécessaires pour en conserver l'éclat. Et les Catholiques n'avoient-ils pas eux-mêmes tacitement, qu'il n'y a aucun défaut de droit & de qualité personnelle qui excluë les Protestans de cette Dignité, quand on les voit prendre tant de précautions, afin de s'assurer pour toujours la Supériorité des Suffrages dans le College Electoral, comme cela a paru sur tout dans ce que nous avons rapporté ci-dessus de la voix surnume-

raire qu'on a promis d'avance aux Electeurs Catholiques, au cas que la Maison de Baviere s'éteignit, & au cas que dans la Maison Palatine la Dignité Electorale parvint à une branche Protestante.

§. 20. Les Loix de l'Empire ne déterminent rien sur l'âge que doit avoir celui qu'on veut élire pour Empereur. On trouve que dans les tems, qui ont précédés le long Interrégne, on a souvent élu pour Successeur d'un Empereur un Enfant, qui étoit encore au berceau. C'étoit une coutume alors de ne pas sortir de la Famille régnante sans de bonnes raisons, & le Père prenoit soin avant sa mort de faire reconnoître son Fils pour son Successeur. Mais depuis cet Interrégne, il n'y a point eu d'Empereur Enfant. On en voit seulement qui ont été élus fort jeunes, comme l'Empereur Leopold, qui n'avoit pas encore 18. ans, & l'Empereur Joseph, qui fut déclaré Roi des Romains à l'âge de 12. ans. La Capitulation de celui-ci portoit que, „ si l'Empereur venoit à mourir avant que son désigné „ Suc-

Art. 47.

„ Successeur eut atteint la 18^{me}. année,
„ née, les Vicaires de l'Empire gouverneraient
„ en son nom, jusqu'à ce
„ qu'il y fut parvenu.

§. 21. On a voulu conclure de cette disposition des Electeurs, à laquelle les Princes & Etats de l'Empire ne firent aucune opposition, que l'Empire avoit reconnu tacitement qu'un Empereur ne devoit pas avoir moins de 18. ans. Ne pourroit-on pas en tirer plutôt la conséquence qu'il est libre aux Electeurs, par rapport à l'âge de l'Empereur, de suivre ce qui leur paroît le plus convenable aux conjonctures du tems, pourvû qu'ils aient soin de faire en sorte que l'Empire ne souffre point sous sa Minorité ?

CHAPITRE VII.

Du Couronnement de l'Empereur.

§. 1. **Q**uoique celui qui a été élu pour Chef du Corps Germanique ait un droit incontestable à la Dignité Imperiale, en vertu de son élection, & que les Papes ayent eux mêmes reconnu que, pour être Empereur des Romains, il faisoit auparavant être Roi de Germanie; ç'a été néanmoins autrefois la coutume, de donner seulement à ce Chef élu le Titre de Roi des Romains, jusqu'à-ce qu'il eût été couronné à Rome. La Bulle d'Or fait Tit. II.
§. 3. allusion à cette coutume, en disant, que les Electeurs doivent élire *un Roi des Romains pour futur Empereur.*

§. 2. Cette obligation des Empereurs de se faire couronner à Rome, avant que de prendre le Titre d'Empereur, fut pendant quelque tems fort avantageuse aux Papes. La distinction que la Couronne Imperiale procuroit

curoit dans le Monde Chrétien à celui qui la portoit , fut cause que les Rois de Germanie la recherchèrent avec empressement , & se prêtèrent volontiers aux désirs de la Cour de Rome , afin de parvenir à cet honneur sans empêchement. Pour ne pas dire , que les Papes prirent encore occasion du Droit de couronner les Empereurs à Rome même , pour se faire regarder comme les Dispensateurs de la Dignité Imperiale , & pour s'attribuer le pouvoir d'en priver celui qui ne s'en servoit pas à leur gré , & qui ne s'employoit pas à étendre l'honneur & la puissance du St. Siège.

§. 3. Mais les choses changèrent de face après le fameux *Interregne*. Les Vassaux d'Italie s'étant emparez des Droits & des Domaines les plus considérables , que les Empereurs possédoient dans ce pais-là , & les Papes ayant de même poussé leurs usurpations sur les Empereurs & l'Empire , aussi loin qu'il étoit possible , ils ne souhaitèrent plus ni les uns ni les autres , que le Roi des Romains passât
les

les Alpes, craignant que l'ancienne coutume d'aller à Rome avec un Corps de Troupes, pour y être couronnés & reconnus Empereurs, ne leur fournit une occasion d'y faire revivre les anciens Droits de l'Empire sur les Vassaux d'Italie & sur les Papes.

§. 4. Les Empereurs perdirent aussi eux mêmes le goût de se mêler des affaires d'Italie, en voyant combien cela avoit mal réussi à plusieurs de leurs Prédécesseurs. Et si de tems en tems il se trouva encore quelque Empereur, qui en voulut courir le risque par une nouvelle tentative, il en fut bientôt dégoûté par le peu de secours que les Etats de l'Empire lui fournissoient pour ces expéditions, dans la persuasion où l'on étoit, que ceux qui les entreprirent dans les derniers tems n'avoient que leurs intérêts particuliers en vûe.

§. 5. On peut dire, en effet, que Charles IV. n'alla en Italie que pour y vendre le reste des Droits des Empereurs, & il n'eut pas honte de s'engager envers le Pape à n'entrer
à

à Rome qu'au jour fixé pour son couronnement , & à n'y passer pas une seule nuit.

§. 6. Le seul Empereur qui se montra à Rome avec quelque apparence de grandeur , depuis l'époque dont je parle, ce fut Frederic III. Je dis avec une apparence de grandeur. Car les honneurs , qu'on lui rendit à Rome , étoient moins une démonstration du respect que le Pape avoit pour lui, qu'un moyen, que celui-ci employa pour s'attacher ce Prince & pour en tirer avantage , afin d'augmenter sa propre autorité en Allemagne.

§. 7. Cette coutume des Rois des Romains de recevoir la Couronne Imperiale de la main du Pape , avant que de prendre le Titre d'Empereur , acheva de tomber sous Maximilien I. Ce Prince avoit d'abord témoigné un grand desir de se faire couronner à Rome , parce qu'il apprehendoit que le Roi Louis XII. de France , qui venoit de s'emparer du Milanois & qui songeoit à pousser ses conquêtes en Italie, ne for-

mat

mat le dessein de prendre le Titre d'Empereur , & n'exigeat du Pape de le lui conferer. Et la Cour de Rome , qui commençoit aussi à prendre de l'ombrage du succès des Armes des François , ne manqua pas de fortifier Maximilien dans ses soupçons.

§. 8. Celui-ci ayant donc communiqué ses craintes à la Diete convoquée à Constance , les Etats de l'Empire y resolurent de le mettre en état d'aller à Rome avec un bon Corps de Troupes, pour y recevoir la Couronne Imperiale. Les Suisses déclarerent en même tems qu'ils se separeroient de la France , & qu'ils se joindroient à l'Empire , en cas que le dit Roi entreprit de le troubler dans la possession d'un droit, dont les Rois de Germanie avoient jouï depuis Othon le Grand.

§. 9. Ces mesures déconcertèrent le Plan de Louis XII., si tant est qu'il l'eut veritablement formé. Mais les Etats de l'Empire rassurés de ce côté-là se rallentirent aussi dans la resolution qu'ils venoient de prendre

à la susdite Diète. Ils y témoignèrent bien aux Ambassadeurs de Venise, qu'ils étoient indignez de ce que la Republique s'obstinoit à fermer au Roi des Romains le passage par ses Etats : mais ils ne le secondèrent point dans les efforts qu'il fit pour se l'ouvrir à main armée.

§. 10. Le Pape ne fut pas fâché que ces oppositions des Venitiens empêchassent Maximilien de venir à Rome. Et quand il apprit que ce Prince avoit formé la résolution de se faire proclamer Empereur, sans autre formalité, il y concourut volontiers, en declarant par une Bulle qu'il lui envoya, qu'il l'autorisoit à prendre ce Titre, & qu'il vouloit qu'en vertu de cette Bulle on le regardât comme couronné de sa main.

§. 11. Cet événement donna occasion aux Empereurs suivans de prendre ce Titre du moment qu'on les eût couronnés en Allemagne. On garda bien encore pendant quelque tems la coûtume de leur prescrire dans la Capitulation, qu'ils tâcheroient de se faire couronner à Rome,

me, mais on laissa toujours l'exécution de cet article à leur discretion. Et quand les Electeurs virent dans la suite, que cet article devenoit inutile, par le peu de penchant, que les Empereurs témoignoiént pour y satisfaire, ils l'omirent enfin dans la Capitulation de l'Empereur Leopold.

§. 12. Ce changement marque bien que les Electeurs ont jugé inutile & superflu, que celui qu'ils ont élu pour Chef de l'Empire allât se faire couronner à Rome, pour se dire Empereur à plus juste titre. Mais on auroit tort d'en conclure, qu'ils ayent voulu par là liberer les Papes de l'obligation de lui imposer la Couronne Imperiale à Rome, quand il le demanderoit. On peut pourtant bien comprendre, en faisant attention aux tems passez & à la présente situation des affaires, qu'un Empereur, qui souhaiteroit aujourd'hui de se faire couronner à Rome, trouveroit bien des difficultez dans l'exécution de ce dessein, & ne parviendroit semblablement à son but, qu'après qu'il seroit le maitre en Italie.

§. 13. Si les Electeurs n'exigent plus d'un Empereur, depuis l'époque que je viens de marquer, qu'il se fasse couronner à Rome, il n'en est pas de même de son couronnement en Allemagne. Il y a toujours dans la Capitulation qu'on fait jurer à celui „ qui a été élu un Article, qui por- „ te qu'il recevra avant toutes cho- „ ses la Couronne de Roi des Ro- „ mains, (c'est celle d'Allemagne „ qu'on entend par là) qu'il fera tout „ ce qui convient à cet effet, & qu'il „ invitera tous les Electeurs au Cou- „ ronnement, pour y faire leur charge.

Capit.
de Char-
les VI.
arr. 3.

§. 14. En exigeant de l'Empereur qu'il ne difère pas son Couronnement en Allemagne, l'intention des Electeurs n'est pas de faire entendre, que la Dignité Imperiale dépende de cette Cérémonie, & qu'un Empereur ne puisse commencer à régner, qu'après qu'il a été couronné. (Car plusieurs exemples en prouvent le contraire.) Mais comme les Electeurs sont déjà assemblez en Personne, ou par leurs Ambassadeurs pour l'élection de l'Empereur, il leur con-
vient

vient que son Couronnement , qui demande aussi leur présence , ne soit pas renvoyé.

§. 15. La Ville d'*Aix La-Chapelle* est désignée dans la Bulle d'Or , pour le lieu où ce Couronnement doit se faire , en quoi cette Constitution n'a fait que suivre ce qui étoit depuis long-tems en usage. Ce fut dans cette Ville que l'Empereur Charles-Magne résida constamment dans les dernières années de son Règne. Il en aimoit le séjour à cause de ses eaux minérales, qui convenoient à sa santé. Il se fit un plaisir de l'embellir par des Bâtimens, qui passaient pour magnifiques dans ce tems - là. Il y fit ériger un Trône , & il choisit cette Ville pour le lieu de sa Sepulture. De là vint que , dans le tems, où la Couronne Imperiale fut unie à celle d'Allemagne , & où la Ville d'Aix faisoit déjà partie du Royaume de Germanie, on la choisit pour le Couronnement de l'Empereur , croyant lui faire plus d'honneur en le plaçant sur le Trône même de Charles-Magne.

§. 16. C'étoit-là en effet une circonstance très propre, dans les Siècles dont je parle, à réhausser la Dignité de celui qu'on inauguroit de cette manière; mais il étoit naturel aussi, qu'à mesure qu'on s'attacha d'avantage à la réalité des choses, on se déterminât dans le choix du lieu du Couronnement, par les conjonctures du tems, & par les véritables convenances. En suivant cette Maxime, on a trouvé qu'il y avoit en Allemagne des Villes plus propres pour le Couronnement de l'Empereur que celle d'Aix, & l'on n'a point hésité de le faire dans le lieu même de l'élection, principalement pour la commodité des Electeurs qui assistent à l'une & l'autre Cérémonie. Tout ce qu'on fait en pareil cas en faveur de la Ville d'Aix, c'est de lui donner à sa requisiion une déclaration autentique, que le changement du lieu du Couronnement ne doit point préjudicier au droit qu'elle tire de la Bulle d'Or.

§. 17. La nature de mon ouvrage n'exige pas que j'entre ici dans tout le

le détail du Couronnement de l'Empereur. Il suffit d'en marquer ce qui a rapport au Gouvernement du Corps Germanique , ou aux Droits de quelques uns de ses Membres. La Bulle d'Or attribuë à l'Archevêque de Cologne la fonction du Couronnement , ou plutôt du Sacre de l'Empereur. Ce Droit lui est attribué relativement à l'ancien usage de célébrer le premier Couronnement des Empereurs à Aix , qui est du Diocèse dudit Archevêque. C'est pourquoi il a paru à celui de Mayence qu'il ne troubloit pas le Droit de son Collègue , en se l'attribuant , lorsque l'Empereur étoit couronné dans une autre Ville , ou au moins lorsque ce Couronnement étoit célébré dans une Ville du Diocèse de Mayence. L'Archevêque de Cologne après une contestation , qui a été courte , mais assez vive , a bien voulu se rendre aux raisons qui apuyoient la prétention du Siège de Mayence , & leur différend a été ajusté sous cette condition , que celui d'entre eux , dans le Diocèse duquel est la Ville , qu'on auroit choisie

sie pour le Couronnement de l'Empereur, feroit la fonction du Sacre, & que dans les autres Villes qui ne sont ni du Diocèse de Mayence ni de celui de Cologne, l'alternative seroit observée entre ces deux Archevêques. Cette Convention a été depuis inserée dans la Capitulation des Empereurs, pour lui donner plus de force. Au reste, tous les trois Electeurs Ecclesiastiques mettent la main à la Couronne, quand elle est imposée à l'Empereur.

§. 18. Comme la Ville d'Aix & celle de Nurenberg sont les dépositaires de quelques joyaux & habits, dont l'Empereur est revêtu à son Couronnement, aussi bien que de quelques reliques dont on fait usage dans cette Cérémonie, ces deux Villes les envoient dans cette occasion par les Députez de leur Corps, à qui on donne une assurance par écrit, qu'après le Couronnement ces choses leur seront restituées. Les Empereurs prenoient autrefois très grand soin de la garde de ces joyaux, & celui qui en pouvoit obtenir la possession

possession après la mort d'un Empereur, qui ne laissoit point d'enfans , regardoit cela comme un grand avantage pour lui sur son Concurrent. L'Empereur Sigismond se vit contraint d'envoyer ces joyaux à Nurenberg dans le tems de ses Guerres contre les Hussites, ne croyant pas qu'ils fussent en sûreté au Château de Carlstein en Bohême. Ladite Ville a continué de les garder depuis ce tems-là , & quoi qu'elle ait été quelques fois inquiétée sur la possession de ces Trésors & des reliques qui en font partie , elle a sçu si bien s'y maintenir jusqu'à présent , qu'il y a lieu de croire qu'on cessera enfin de lui contester le droit de les garder.

1424.

§. 19. Nous avons remarqué cy-dessus en parlant de la Capitulation des Empereurs, qu'on se contentoit anciennement de leur faire promettre au Couronnement , qu'ils maintiendroient la Sainte Religion, qu'ils exerceroient la Justice sans acception de personnes , & qu'ils gouverneroient l'Empire de leur mieux avec le Conseil & l'assistance de leurs fidèles Vassaux.

faux. Les Sermens qu'on fait prêter aujourd'hui à l'Empereur, l'un avant son Sacre, & l'autre après qu'il a été sacré & investi de toutes les marques de la Dignité Imperiale, se reduisent encore à l'observation de ces points là. Il est pourtant à remarquer que dans le premier de ces Sermens, qui est partagé en plusieurs interrogations, il y en a une qui regarde le Pape en particulier, & qui est conçue en ces termes : *Vis Sanctissimo in Christo Patri & Domino, Romano Pontifici & Sanctæ Ecclesiæ Romanæ subjectionem debitam & fidem reverenter exhibere ?* „Voulez vous garder respectueusement envers le très-„ Saint Père & Seigneur en Christ le „ Pontife de Rome, & envers l'Eglise „ se Romaine la soumission & la fidélité qui lui sont dûes ?

§. 20. Il y a apparence qu'on a commencé d'exiger cette promesse des Empereurs à leur Couronnement en Allemagne, depuis qu'ils négligèrent de recevoir la Couronne Imperiale à Rome, pour suppléer par ce moyen au Serment que les Empereurs étoient accou-

accoutumez de prêter aux Papes en cette occasion avant que d'être couronnés de leur main. Comme le Chef du Corps Germanique continuë à s'appeller Empereur des Romains , & qu'il prend aujourd'hui ce Titre aussitôt qu'il a été couronné en Allemagne, il paroît fort juste, qu'il entre aussi dans les engagements que prenoient ses Prédecesseurs, quand ils alloient se faire couronner à Rome ; Car ce n'étoit qu'alors qu'ils prenoient le Titre d'Empereur des Romains , au lieu de celui de Roi des Romains , que leur donnoit la Couronne qu'ils recevoient en Allemagne, comme un prélude & une Arrhe de l'autre.

§. 21. Quand la Cérémonie du Sacre est achevée, l'Empereur reçoit le Sacrement de la Ste. Cène, mais sous l'espèce du Pain seulement. Il y a des Relations du Couronnement de quelques Empereurs, qui remarquent expressement cette particularité ; Et quoi qu'il y en ait d'autres qui font mention du Vin qui a été servi à l'Empereur dans la Coupe de celui qui disoit la Messe, il paroît assez par les termes

termes dont ils se servent , qu'ils ne parlent pas d'un Vin consacré. Il est étonnant que celui qui est le premier Protecteur & Défenseur de l'Eglise Romaine ne jouisse d'aucune prérogative dans cette occasion , & qu'il faille que le Roi de France , qui le jour de son Sacre communie sous les deux espèces, ne puisse le faire qu'en qualité de Chanoine de St. Denys. L'Empereur est bien reçu aussi au nombre des Chanoines d'Aix; mais comme ce n'est qu'après sa Communion que ce Titre lui est conféré , il ne sçauroit jouir d'avance des Privilèges du Clergé.

§. 22. L'Empereur monte enfin sur un Trône , pour y recevoir les Complimens de félicitation , de la part des Electeurs , par la bouche de celui de Mayence. L'Electeur de Saxe ou son Ambassadeur remet après cela entre les mains de l'Empereur l'épée de Charles-Magne , avec laquelle il crée Chevaliers du St. Empire les Comtes & Gentils hommes qui aspirent à cet honneur. L'Empereur en nomme quelques uns lui-même , & chaque Elec-
teur

teur a le droit d'en présenter d'autres.

§. 23. Il a été remarqué que l'Empereur étoit obligé d'inviter les Electeurs à son Couronnement, pour y faire les fonctions de leurs *Archi-Offices*. Il seroit trop long de rapporter à quoi ils sont occupés avant, pendant & après le Sacre de l'Empereur. Je dirai seulement qu'au lieu qu'autrefois les Ducs de l'Empire, qui étoient revêtus de ces *Archi-Offices* dont nous avons parlé ailleurs, ne faisoient ces fonctions de parade qu'en des cas extraordinaires, où ils vouloient particulièrement honorer l'Empereur, comme un très savant Professeur en Droit Public le remarque dans son Commentaire sur la Bulle d'Or, les Electeurs se sont laissez facilement engager par Charles IV. Auteur de cette Loi, à faire ces fonctions de leurs grandes Charges toutes les fois que l'Empereur voudroit tenir solennellement la Cour, parce qu'ils les regardoient comme la Baze de leur Dignité Electorale.

Mr. de
Ludwig.

Bulle
d'Or,
Tit. 27.

§. 24. Que si quelques unes des fonctions, dont les Electeurs s'acquittent

tent auprès de l'Empereur à son Couronnement, semblent d'abord être peu compatibles avec leur Souveraineté, cette premiere impression s'efface bientôt, en les voyant paroître avec une splendeur fort égale à celle de l'Empereur dans la grande Sale, où ils mangent publiquement avec lui, chacun à une table séparée. L'Empereur ne se distingue des Electeurs, qu'en ce que la sienne est plus haute de deux marches, & qu'il est servi par des Comtes d'Empire, au lieu que les Electeurs se font servir par les Gentils-hommes de leur propre Cour. L'Ambassadeur d'un Electeur absent fait aussi dresser une Table pour son Maître, mais il ne s'y assied pas, & les Plats, qu'on y sert, sont couverts & vuides.

CHAPITRE VIII.

Du Roi des Romains élu, du vivant d'un Empereur, pour être son Successeur à l'Empire.

§. 1. **L**E Titre de Roi des Romains avoit autrefois une double signification. On le donnoit, comme nous venons de le dire, aux Empereurs même, en attendant qu'ils eussent été couronnez par le Pape, après quoi seulement ils se disoient Empereurs. On appelloit aussi Roi des Romains celui qui, avant la mort d'un Empereur régnant, avoit été désigné pour son Successeur à l'Empire; bien entendu, que celui à qui il devoit succéder portat déjà lui-même le Titre d'Empereur. Cette coutume de ne pas élire un Roi des Romains, dans le sens où je prend ici ce terme, tandis que celui qui gouverne l'Empire ne porte encore que ce même Titre, paroissoit si bien fondée aux Electeurs, qu'ils, alléguèrent comme une raison, pour

pour laquelle ils ne pouvoient pas, disoient-ils, complaire à l'Empereur Maximilien I., dans le désir qu'il eut, que de son vivant, ils élussent son petit Fils pour son Successeur. Ils soutinrent que cet Empereur n'étant encore lui-même, à proprement parler, que Roi des Romains, parce qu'il n'avoit pas été couronné par le Pape, on n'en pouvoit pas élire un autre. Le Pape avoit cependant déclaré par une Bulle, comme nous l'avons rapporté ci-devant, que Maximilien devoit être regardé comme couronné de sa main, & celui-ci avoit constamment porté le Titre d'Empereur depuis ce tems-là.

§. 2. Cette subtilité est à cette heure entièrement tombée, puisque les Empereurs prennent ce Titre dès le moment qu'ils ont été sacrés en Allemagne, & que le Titre de Roi des Romains n'est plus donné qu'à celui, qui, du vivant d'un Empereur régnant, a été élu pour son Successeur à l'Empire, & couronné éventuellement sur ce pied là.

§. 3. Comme la Bulle d'Or ne parle

le point de l'élection d'un Roi des Romains, dans le sens qu'on attache présentement à ce Titre, on ne sauroit dire qu'elle donne directement aux Electeurs le droit d'y proceder de leur seule autorité. L'Exemple de Wenceslas, qu'ils élurent pour Roi des Romains à la sollicitation de Charles IV. pourroit être expliqué en leur faveur, si cet Empereur n'avoit avoué dans la Lettre qu'il écrivit en cette occasion au Pape Gregoire XI. qu'il regardoit cette élection comme irrégulière & illicite. Mais si cette élection étoit irrégulière, le procedé de l'Empereur ne l'étoit pas moins, quand il cherchoit à la faire aprouver par le Pape. Il auroit dû s'adresser pour cela aux Etats de l'Empire, comme aux seuls Dispensateurs & Interprètes de la Bulle d'Or, dans laquelle vraisemblablement on n'avoit point parlé de l'élection d'un Successeur à l'Empire, du vivant d'un Empereur, pour empêcher que la Couronne Imperiale ne devint insensiblement héréditaire par des élections anticipées.

§. 4. Cette consideration fut une

I

de

Leibni
C. D.
p. 261.

de celles que les Conféderez de Smalcalde presserent beaucoup , en exposant à l'Empereur Charles V. les raisons, pour lesquelles ils ne pouvoient pas reconnoître l'élection de son Frère Ferdinand pour Roi des Romains.

Sleidan
VIII.

„ Ils ajoutèrent cependant que , si l'Em-
„ pereur croyoit avoir besoin d'une
„ personne avec laquelle il pût parta-
„ ger les soins du Gouvernement , il
„ falloit qu'il convint auparavant avec
„ les Electeurs du sens de la Bulle d'Or,
„ & qu'ensuite on fixat par une Loi,
„ qu'on ne procéderoit plus à l'avenir
„ à l'élection d'un Roi des Romains,
„ avant que tous les Electeurs ensem-
„ ble , & six autres Princes qui leur
„ seroient ajoints , eussent jugé cette
„ élection convenable au bien Public.

§. 5. Ces représentations étant demeurées sans effet, les Electeurs passèrent hardiment à une seconde élection d'un Roi des Romains, sous le Règne dudit Ferdinand ; & comme cette élection se fit en faveur de son Fils Maximilien II. pour qui tout l'Empire marquoit beaucoup de penchant, elle ne trouva aucune opposition. Le

Ré-

Regne de Rodolphe II. fils & successeur de celui-ci, fut encore favorable aux Electeurs, pour se bien affermir dans la possession de ces elections. Cet Empereur se brouilla avec son frere Mathias, qui le depouilla de la plus grande partie de ses Etats, & comme cela lui fit craindre que, ce Prince ambitieux ne tachat des'emparer aussi du Gouvernement de l'Empire, s'il pouvoit se faire élire Roi des Romains, Rodolphe ne voulut point donner son consentement à son election. Les Electeurs ayant compris par là, que la Cour Imperiale pourroit quelques fois les croizer dans l'election d'un Roi des Romains, quand elle ne conviendrait pas avec ses interets, ils stipulerent après la mort de Rodolphe dans la Capitulation qu'ils firent jurer à l'Empereur Mathias „que, s'il arrivoit qu'un Em-
„ pereur après avoir été dûement prié
„ par les Electeurs de consentir à l'e-
„ lection d'un Roi des Romains, le
„ refusoit, sans alleguer pour cela au-
„ cune raison solide, ils auroient la li-
„ berté de passer outre sans son con-

„sentement. On ne sauroit nier que cet article, qui fut repeté dans la dernière Capitulation, après avoir été omis dans celle de Leopold & de Joseph, ne pût être très utile en de certaines conjonctures. Mais il paroît qu'il ne seroit pas facile de l'exécuter, si l'Empereur se roidissoit contre une pareille élection. Car comment s'accorder pour savoir, qui pourroit prononcer en Juge compétent sur la validité ou invalidité des raisons que l'Empereur allegueroit de son refus ?

§ 6. Les choses étoient dans cet état par raport à l'élection d'un Roi des Romains, quand les Princes & autres Etats de l'Empire, secondez de la France & de la Suede, qui regardoient ces élections anticipées comme trop favorables pour la Maison d'Autriche, demanderent au Congrès d'Onabruc, qu'on inferat dans un Article de la Paix, qui s'y traitoit alors, que la question sur la convenance de l'élection d'un Roi des Romains fût désormais décidée à la Diète, avant que les Electeurs y pussent actuellement proceder. Mais comme cette affaire
rencon-

rencontroit tant d'opposition de la part de l'Empereur & des Electeurs, qu'on n'eut pas le tems de la régler dans ce Congrès, il fallut la renvoyer à la première Diète. On y a tenu depuis ce tems là plusieurs Deliberations sur cette matière, dont voici le resultat, tiré de la dernière Capitulation, art. 3.

„ Les Electeurs ne procederont pas
„ trop facilement à l'élection d'un Roi
„ des Romains, du vivant de l'Empe-
„ reur, à moins que celui-ci ne s'ab-
„ sentat de l'Empire pour toujours, ou
„ pour trop long-tems, ou qu'il ne pût
„ pas vaquer au Gouvernement de
„ l'Empire, à cause de son âge avan-
„ cé, ou d'une maladie habituelle, ou
„ enfin à moins que quelque autre ne-
„ cessité pressante, qui interesseroit le
„ salut & la conservation de l'Empi-
„ re, n'exigeat qu'on eût recours à cet
„ expédient.

§. 7. Un Roi des Romains n'obtient proprement par son élection que le droit de succeder à l'Empereur régnant, immédiatement après sa mort; & l'on exige de lui à l'ordinaire dans la Capitulation, qu'on lui fait jurer,

qu'il ne se mêlera point du Gouvernement de l'Empire, qu'autant que l'Empereur qui est sur le Trône jugera à propos de l'en charger. Il peut arriver cependant, qu'en certains cas l'élection d'un Roi des Romains ait pour motif de l'associer en quelque manière à l'Empereur, & de donner à l'Empire comme un *second Chef* dans sa personne. L'Empereur Charles V. déclara expressement, qu'il avoit cette vûe dans l'élection de son Frère, & ce fut vraisemblablement pour cette raison que sa proposition déplût aux Princes qui s'y opposèrent. Les mouvemens, que se donnèrent les Electeurs sous le Règne de Frederic III. pour élire un Roi des Romains, tenoient aussi très-clairement à ceci, que les Etats de l'Empire eussent en sa personne un Chef, qui les soutint dans les résolutions qu'ils se verroient obligez de prendre pour le bien public, auquel ils se plaignoient que ledit Empereur négligeoit souvent de faire attention. La Cour de Rome, avec laquelle celui-ci étoit étroitement lié, & la mort de Ladislas & Podjebrat, l'un

l'un & l'autre Rois de Bohême, sur lesquels les Electeurs avoient jetté les yeux, firent échouër ce projet.

§. 8. Il est naturel, que le Roi des Romains, quel que puisse être le but de son élection, tienne le premier rang dans l'Empire, & que dans les occasions, où l'Empereur régnañt le charge de quelques unes de ses propres fonctions, il les exerce avec autant d'éclat & d'autorité que l'Empereur même. Il suit encore de la nature de la Dignité d'un Roi des Romains, que les Ambassadeurs qu'il enverroit dans une pareille occasion à quelque Cour étrangère y tinssent le même rang dont les Ambassadeurs des Empereurs sont en possession. Mais peut-être ne pourroit-on pas tirer de ces cas particuliers une règle générale pour la préséance d'un Roi des Romains sur toutes les Têtes Couronnées, non plus que du Cérémonial qu'on observa à la Cour de Vienne, quand l'Empereur Leopold eut déclaré son second Fils Roi d'Espagne. Des raisons particulières pouvoient déterminer l'Empereur à donner chez lui la
pre-

première place au Roi des Romains, qui étoit en même tems son Fils aîné. Et ces raisons ne décideroient rien pour les autres Cours. On suit au reste dans l'élection d'un Roi des Romains les mêmes règles & formalitez que la Bulle d'Or prescrit pour l'élection d'un Empereur, & les Electeurs exercent également les fonctions de leur charge à son Couronnement, voulant bien donner d'avance ces marques d'honneur au futur Chef de l'Empire.

CHAPITRE IX.

Des Vicaires de l'Empire.

§. 1. **L**A Bulle d'Or ne s'est pas bornée à remédier aux disputes qui pouvoient naitre dans l'Empire à l'occasion de l'élection d'un Empereur. Elle a pris soin encore de marquer de quelle manière l'Empire devoit être gouverné toutes les fois que le Trône Imperial viendrait à vaquer, par
la

la mort d'un Empereur ou autrement, jusqu'à ce que sa place fut remplie par une nouvelle élection. Les Princes qu'elle établit pour *Provisseurs* ou *Vicaires de l'Empire* sont l'Electeur Palatin, & celui de Saxe, & elle semble insinuer que le premier doit exercer cette Charge en qualité de Comte Palatin du Rhin, ou en vertu de la possession du Palatinat du Rhin, *ratione Principatus, seu Comitatus Palatini privilegio*. Car ces termes de la Bulle d'Or peuvent recevoir l'un & l'autre de ces sens, qui au fond reviennent à la même chose. L'Electeur de Saxe y est simplement désigné par son Office d'Archi-Maréchal de l'Empire.

A. B.
Tit. V.
§. 1.

§. 2. Comme ces deux hautes Charges de l'Empire étoient d'une grande conséquence pendant la vie même d'un Empereur, il étoit naturel que, dans la Vacance de l'Empire, le soin de pourvoir à sa tranquillité & à sa sûreté roulât principalement sur ceux qui en étoient revêtus. Le Comte Palatin du Rhin présidoit au Tribunal de Justice dans la Cour Imperiale, & jugeoit souverainement, au nom de l'Em₂

Vz. Ck.
XII.

l'Empereur & de l'Empire, de toutes les causes qui y alloient par appel de chaque Province, & qui ne concernoient pas l'honneur ou la vie des Princes mêmes de l'Empire. L'Archimarêchal veilloit de son côté en vertu de sa Charge sur la sûreté & sur le bon ordre des Diètes, dans lesquelles il exerçoit une Jurisdiction particulière sur tous ceux qui n'y venoient pas en qualité de Membres de l'Empire, mais pour y faire leurs propres affaires, comme les Marchands, ou par quelque autre cause semblable. Il étoit regardé encore, si je puis me servir de cette expression, comme le Général né des Armées de l'Empire, & comme l'Exécuteur supérieur des Sentences Criminelles contre les Délinquens du premier Ordre. Mais quelle que puisse avoir été la raison pour laquelle l'Office de Vicaire du St. Empire a été attribué dans la Bulle d'Or à l'Electeur Palatin & à celui de Saxe, on ne sauroit douter, que leur droit ne soit antérieur à cette Constitution, puisqu'elle parle de ces Offices comme d'une chose connue, & parce

parce que les autres Electeurs, (celui de Mayence en particulier) n'auroient pas manqué de les contester à ces Princes, s'ils avoient regardé cette disposition comme une nouveauté.

§. 3. En rapportant sur cet article l'opinion qui a été jusqu'ici le plus généralement suivie, je ne pretens pas entrer dans la dispute, qui s'éleva pour l'exercice du Vicariat, entre l'Electeur de Bavière & le Palatin dans l'interregne qui précéda l'élection de l'Empereur Leopold. On y pressoit fort les raisons que je viens d'alleguer en faveur de la Maison Palatine. Celle de Bavière soutenoit au contraire que les droits, attribuez par la Bulle d'Or [au Comte Palatin du Rhin, étoient transferés à elle avec l'Electorat & avec la Charge de Grand Maître de l'Empire, que la Maison Palatine possédoit cy devant, & qu'elle fut obligée de céder à la Bavière par la Paix d'Osnabruc.

§. 4. Cette raison & d'autres qu'on y joignoit, tirées de la nature de la Charge de Grand Maître de l'Empire, en Allemand *Ertz-Truchses*, ces raisons

sons, dis-je, ne laissoient pas d'être très specieuses, & l'Electeur de Bavière Ferdinand Marie, qui regnoit alors, sçeut si bien les faire valoir par son activité, & par l'adresse qu'il eut de faire entrer dans son sentiment l'Electeur de Saxe comme Con-Vicaire de l'Empire, de même que la Chambre Impériale, qui expedie tout au nom des deux Vicaires dans le cours de l'interregne; l'Electeur de Bavière, dis-je, sçeut si bien faire valoir ses raisons, qu'il se maintint pour cette fois-là dans la possession & dans l'exercice du Vicariat, malgré toutes les oppositions que l'Electeur Palatin s'efforça d'y apporter.

§. 5. Mais cette dernière Maison se trouva à son tour en des circonstances plus favorables, dans l'interregne qui suivit la mort de l'Empereur Joseph. L'Electeur de Bavière s'étoit alors attiré de facheuses disgraces par son grand attachement à la France, dans la guerre pour la Succession à la Monarchie d'Espagne, qui mit toute l'Europe en feu. L'Empereur Joseph l'avoit mis au Ban de l'Empire,

pire , & avoit rendu à la Maison Palatine la place qu'elle avoit occupée dans le College Electoral avant la Paix d'Osnabruc. Par ce moyen l'Electeur Palatin alors régnant se remit sans difficulté en possession du Vicariat & l'exerceat tranquillement. Mais comme l'Electeur de Bavière a été rétabli par la *Paix de Bade* dans son premier état , & dans tous les droits & prérogatives dont il jouissoit avant la révolution dont je parle , il y auroit eu lieu de craindre que le présent interregne ne fit revivre les disputes de ces deux Maisons , & qu'il n'en resultat de grans inconveniens dans la conjoncture critique où l'Empire est tombé par la mort prématurée de l'Empereur Charles VI. de glorieuse mémoire , si ces Augustes Maisons ne s'étoient accordées entre elles , au grand contentement de tous ceux qui aiment la tranquillité publique , pour la manière d'exercer en commun le Vicariat de l'Empire , pour la portion que la Bulle d'Or en a assigné au Comte Palatin du Rhin.

§. 6. Cette Constitution publique
par-

parle si succinctement du droit des Vicaires , qu'on ne sauroit croire qu'elle ait voulu le borner aux seules choses dont elle fait une mention expresse. Il est bien plus probable qu'il ne doit y avoir d'autre difference, par rapport au droit de gouverner le Corps Germanique , entre l'Empereur & les Vicaires établis par la Bulle d'Or, au nom du St. Empire, que celle qu'elle y met expressement, ou qui naît tout naturellement de la dignité personnelle d'un Empereur, laquelle n'est pas communiquée aux Vicaires. Cette opinion est d'ailleurs appuyée par diverses Capitulations qui, en parlant du droit des Vicaires, ne font pas mention seulement de ceux que la Bulle d'Or leur assigne, mais encore de ceux qui sont fondez sur d'anciennes pratiques & sur d'autres Loix & privilèges. On voit aussi par le fait que les Vicaires de l'Empire ont exercé sans opposition plusieurs droits, sur lesquels la Bulle d'Or garde le silence, comme sont le droit de conferer des honneurs & des dignitez, de légitimer, de don-

Cap. de
Chart.
VI. arr.
3.

donner dispense d'age & d'autres, que l'Empereur exerce comme des droits reservez.

§. 7. Un des plus beaux droits de l'Empereur, dont la Bulle d'Or refuse expressement l'exercice aux Vicaires, c'est celui de donner l'investiture des Fiefs qui sont donnez par l'étendart, par les quels on doit entendre, sans doute, ceux que les Princes de l'Empire reçoivent devant le Trone Impérial. La raison de cette défense est toute naturelle, la Dignité, à la quelle un Empereur est élevé & pour la quelle les Etats de l'Empire du premier Ordre lui marquent tant de soumission, ne sauroit être communiquée aux Vicaires, aux quels ce caractère ne donne par lui même aucun rang ni aucune supériorité personnelle.

§. 8. Comme entre les differens droits dont un Empereur jouit il y en a quelques uns qu'il exerce avec le concours des Etats de l'Empire, & d'autres qu'il exerce par lui seul sous le nom de *droits reservez*, dont il sera parlé plus particulièrement dans
la

la suite ; les Vicaires de l'Empire en usent aussi différemment. Ils font usage des premiers en leur nom commun, tels que sont, par exemple, les prérogatives de l'Empereur à la Chambre Impériale & à la Diète, & les mandemens qu'il y a à faire pour tout l'Empire en général. Ils exercent au contraire les *droits réservés* des Empereurs, chacun séparément dans le propre district que la Bulle d'Or leur assigne, en partageant les Provinces de l'Empire, pour parler dans les propres termes de cette „Constitution, „en celles qui sont dans les parties du „Rhin & dans la Suabe & du *droit* „*Franconique* ; & en celles où le *droit* „*Saxon* est observé. Je ne m'arrêterai pas à expliquer la raison de cette division de l'Allemagne, qui vraisemblablement ne se rapporte pas tant à la différence du Droit Civil, qui y étoit alors en usage, qu'à une ancienne division des Peuples sujets au Royaume de Germanie en Francs & Saxons, de la quelle les Historiens font souvent mention. Il suffira de dire qu'on met aujourd'hui communément dans
la

la Classe des Provinces du droit Franconique, celles qui sont comprises dans les Cercles du Haut & du Bas Rhin, & dans celui de Souabe, de Franconie, de Bavière, & d'Autriche. L'on range au contraire entre les Provinces du droit Saxon celles qui sont situées dans les Cercles de la Haute & de la Basse Saxe, & dans celui de Westphalie. Je ne fais point mention ici du Cercle de Bourgogne, parce que nous verrons dans la suite, en examinant la division de l'Empire en 10. Cercles, que celui de Bourgogne peut être regardé à l'heure qu'il est comme séparé du Corps Germanique.

§. 9. Chaque Vicaire établit à sa Cour pour l'expédition des affaires qui regardent particulièrement le district de son Vicariat un *Conseil Aulique*, en imitation du Conseil Aulique Impérial, dont il sera parlé plus bas, & dont la juridiction & l'activité cesse à la mort de l'Empereur. L'Electeur de Bavière & l'Electeur Palatin sont convenus dans la conjoncture présente d'en établir un en commun

mün dans la Ville d'Augsbourg, & ils ont nommé conjointement les personnes qui le doivent composer, pour y expédier en leur nom les affaires de son ressort.

§. 10. On voit bien par ce qui a été dit que les droits des Vicaires de l'Empire sont très beaux en eux mêmes, parce qu'à peu de choses près elles vont aussi loin que ceux de l'Empereur même. Mais quand on considère d'un côté la courte durée des Interregnes ordinaires, & de l'autre avec combien de ménagement l'Empereur lui même est obligé d'user de ses droits & prérogatives, on peut facilement comprendre que ceux des Vicaires doivent par le fait se réduire à peu de chose, & qu'on
Vz. §. 6. n'a guères recours au *Conseil Aulique du Vicariat* que pour des affaires qui ont besoin d'une prompte provision, & qui se passent dans le pays où ils peuvent donner quelque poids à leurs arrêts & mandemens par leur propre puissance. C'est peut être pour cette raison que l'arrangement, que la Maison de Bavière & la Palatine ont pris en-

entr'elles pour l'exercice combiné du Vicariat de l'Empire, n'a pas été du goût de l'Eleûteur de Mayence & de quelques Membres du Cercle de Souabe, dans la crainte que l'union des forces de ces deux Maisons ne donnât un trop grand relief à leur autorité.

Merc.
Hitt. de
Dec.
1749.

§. II. Ce que les Vicaires font pendant la Vacance de l'Empire, en vertu de leur Charge & conformément aux Constitutions publiques du Corps Germanique, a toute la Validité nécessaire. Cependant pour être encore plus sûr que l'Empereur qui est appelé au Trône n'y pourra rien changer, ils prennent soin de faire exiger de lui dans la Capitulation, qu'il „confirmera & ratifiera dans la meilleure forme tout ce qu'ils ont fait, „en vertu de leur Charge, pendant „l'interregne. Il est juste au reste que la Capitulation du dernier Empereur soit respectée par les Vicaires comme une de ces Constitutions publiques qui doivent régler leurs fonctions, puisqu'ils ne sauroient présumer avec aucun fondement, qu'on ait voulu

leur donner plus de pouvoir que n'en avoit l'Empereur défunt.

Art. 47. §. 12. Comme la Bulle d'Or borne expreffément la Charge des Vicaires de l'Empire à la vacance du Tronc Impérial, il s'en fuit clairement qu'elle cesse, des le moment que ce Tronc est rempli par une nouvelle élection. On trouve bien dans la Capitulation de l'Empereur Joseph un article, dans lequel les „Vicaires, dont je parle, se réservoient „expressement, qu'en cas que l'Empereur Léopold vint à mourir avant „que son Fils fût entré dans sa 18. „année, ils auroient le droit de gouverner l'Empire jusques à ce qu'il „eût atteint cet age. Il est dit encore dans la Capitulation de l'Empereur Charles VI. qui n'étoit pas encore revenu d'Espagne dans le tems qu'il fut élu, „que les dits Vicaires continueroient d'exercer leur „Charge jusques à ce que ce Prince „fût arrivé dans l'Empire, & qu'il „eût juré lui même cette Capitulation. „Mais il est aisé de voir, par les propres termes de ces deux articles, que

que dans l'un & l'autre cas ces Vicaires ne devoient pas tant être regardés comme des *Vicaires de l'Empire*, que comme des *Vicaires de l'Empereur*.

§. 13. En effet il est bien permis à un Empereur de charger quelque Prince de l'Empire de l'exercice des fonctions Impériales, lorsqu'il survient quelque chose qui ne lui permet pas d'y vaquer lui même. Mais l'autorité d'un Vicaire, dont le droit dérive de la concession de l'Empereur, & qui à cause de cela ne peut être regardé que comme le Vicaire de l'Empereur, est bien différent de l'autorité de ceux à qui le Gouvernement de l'Empire est confié par la Bulle d'Or, & qui à cause de cela sont appelez Vicaires de l'Empire. Le premier peut être obligé à rendre compte de sa gestion à l'Empereur lui même, lequel a aussi le droit de casser ce qui a été fait sans son approbation; au lieu que ce que les derniers ont fait doit nécessairement subsister, en vertu du pouvoir que la Loi leur donne, & n'est point sujet

à être révoqué ni annullé par l'Empereur, comme on vient de le remarquer.

§. 14. Je ne dis rien du Vicariat de l'Empire en Italie, que les Ducs de Savoye exercent principalement, parce que les Auteurs ne s'accordent point ni sur son origine, ni sur son étendue. Je remarquerai seulement que les plus habiles J. Ctes. de l'Empire sont dans la pensée que, s'il y avoit quelque chose à expédier pendant l'Interregne, par rapport aux Vassaux de l'Empire en Italie, cela devroit émaner des Vicaires établis par la Bulle d'Or; en quoi leur opinion semble être soutenue par ce qui a été pratiqué sous le dernier Interregne, à l'égard du Duché de Parme & de Modene, & par ce qui a été dit du Vicariat en Italie dans l'article 26. de la Capitulation de l'Empereur qui vient de mourir.

Spen. J.
P. lib.
IV. c. 9.

CHAPITRE X.

De la Féodalité des Membres de l'Empire, par laquelle ils sont liez avec leur Chef, & entre eux. Compatibilité de cette qualité avec la Souveraineté.

§. 1. **I**L a déjà été remarqué cy-des- Ch. 3. sus, qu'il convenoit que le vaste Corps Germanique, composé de tant de Membres qui diffèrent entre eux à plusieurs égards, eût un Chef commun, qui ferrat les nœuds qui unissent ses Membres, & qui leur donnât du mouvement. Nous essayerons à présent de développer la nature de cette union du Chef & des Membres, par le moyen de la *Féodalité*, & nous montrerons, qu'encore que cette liaison ressemble extérieurement à celle qui se trouve dans les Monarchies limitées entre le Monarque & ceux quiconcourent avec Lui au Gouvernement, & qu'en cette considération le Corps Germanique est appelé
avec

avec raison un *Empire* ; cela n'empêche pas qu'il ne retienne tout l'essentiel d'un Etat composé, & qu'ainsi les Membres qui en font partie ne soient autant souverains chacun chez eux, que le but naturel d'une Confédération le peut permettre.

§. 2. La manière dont les Membres du Corps Germanique sont liez avec l'Empereur, comme avec leur Chef, consiste en ce qu'ils reconnoissent les Pais qu'ils possèdent pour Fiefs de l'Empire & qu'ils en reçoivent l'investiture, les Electeurs & les Princes de l'Empire tant Ecclesiastiques que Temporels devant le Trône Imperial, & les Comtes & Barons qui ont suffrage à la Diète, au Conseil Aulique de l'Empereur & de l'Empire.

§. 3. Cette coûtume de posséder un Pais à Titre de Fief de la Couronne ; c'est-à-dire, avec une obligation particulière à la fidélité envers l'Empire, dont il relève immédiatement, & envers celui qui en est le Chef ; tire sa véritable origine du Gouvernement des Francs, & de la manière dont ils en usèrent envers les Peuples

ples qu'ils soumirent. Les Rois crurent avec raison qu'ils ne pouvoient pas mieux affermir leur Empire dans les Provinces conquises, qu'en les distribuant entre la Noblesse, qui avoit suivi leurs étendars; mais sous cette condition, que ceux à qui ils en accordoient le Gouvernement & les Revenus, à certaines choses près qu'ils reservoient pour les Domaines de la Couronne, s'engageassent à la fidélité envers eux & à des services militaires, lorsque le bien de l'Etat le demanderoit. Si encore dans la Nation conquise quelqu'un se soumettoit à leurs armes de bonne grace, ils le laissoient aussi volontiers dans la possession de ses Terres, & de son Gouvernement, sous la même condition. Cette Méthode de s'assurer de la Fidélité des Principaux Sujets étoit non seulement très propre à étendre & à affermir les Conquêtes des Francs, mais très convenable encore au caractère d'une Nation aussi belliqueuse, & aussi jalouse de sa liberté que l'étoient ces Vainqueurs & les autres
Peu-

Peuples Germaniques qui se rangèrent sous leur domination.

§.4. Il arriva cependant, comme nous l'avons déjà remarqué, un grand changement par rapport à ces Fiefs, en ce qu'ils devinrent insensiblement héréditaires, au lieu qu'au commencement de cet établissement, ils n'étoient donnés qu'à vie, & qu'après la mort du Possesseur qui les tenoit avec les susdites Charges, il étoit libre au Roi de les conférer à d'autres. Mais quoique ce changement fût un des principaux moyens par lesquels les Vassaux de la Couronne parvinrent à la Souveraineté, ils ne laisserent pas de comprendre, qu'il ne leur convenoit pas de se soustraire entièrement à l'Empire, auquel ils étoient sujets, non seulement parce qu'ils se détruiraient peut-être eux mêmes par des jalousies & des guerres civiles, qui naîtroient de leur désunion, mais encore parce qu'ils ne feroient pas en état de résister, chacun par sa propre force, aux Nations barbares qui infestoient & ravageoient alors l'Allemagne, du côté du Nord & de l'Orient.

§. 5. Les grands Vassaux de l'Empire ne se prévalurent donc point de l'occasion qu'ils eurent, dans le tems de la déposition de Charles le Gros, & de l'extinction des Rois Carlovingiens en Allemagne, pour former des Etats séparés. Il leur plut au contraire de se conserver un Chef commun, & de continuer à reconnoître leurs Provinces pour des Fiefs de l'Empire. En effet rien ne convenoit mieux à ceux qui vouloient former ensemble un seul Corps Politique, que de regarder les Etats qu'ils gouvernoient comme une portion de l'Empire entier, & de s'engager à persévérer dans une étroite & constante union avec lui ; de prendre conjointement avec les autres Membres les mesures nécessaires pour le bien général, & de ne rien entreprendre contre l'intérêt de tout le Corps. Ayant de plus formé la résolution de se choisir toujours un Chef commun & de le regarder comme le centre de leur union, & comme le Représentant de la Majesté Souveraine de l'Empire, il étoit fort naturel que chacun déclarât

rat devant celui qui seroit élevé à cette Dignité, qu'il seroit fidèle à l'Empire, & qu'il auroit pour le Chef de tout le Corps le respect & la soumission que cette union demande. Si l'état des Membres de l'Empire n'a pas été tel depuis que les Descendants de Charles-Magne ont cessé d'occuper le Trône Germanique, on voit au moins par l'Histoire qu'ils ont eu cette vûe dès-lors, & il faudroit vouloir fermer les yeux pour ne pas reconnoître ce système dans le présent Gouvernement de l'Allemagne.

§. 6. Dans cet état des choses on sera obligé d'avouer que l'obligation, où sont les Electeurs & les Princes de l'Empire de reconnoître encore aujourd'hui les Etats qu'ils possèdent pour des Fiefs de l'Empire, & d'en recevoir l'investiture devant le Trône de l'Empereur, n'est point incompatible avec leur Souveraineté, parce que le Serment qu'ils prêtent à cette occasion les engage seulement à ne pas exercer leurs Droits de Souveraineté au préjudice du bien commun de l'Empire, ni d'une manière, qui

qui puisse blesser l'honneur & le respect
qui sont dûs à celui qui en est le Chef.
Il est vrai que la manière humble,
avec laquelle les Princes de l'Empi-
re demandent à l'Empereur l'Investi-
ture de leurs Etats par leurs Ambas-
sadeurs, & l'élévation dans laquelle
celui-ci paroît en la leur donnant,
obloüit non seulement les Spectateurs,
mais porte quelques fois les Empe-
reurs eux mêmes à confondre les Fiefs
de l'Empire avec les Fiefs ordinai-
res, qui dérivent véritablement de ce-
lui qui en donne l'investiture, & qui
par conséquent a beaucoup plus de
droit sur ses Vassaux, que l'Empe-
reur ne sauroit s'en arroger sur les Vas-
saux de l'Empire.

§. 7. Or rien ne prouve mieux que
les Fiefs que possèdent les derniers ne
s'élèvent pas, à proprement parler, de
l'Empereur, mais de l'Empire, que
les précautions que l'on a prises pour
empêcher que l'Empereur ne pût point
apporter d'obstacle au renouvellement
de l'investiture de ces Fiefs, & qu'en
cas que quelques uns des grands Fiefs
de l'Empire vinssent à vaquer par l'ex-
tin-

inction de ceux qui ont droit d'y succeder; l'Empereur ne pût pas en disposer à son gré à la manière de celui qui est véritablement le Seigneur direct du Vassal. L'Article II. de la Capitulation de l'Empereur Charles VI. porte expressement, „que l'Em-
„pereur donnera aux Electeurs, Prin-
„ces & Etats de l'Empire l'investitu-
„re de leurs Etats, sans aucune con-
„tradiction ni opposition, & qu'il
„n'étendra pas *en faveur de sa Mai-*
„*son* les engagemens dans lesquels ces
„Vassaux sont envers l'Empire; que
„s'il arrivoit, qu'un Fief considérable
„de l'Empire, tel que seroit un Ele-
„ctorat, une Principauté, un Com-
„té, ou Seigneurie, ou Ville libre,
„vint à vaquer, faute de Successeurs,
„ou par privation pour crime de Fé-
„lonie; les Electorats ne seroient pas
„donnés à un autre, sans le consen-
„tement du Collège Electoral; les
„Principautés, Comtés, & Seigneur-
„ries, sans le consentement du Collé-
„ge des Electeurs & des Princes, &
„sans le consentement aussi du Colle-
„ge des Villes libres, si le cas regar-
„doit

doit une Ville libre ; qu'il ne sera pas permis à l'Empereur d'accorder des expectatives sur quelques Fiefs, mais qu'ils devront être réservés & destinés aux besoins de l'Empire & à l'entretien des Empereurs. Il est dit aussi à la fin du X. Article de ladite Capitulation, que l'Empereur même ne manquera pas de recevoir de l'Empire l'investiture des Fiefs vacans, qui parviendroient à sa Maison avec l'approbation des Etats de l'Empire, ou de reconnoître ces Fiefs par quelque Déclaration donnée par écrit, si la voye de l'Investiture n'étoit pas convenable ou faisable.

§. 8. Ce que je viens de dire de la nature des Fiefs de l'Empire, & des engagements de ceux qui en reçoivent l'investiture, fait aussi connoître, en quel cas on peut véritablement dire qu'un Membre de l'Empire ait agi contre son devoir envers son Chef, & avec quel soin il faut se garder de confondre ce qui peut blesser l'Empereur comme tel, & ce qui est contraire à ses intérêts en quelque autre qualité, comme, par exemple, en qualité-

lité de Souverain de quelque Province comprise au rang de ses propres Etats ; d'autant plus , qu'il est arrivé souvent , que les Empereurs ont paru avoir oublié cette distinction , en regardant une Alliance opposée aux intérêts particuliers de leur Maison , même pour des Païs qui n'avoient aucune liaison avec l'Empire , comme contraire aux devoirs des Princes de l'Empire envers l'Empereur , en qualité de Chef du Corps Germanique.

§. 9. On peut enfin juger aussi par les engagements que les Membres de l'Empire prennent dans le Serment qu'ils prêtent en recevant l'Investiture de leurs Etats , de quelle manière ils doivent en qualité de Membres d'un même Corps agir les uns envers les autres , & dans quelle obligation ils sont de concourir à tout ce qui sert au soutien de l'Empire & d'user tellement de leur Souveraineté , qu'en la rapportant au bien de leurs propres Etats , ils ne fassent pourtant rien qui soit contraire au bien général , ni aux Constitutions , qui ont été faites là-dessus d'un commun accord.

CHA-

CHAPITRE XI.

Du Ban de l'Empire & de la Déposition des Empereurs.

§. 1. **A**près les réflexions que je viens de faire sur la nature du Serment de Fidélité, par lequel les Membres de l'Empire se lient entr'eux & avec leur Chef, il est naturel que je parle aussi des mesures qu'on a prises de tout tems, soit contre les premiers quand ils ont osé violer leurs engagements d'une manière marquée; soit contre le Chef même, quand il a voulu attenter à la liberté de tout le Corps.

§. 2. Dans le cas où un Membre de l'Empire se rendoit coupable de violation de sa fidélité, l'Empereur avoit le droit de faire examiner les articles de l'accusation qu'on portoit contre le Délinquant devant un Tribunal, composé de quelques uns des premiers Vassaux de l'Empire qu'on prenoit principalement de la Provin-

L

ce

ce de laquelle étoit l'accusé. On trouve dans l'Histoire plusieurs exemples où l'horreur des Juges pour une infidélité ouverte & insigne contre l'Empereur & l'Empire, alloit si loin, qu'ils n'hésitoient pas de condamner à mort celui qui étoit convaincu d'un tel crime, comme il arriva entr'autres à Tassilon, Duc de Baviere, lequel s'étoit ligué avec les Huns contre l'Empereur Charles-Magne. Mais à l'exception de quelques Comtes, & cela encore dans les tems les plus reculez, on ne trouve pas qu'une sentence de mort ait été actuellement exécutée. Dans la suite des tems on se contenta de mettre au *Ban de l'Empire*, c'est-à-dire, de dépouiller de sa Dignité, & de ses Etats celui qui avoit agi en ennemi de l'Empereur & de l'Empire.

§. 3. Cette manière de procéder contre des Membres de l'Empire, capables de pouvoir oublier leur fidélité envers tout le Corps & son Chef, assuroit non seulement la tranquillité de l'Empire, mais sembloit en même tems fort propre à garantir les

les Innocens contre l'injuste violence, qu'un Empereur puissant & ambitieux auroit voulu employer contre eux. Mais comme ceux qui suivent plus leur passion que la justice, trouvent souvent le moyen de faire un mauvais usage des Constitutions & des Ordonnances les plus sages & les plus justes en elles mêmes, on comptera peut-être autant & même plus d'exemples, où le Ban & la Proscription ont été injustement exercez, que de ceux où une semblable Procedure ait été tout-à-fait juste & impartiale.

§. 4. On auroit crû, qu'à mesure que la Supériorité Territoriale des États de l'Empire approchoit plus de la nature d'une véritable Souveraineté, les occasions d'employer contre eux le *Ban de l'Empire* devoient devenir plus rares, & que les précautions contre les entreprises d'un Empereur puissant devoient augmenter. Mais il arriva tout le contraire. L'érection du Conseil Aulique, sur le pied, où l'Empereur Maximilien I. le mit, & où il est encore aujourd'hui, fit tomber l'ancien usage de juger,

par un Conseil formé de leur propre Corps, les affaires qui regardoient immédiatement la personne des Princes & autres Membres de l'Empire. On en vit les funestes suites sous le Règne de Charles V., qui suivit si peu à l'égard de l'Electeur de Saxe Jean Frederic, & du Landgrave de Hesse Philippe le Magnanime, les deux Chefs de la Ligue de Smalkalde, ce qu'il avoit promis d'observer dans sa Capitulation touchant l'exercice du Ban de l'Empire, qu'il n'hésita point de les déclarer déchus de leur Dignité & de leurs Etats, sans aucune formalité, & de prononcer même un arrêt de mort contre le premier.

§. 5. Ferdinand II. imita l'exemple de son Prédécesseur, dans la procédure contre l'Electeur Palatin & ses Adhérens, comme nous l'avons rapporté ci-dessus. Mais l'irrégularité de cette conduite allarma tellement tout l'Empire, & les Electeurs en particulier, qu'ils firent promettre aux Empereurs suivans dans leur Capitulation, „qu'ils n'exerceroient plus le „Ban de l'Empire qu'après une meure

Cap.
Leop.
art. 28.
& Joseph.

„re Consultation avec les Electeurs
„assemblés en Corps, & avec leur con-
„sentement unanime.

§. 6. L'Empereur Joseph crut avoir observé cet article de sa Capitulation, dans la Proscription qu'il fit publier d'une manière fort solennelle contre le dernier Electeur de Bavière & contre son Frère, l'Archevêque de Cologne. Mais comme on étoit déjà convenu alors à la Diète, dans le projet d'une Capitulation perpétuelle qu'on venoit d'y dresser, que les précautions devoient être encore plus grandes dans la Procédure contre un Membre de l'Empire accusé de Felonie, plusieurs Princes crurent que ledit Empereur auroit dû y faire quelque attention.

§. 7. Les représentations qu'ils firent alors à la Cour Imperiale ont eu cet effet, que les Electeurs ont inséré mot à mot dans la Capitulation du défunt Empereur Charles VI. ce que ledit projet de la Capitulation perpétuelle porte sur cet article. En voici le précis : „L'Em- Arr. 10.

„pereur aura soin que désormais
„aucun Membre de l'Empire, de quel
„rang qu'il puisse être, ne soit mis
„au Ban, sans des causes suffisantes,
„ni sans avoir été ouï, nî sans l'avis
„& le consentement des Electeurs,
„Princes, & Etats de l'Empire; que
„les Tribunaux de l'Empire devant
„lesquels on aura procédé contre
„l'Accusé enverront leurs Conclusions
„& les Actes du Procès à la Diette,
„où l'on en fera la révision par des
„Députez des trois Collèges, en
„nombre égal de l'une & de l'autre
„Religion, & particulièrement assem-
„blement pour ce sujet, lesquels fe-
„ront en suite un raport du résultat
„de leurs conférences aux Electeurs,
„Princes & Etats; & lorsque ceux-
„ci se seront accordés sur une sen-
„tence définitive, & que cette sen-
„tence aura été approuvée par l'Em-
„pereur, il la fera publier en son
„nom, & exécuter par le Duc du
„Cercle dont le condamné sera Mem-
„bre.

§. 8. Il auroit été utile encore &
convenable à la dignité & à l'état
pré-

présent des Princes de l'Empire , de ceux sur tout dans les quels on voit briller une Souveraineté égale par ses Droits à celle des Têtes Couronnées , que l'on fût convenu aussi d'un changement du formulaire du Ban , & que l'on en eût retranché ce qui ne s'accorde plus avec la présente forme du Corps Germanique. Mais quel que soit l'appareil avec lequel les Empereurs ont publiez jusques ici une sentence de cette nature , ceux qui savent démêler en matière de Politique la realité des choses d'avec l'apparence ne disconvientront pas , que cette manière de proceder contre un Membre de l'Empire , accusé & convaincu d'avoir agi contre le bien commun , ne puisse fort bien subsister avec la Souveraineté des Etats , qui forment entr'eux un même Corps , dont le St. Empire renferme toutes les qualitez essentielles. Car la publication du Ban de l'Empire est à proprement parler une déclaration de guerre , qu'on fait à celui que ce Ban régarde , après une juste recherche de sa
con-

conduite, instituée par ceux qui, en vertu des Ordonnances, dont tout le Corps est convenu, sont autorisés à y procéder. La Grece nous fournit des exemples d'une pareille conduite tenuë par le Corps des Villes Confédérées contre celles, qui s'étoient renduës coupables d'une violation manifeste des Loix de leur Confédération; aux quelles cependant on ne contestoit pas, en exécutant les résolutions prises contre elles, leur liberté, ni leur indépendance. Il y a des adulateurs de la Puissance Impériale, qui s'efforcent de tirer de la prérogative dont l'Empereur jouit, de publier en son nom, & de faire exécuter l'Arrêt du Ban contre ceux qui l'ont encouru, un argument contre la Souveraineté des Etats de l'Empire. Mais comme ils rejetteroient sans doute le raisonnement de celui qui conclurroit du droit qu'on attribué aux Etats de l'Empire, de pouvoir déposer l'Empereur, que celui-ci dépende de ceux qui le déposent, ils doivent avoüer aussi que leur pro-

propre raisonnement n'est pas concluant.

§. 9. L'Histoire nous fournit l'exemple d'un grand nombre de Rois & d'Empereurs , que les Peuples Germaniques , sur les quels ils régnoient , ont déposés ; de quoi l'on sera moins surpris, quand on considérera que le Gouvernement , au quel ces Peuples étoient fort attachez , & qu'ils introduisoient dans tous les Pays, où ils établirent leur domination, étoit tel , que les Grands du Royaume partageoient le pouvoir souverain avec le Roi , exigeans de lui qu'il fût aussi religieux & aussi fidèle dans l'observation de ses engagements, qu'il vouloit lui même que les autres le fussent dans les Charges qu'ils exerçoient sous lui , chacun dans son Département. Si l'on avoit quelques griefs contre l'administration du Roi, on lui en demandoit le redressement aux Diètes générales , ou à celles qu'on tenoit dans la Province que ces griefs régardoient particulièrement. Et quoique les Evêques assistassent aussi à ces Diètes, soit gé-

né-

nérales, soit Provinciales, ils n'avoient pas plus de droit de faire des rémontrances au Roi, que les Princes Séculiers, jusques au tems de la révolution qui opéra la déposition de Chilperic, le dernier des Rois Mérovingiens.

§. 10. Comme ce fut particulièrement par le secours du Pape & du Clergé, que *Pepin* monta alors sur le Trône, & qu'on fit accroire au Peuple, que c'étoit le Ciel même qui établissoit ce Prince sur eux; les Evêques en prirent occasion de se faire regarder comme principalement autorisez à controller le Gouvernement des Rois, & à les déclarer déchus de leur droit de regner, lorsqu'ils étoient accusez d'en faire un mauvais usage. On en vit un exemple remarquable dans la personne de *Louis le Débonnaire*, à qui les Evêques ôtèrent & remirent deux fois la Couronne sur la Tête avec un grand air d'autorité. La déposition de *Charles le gros*, de *Henry IV.* d'*Othon IV.* & de *Frédéric II.* fut aussi principalement l'ouvrage des Evêques, sou-

te-

tenus en cela, depuis la déposition de Henri IV. par les Papes, qui leur prétoient volontiers leurs foudres, pour mieux terrasser celui qu'ils vouloient priver de la Couronne. Souvent aussi la Cour de Rome étoit la première à mettre en mouvement les Princes d'Allemagne, tant Ecclesiastiques que Séculiers, en lançant l'excommunication contre les Empereurs, & en fournissant par là à des Vassaux mécontents un moyen de couvrir leurs mauvaises vûes du manteau de la Religion. Ce fut pourtant toujours à une Diette des Etats de l'Empire que ces dépositions furent résolûes ; si on en excepte l'Empereur Frédéric II. que le Pape fit déposer au Concile de Lion ; d'où il commanda avec autorité aux Evêques d'Allemagne, de procéder avec les autres Princes de l'Empire à l'élection d'un nouvel Empereur.

§. 11. Ainsi l'on regarda comme une chose indubitable, comme l'Archevêque de Mayence le déclara expressément dans l'élection de Henry V. substitué à son Père, à qui l'on
avoit

avoit ôté la Couronne ; „ que ceux „ qui avoient le droit d'élire les Em- „ pereurs , avoient aussi le droit de les „ déposer ; Et ce fut conformément à ce principe que les Electeurs , sous le Règne d'Adolphe de Nassau , crurent que leur autorité suffisoit pour la déposition de ce Prince , parce qu'ils étoient déjà alors dans la possession exclusive d'élire les Empereurs. Ils manifestèrent encore plus le droit qu'ils prétendoient avoir de déposer les Empereurs , en privant Wenceslas de la Dignité Imperiale , avec l'apparence d'une formalité juridique ; & s'ils ne négligèrent point de faire aussi entrer quelques Princes & Comtes de l'Empire dans leur parti , ce fût moins pour rendre l'Arrêt qu'ils prononçoient contre Wenceslas plus légitime , que pour en rendre l'exécution plus aisée.

§. 12. Il y auroit sans doute beaucoup à redire sur tous ces exemples de la déposition des Empereurs , que je viens de rapporter. Mais on en peut au moins tirer cette conséquence claire, que les Etats de l'Empire ont

ont crû, qu'il leur étoit permis, conformément à la nature & au but des Societez civiles en général, de ne plus reconnoître pour leur Chef celui qui entreprendroit de gouverner le Corps Germanique d'une manière contraire à la liberté de ses Membres, & aux devoirs que lui imposent les Loix fondamentales de l'Empire & le serment qu'il prête à son Couronnement. En suivant ce principe, & en prenant des précautions nécessaires contre toute infraction des Loix & contre toute oppression de leur liberté, les Etats de l'Empire ne font que ce que la raison & la prudence leur dictent. Mais il ne seroit ni utile pour eux, ni bienseant pour le Chef de l'Empire, qu'ils portassent leur précaution jusqu'à vouloir insérer dans la Capitulation d'un Empereur que, dès qu'il en auroit enfreint quelque article, il seroit regardé comme déchu par le fait, *ipso facto*, de sa Dignité, & que les Electeurs auroient la liberté de remplir sa place par un autre.

§. 13. Il semble aussi que les Electeurs

teurs iroient trop loin, s'ils vouloient citer un Empereur devant eux, & le condamner comme ses Juges, quoi qu'il soit particulièrement de leur incombance de veiller sur la conduite d'un Empereur, de lui faire des représentations également fortes & respectueuses sur les griefs qu'on auroit contre son Gouvernement, & de prendre, en cas de mépris ouvert de leurs remontrances, les mesures les plus propres pour arrêter ses entreprises illegitimes & dangereuses. En agissant ainsi, personne ne pourroit les blâmer, si dans cette extremité ils procedoient enfin à la déposition de l'Empereur, ou à l'élection d'un Roi des Romains, au quel ils confieroient alors le salut de l'Etat, comme j'ai rapporté ci-dessus qu'on avoit pensé de le faire sous l'Empereur Frédéric III. La prudence veut sans doute, que les Electeurs concertent toutes ces démarches avec les autres Membres de l'Empire, s'ils ne veulent pas y échouer. Mais il semble de plus, que dans l'état present du Corps Germanique, on ne pourroit

ne doit négliger leur consentement, sans
blesser le droit que le VIII. Article
de la Paix d'Osnabruc paroît leur
avoir accordé.

§. 14. Au reste ce que la Bulle
d'Or dit de l'Electeur Palatin com-
me du Juge, devant le quel il est
permis de convenir un Empereur,
ne regarde que les differens qu'il peut
avoir, considéré comme un particu-
lier, pour des causes civiles, à l'égard
des quelles il étoit naturel qu'elles
fussent portées devant le Comte Pa-
latin, puis qu'anciennement il étoit à
la Cour de l'Empereur le Juge ordi-
naire & suprême dans l'Empire. Tous
les Princes, qui aiment la Justice, ne
refusent point de répondre aux plain-
tes de cette nature devant le Tribu-
nal qu'ils ont eux mêmes déclaré
competent pour cela, & de laisser
un libre cours à la Justice dans les
Procez qu'ils pourroient avoir com-
me particuliers.

Tit. V.
§. 3.

C H A P I T R E XII.

*De la Chambre Imperiale, & du Conseil
Aulique, qui servent à juger les Procès
des Etats de l'Empire, & à maintenir
par ce moyen la Paix publique.*

§. 1. **A** Près avoir parlé en general
du Chef du Corps Germa-
nique & de ceux qui remplissent sa
place en quelques circonstances,
il est tems que je parcoure les prin-
cipales prérogatives dont il jouit dans
le Gouvernement de l'Empire, en
commençant par celle qu'il exerce
dans l'Administration de la Justice,
qui est la principale base de la sûre-
té & du repos des Etats, & la cho-
se que ceux qui les gouvernent doi-
vent avoir le plus à cœur. On peut
dire qu'elle n'a été nulle part obser-
vée avec plus d'exactitude, & d'une
manière plus accommodée au bien
commun & particulier, qu'en Allema-
gne, tant que les sages Loix & Cōs-
tumes des Francs y ont été respectées.
Cha-

Chaque Province étoit alors partagée en un certain nombre de Cantons, que l'on subdivisoit en plusieurs petits *Balliages*. Chacun de ces Cantons & de ces *Balliages* étoit pourvû d'un Chef qui y exerçoit la Justice, avec titre de *Comte*; & comme ces Comtes étoient quelques fois obligez de suivre les étendards de l'Empire pour des expéditions militaires, ce qui les détournoit de leur Office de Juges, ils avoient dans chaque *Balliage* un Substitut qui portoit le titre de *Préfet*, & dont les *Affesseurs* étoient appelez *Echevins*.

§. 2. Outre ces Juges, établis dans chaque Province, il y avoit encore à la Cour du Roi un Souverain Tribunal, sous la direction du Comte Palatin, auquel on pouvoit appeller d'une Sentence des Comtes, par laquelle on se croyoit grévê. Les Rois envoyoient outre cela une ou deux fois par an leurs Commissaires par toutes les Provinces, pour y juger les Causes qui n'étoient pas de la compétence des Comtes, ou qui seroient allées par Appel au Banc du Roi.

§. 3. S'il y avoit quelque differend entre les Comtes mêmes, ou entre les Comtes & un Membre Supérieur de l'Empire, pour cause civile, les Commissaires du Roi avoient aussi le pouvoir de les vuider; & à leur défaut, ils étoient portez devant le Comte Palatin, qui les jugeoit sous les yeux du Roi. Mais si l'affaire regardoit l'honneur & la vie, ou l'office & les terres d'un Duc, ou d'un Comte, elle ne pouvoit être décidée qu'à une Diète Générale ou Provinciale, à laquelle le Roi assistoit. Les différens qui naissoient dans la Famille Royale, & les plaintes que l'on formoit contre le Gouvernement du Roi, étoient aussi portées à la Diète, ou devant un Conseil formé extraordinairement par les principaux Vassaux de la Couronne. Le Comte Palatin jugeoit enfin des procès que l'on avoit avec le Roi pour Cause civile, & considéré comme Particulier.

§. 4. Ce bon ordre, par rapport à l'administration de la Justice par tout l'Empire, se conserva aussi long-temps que

que les Rois & les Empereurs scûrent se maintenir dans la juste Autorité, que les Loix leur accordoient. Mais dès que cette Autorité fût ébranlée par les Guerres Civiles, & par les Révolutions dont nous avons parlé, en dépeignant les moyens, par où les Etats de l'Empire se sont rendus Souverains chez eux; les choses changèrent extrêmement de face. Comme on ne pouvoit pas aller avec sûreté à la Cour de l'Empereur pour y poursuivre son procès, & que l'exécution de la sentence, qu'on y auroit obtenu, auroit été encore plus difficile, les Ducs, comme les plus Puissans Membres de l'Empire, en prirent occasion d'ériger des Tribunaux dans leurs Provinces; & les Etats du Païs y consentirent volontiers dans le commencement, parce que les Ducs concertèrent avec eux les Loix & les Ordonnances, que les Juges de ces Tribunaux devoient suivre dans leur Procedure & dans leurs Arrêts.

§. 5. Les Empereurs érigèrent aussi dans les Provinces qui avoient autrefois dépendu immédiatement de la

Couronne, & dans lesquelles par conséquent leur Autorité s'étoit mieux conservée, de nouveaux Tribunaux, leur donnant pouvoir de juger des Causes, dont j'ai dit qu'on pouvoit appeller du Tribunal des Comtes à celui de la Cour. Tel étoit en particulier le Conseil Aulique que l'Empereur Conrad III. établit en 1145. dans la Ville de Rotweil, dont la Jurisdiction s'étendoit par toute la Souabe, & dont l'autorité fut très grande jusques au tems de l'Empereur Maximilien I., sous le Règne duquel nous allons voir que furent érigés les deux Souverains Tribunaux de l'Empire, qui subsistent encore aujourd'hui.

§. 6. Avant ce changement l'Empire se trouva long-tems dans un état bien triste, par raport à l'administration de la Justice ; sur-tout lorsqu'il s'agissoit de vider les differens & les procès que les Etats de l'Empire avoient entr'eux. Plus l'autorité des Empereurs alla en décadence, au milieu des troubles qui agitérent leur
Règne,

Règne, plus les Membres de l'Empire s'accoutumèrent-ils à recourir à leurs propres forces, & à décliner les Tribunaux de l'Empire dont l'autorité n'étoit plus que précaire. Ces désordres allèrent si loin, pendant le long interrègne, occasionné par la déposition de Frederic II. qu'ils auroient vraisemblablement bouleversé l'Empire, si l'on avoit différé plus longtemps à pourvoir l'Empire d'un nouveau Chef.

§. 7. Les Parties, qui avoient des démêlez ensemble, essayoient bien quelques fois de les composer par des Arbitres, auxquels ceux qui ne reconnoissent point de Supérieur recourent à l'ordinaire. Mais cette manière de finir des disputes ne réussit guères, qu'autant que les Parties veulent bien acquiescer à la sentence des Arbitres; parce que ceux-ci ne peuvent pas tirer du consentement de ceux qui les employent le droit d'exécuter leur sentence par la force. Il falloit donc nécessairement avoir recours à un autre remède, pour donner un tel pouvoir à ces Juges; & ce remède

de consistoit en des confédérations ; que les Villes libres de l'Empire , & à leur exemple plusieurs autres Membres du Corps Germanique firent ensemble , dont le but étoit de maintenir la Paix publique , & dans lesquelles on convenoit , tant de la manière , dont les disputes qui naîtreient entre les Confédérez seroient applanies , que des moyens que l'on devoit employer contre ceux qui troubleroient la paix & la sûreté commune.

§. 8. Mais quel frein est capable de retenir ceux qui se sentent fort supérieurs en force , & comment tenir long-tems unis ceux que la jalousie du rang & des prérogatives divise continuellement ? Ces jalousies furent cause que la Confédération des Princes & des Villes ne dura pas , & leur rupture produisit de funestes guerres. Quelques Empereurs, voulans tirer avantage de ces divisions pour le rétablissement de leur autorité , favorisoient pour l'ordinaire le parti des Villes , chez lesquelles ils trouvoient moins d'oppositions contre leur Gouver-

vernement. Mais peu s'en fallut que Wenceslas, qui employa cette Politique, ne s'attirât par-là, dès le commencement de son Règne, toutes les disgraces qu'il éprouva dans la suite. Il ne les évita alors qu'en se rangeant du côté des Princes pour laisser opprimer les Villes ; après quoi l'on convint d'abolir toutes ces Confédérations, qui marquent la foiblesse de ceux qui gouvernent, & de maintenir la Paix publique par les résolutions qu'on prendroit aux Diètes contre ceux qui tenteroient de l'enfreindre.

§. 9. On sentoît cependant de plus en plus qu'il n'étoit pas possible d'affermir cette Paix, sans établir un Tribunal respecté par tous les Membres de l'Empire. Mais la difficulté étoit de faire consentir les Empereurs, à mettre ce nouveau Tribunal sur un tel pied, que tous ces Membres y eussent part. L'amour de la tranquillité publique auroit dû les y déterminer ; & Frederic III., qui ne voulût point se rendre aux fortes sollicitations des Electeurs & des autres
Mem₂

Membres de l'Empire, auroit dû comprendre, par la triste expérience qu'il en faisoit à chaque instant, que dans l'état où étoit alors le Corps Germanique, les Empereurs avoient absolument besoin du concours de l'Empire pour donner du poids à leur Autorité. Mais ce ne fut que sous son Fils Maximilien I. qu'un ouvrage si désiré & si nécessaire pour le repos public fut enfin consommé. Peut-être l'auroit-il renvoyé, comme avoit fait son Père, s'il n'avoit pas eu besoin du secours de l'Empire pour venger l'affront qu'il venoit de recevoir du Roi de France, par l'enlèvement de la riche héritière du Duché de Bretagne, & pour arrêter les desseins de cette Cour sur l'Italie.

Charles
VIII.

§. 10. Il fut donc conclu à la première Diète, qui se tint sous le Règne de Maximilien I. à Worms en 1495. que l'on érigeroit un Tribunal, dont l'Empereur & l'Empire nommeroient les Juges, & dont ils régleraient la Procédure par de bonnes Ordonnances. On convint en même tems d'une Constitution, par laquelle on dé-

défendit par tout l'Empire, & pour toujours sous les plus fortes peines, toute voye de fait. Et afin que les résolutions, que l'on venoit de prendre, aussi bien que les Arrêts que le nouveau Tribunal prononceroit, pûssent avoir plus de force, on divisa peu de tems après tout l'Empire en dix Cercles, dans chacun desquels on prit les arrangemens les plus propres au maintien de la tranquillité publique, comme nous le ferons voir dans la suite. Ce Souverain Tribunal de l'Empire eut le nom de *la Chambre Imperiale*. Il conserve encore ce nom, quoi qu'il soit appelé quelques fois la Chambre de *Wezlar*, parce qu'il a eu son Siége dans cette Ville, depuis l'an 1696. après le saccagement du Palatinat & de la Ville de Spire, où la Chambre Imperiale avoit siégé auparavant depuis l'an 1530.

§. II. Rien n'étoit plus juste que le desir des Etats de l'Empire, d'avoir au milieu d'eux un Tribunal, qui pût juger de leurs differens, d'une manière convenable à la Liberté Germanique, laquelle approchoit déjà beaucoup

coup de la Souveraineté. C'étoit-là en effet le seul moyen d'empêcher, que chacun n'eût recours à ses propres forces, & que le plus foible ne devint la proie du plus puissant. Les Empereurs conservèrent aussi toutes les prérogatives, convenables à leur Dignité & au bien du Corps, dont ils sont le Chef. On permit non seulement que toutes les Sentences & Mandemens fussent publiez & exécutez en leur nom ; „ mais on leur „ réserva encore la connoissance des „ causes qui regarderoient les Princes, „ pautez, les Duchez, les Comtez, „ & d'autres grands Fiefs de l'Empire, „ quand il s'agiroit de les adjuger totalement & finalement à l'une des „ Parties.„ Il eut été seulement à souhaiter pour les Etats de l'Empire, qu'ils n'eussent pas oublié leurs vûes, dans le tems qu'ils auroient dû le plus redoubler leurs efforts & leur vigilance pour l'exécution des bonnes résolutions de la Diète, & se hater de donner du mouvement & de la vigueur au Tribunal qu'ils venoient d'établir.

§. 12. Leur négligence là-dessus fit que l'Empereur Maximilien même , qui ne s'étoit rendu qu'avec peine aux Instances de l'Empire , pour la formation de la Chambre Imperiale , trouva le moyen de regagner avec usure les avantages , qu'il sembloit avoir perdus , en partageant avec eux le Droit de Jurisdiction. Car ayant remarqué que ladite Chambre étoit souvent fermée , par le manque des Assesseurs , que l'Empire avoit à présenter , & par les retardemens des Contributions , qui devoient servir à l'entretien des Juges & des Personnes subalternes , dont ce Tribunal est composé ; il profita de ces fréquentes interruptions de la Chambre , pour le renouvellement du Tribunal , qu'il y avoit autrefois à la Cour des Empe-reurs. Cependant comme il comprit bien qu'il étoit nécessaire , que les Etats de l'Empire entraissent dans son Plan , il leur proposa de concourir avec lui à remettre sur pied ce Conseil , en y joignant huit Personnes de leur part , ne doutant point que lesdits Etats ne fussent aussi nonchalans

à s'acquiescer de l'engagement qu'ils prendroient là-dessus avec lui, qu'ils étoient actuellement pour la présentation des Assesseurs de la Chambre Imperiale, & que par-là son nouveau Conseil Aulique ne fût bien-tôt entièrement dans sa dépendance. L'événement répondit à ses esperances; & quand Lui & ses Successeurs virent que l'on commençoit à porter les Causes devant ce Tribunal, ils eurent soin de l'accréditer par deux grands avantages qu'ils lui donnerent sur la Chambre Imperiale. Le premier fut de ne pas astreindre les Juges du Conseil Aulique à toutes les formalitez qui allongeoient la Procédure dans la Chambre Imperiale; & le second, d'être fort attentif à faciliter & à presser l'exécution de ses Arrêts.

§. 13. Les Etats de l'Empire ne s'aperçurent du tort qu'ils s'étoient fait, par le refroidissement de leur zèle pour la Chambre Imperiale, & par leur connivence pour le nouveau Conseil Aulique, que lorsque le mal étoit déjà sans remède. Ils se plaignirent alors amèrement de ce que ce

Tri-

Tribunal étendoit ses bornes au préjudice de la Chambre, érigée avec l'approbation de tout l'Empire ; Mais Ferdinand I. qui avoit achevé l'Ouvrage de Maximilien , & les Empereurs suivans connurent trop bien leurs intérêts pour écouter ces plaintes. Ils tâchèrent au contraire de faire comprendre aux Etats foibles de l'Empire , qui l'emportent pour le nombre , qu'ils trouveroient de la faveur & de l'appui à la Cour Imperiale en y portant leurs differens ; & cela pour les détourner de faire cause commune avec les autres, & pour rompre ainsi une espèce de Ligue à laquelle ils n'auroient pû résister. Ce qui leur a si bien réussi, qu'à present l'Autorité du Conseil Aulique est reconnue publiquement par des Loix fondamentales de l'Empire.

§. 14. Après avoir rapporté succinctement l'origine & la naissance de la Chambre Imperiale & du Conseil Aulique , j'en vais faire un court parallèle, afin que l'on puisse voir d'un coup d'œil, quelle conformité & quelle difference il y a entre ces deux
Tri-

Tribunaux, soit par rapport aux Personnes qui les composent , soit par rapport aux Réglemens qu'ils suivent, soit pour l'étendue de leur Jurisdiction, soit enfin pour la manière de publier & d'exécuter leurs Sentences.

La Chambre Imperiale devoit être composée selon le Règlement de la Paix d'Osnabruc art. V. §. 53. d'un Chef qu'on appelle par éminence le *Juge de la Chambre*, parce qu'il représente la personne de l'Empereur; de quatre *Présidens*, & de cinquante *Affesseurs*. C'est l'Empereur qui doit nommer le Juge & les quatre *Présidens*, dont deux doivent être de la Religion Catholique Romaine , & deux de la Confession d'Augsbourg. Les *Affesseurs* sont présentés à la Chambre par l'Empereur , par les Electeurs , & par les Cercles , de telle sorte que les Catholiques en présentent vingt-six de leur Religion, & les Protestans vingt-quatre de la leur. Ladite Paix marque aussi la manière dont ce nombre doit être formé. Mais la difficulté qu'on a

rencontré jusqu'ici à remplir ce nombre, a été cause qu'on l'a réduit à la moitié par des résolutions de la Diète en 1719. Il y a actuellement à cette heure deux Présidens, l'un Catholique Romain, & l'autre Protestant; mais il s'en faut beaucoup que le nombre de vingt-cinq Assesseurs, auquel on s'est réduit, soit complet. J'ai dit que ces Assesseurs sont présentés à la Chambre, parce qu'il est nécessaire que leur capacité y soit examinée, & approuvée avant qu'ils y puissent prendre place.

Le Conseil Aulique doit être composé selon le Règlement de Ferdinand III. d'un Président qui représente Sa Majesté Imperiale, comme le véritable Chef de ce Conseil, d'un Vice-Président, & de dix-sept Assesseurs, qu'on nomme *Conseillers Auliques*. Leur Création dépend de l'Empereur seul, qui pourvoit aussi à leurs appointemens; au lieu que tout l'Empire contribüe à l'entretien de ceux qui sont de la Chambre Imperiale. Les Juges du Conseil Aulique étoient autrefois tous de la Religion Catholique

que Romaine. Mais comme les Protestans en firent un Grief au Congrès de Paix d'Osnabruc, à cause de la partialité qu'ils avoient souvent éprouvée de la part de ces Juges, dans leurs Procès avec les Catholiques Romains, on inféra dans ladite Paix, „que l'Empereur mettroit dans le Conseil Aulique un certain nombre de Conseillers de la Confession d'Augsbourg, „afin que, dans les Procès entre les Catholiques & les Protestans, il pût y avoir égalité de Juges de l'une & l'autre Religion. En conformité de cet Article, l'Empereur Ferdinand III. déclara dans le nouveau Règlement qu'il prescrivit au Conseil Aulique, qu'il y auroit à l'avenir six Conseillers de la Confession d'Augsbourg. Nous rapporterons, dans le Chapitre suivant, les représentations, qui ont été faites sur ce petit nombre de la part des Protestans.

Le Vice-Chancelier peut aussi être regardé comme faisant partie du Conseil Aulique, parce qu'il a le droit d'y prendre place, & parce qu'il a l'expédition de tous les Ordres & Décrets

crets, qui émanent de la Chancellerie de l'Empire à la Cour Imperiale, de même que celle des Lettres de Grace que l'Empereur accorde, en les signant ou contresignant & en y apposant les Sceaux de l'Empire, dont il a la garde. Il est appelé Vice-Chancelier, parce qu'il tient en quelque manière la place du grand Chancelier de l'Empire, par lequel il est nommé. L'Empereur a le droit de le confirmer dans sa charge; mais il ne sauroit rejeter, sans des raisons de la dernière force, celui que ledit grand Chancelier lui présente.

§. 15. L'Empereur s'accorde avec les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, sur les Réglemens que la Chambre Imperiale doit suivre dans la procedure. Le dernier de ces Réglemens est de l'année 1555. Il eut été nécessaire d'en faire un autre, pour y inserer les changemens, qui ont été faits, à l'égard de celui dont je parle, par la Paix d'Osnabruc, par des resolutions postérieures de la Diète, par des Recés de visite de cette Chambre, & par des usages tacite-

N ment

ment approuvés. On en a dressé un projet, & quoi qu'il n'ait pas encore été conduit à sa perfection, ni directement confirmé par une résolution de la Diète, il a cependant reçu un assentiment tacite qui lui donne beaucoup de force.

Les Réglemens du Conseil Aulique emanent au contraire de la seule volonté de l'Empereur. Les Etats de l'Empire ont bien souhaité, „que
 Art. V. „conformément à la Paix d'Osnabruc
 §. „le Conseil Aulique suivit les mêmes
 „réglemens que la Chambre Impé-
 „riale ; „ ou que le Règlement parti-
 culier que l'Empereur Ferdinand III. prescrivit au Conseil Aulique en 1654 fut soumis à l'examen, & à l'approbation de la Diète. Mais les Empereurs, à qui on a fait depuis des représentations là-dessus, se sont contentés d'en reformer quelques petits articles, en sorte qu'il a fallu se borner à exiger d'eux dans la Capitulation, „qu'ils veilleroient à l'observa-
 „tion de ce Règlement du Conseil
 „Aulique, & qu'ils en redresseroient
 „les contraventions. „ Je ne fais si
 cette

cette précaution, que l'on a prise pour diminuer par ce moyen le nombre des abus du Conseil Aulique, peut passer pour une approbation tacite dudit Règlement, comme quelques uns le prétendent.

§. 16. Toutes les causes, qui peuvent être portées à la Chambre Imperiale, peuvent aussi être portées au Conseil Aulique, à l'exception de celles qui regardent les personnes qui appartiennent à ladite Chambre, dont elle est le seul Juge compétent. Il y a au contraire plusieurs causes, & même des plus importantes, qui sont uniquement du ressort du Conseil Aulique. Telles sont en general toutes celles qui ont quelque connexion avec les *Droits reservez* de l'Empereur, & qui regardent les *Fiefs immediats de l'Empire*, pour la succession desquelles on est en litige; si tant est, que ce qui a été pratiqué jusqu'ici à l'égard de ces derniers cas, puisse former une règle au prejudice de ce qui étoit autrefois en usage. Car alors l'Empereur jugeoit de ces causes dans une Cour extraordinaire

qu'il formoit avec quelques Princes, appelée en Alleman, *Fursten-Raht*. On observe au reste cette règle à l'égard des causes, qui sont de la compétence de la Chambre Imperiale ou du Conseil Aulique, „que celui de „ces deux Tribunaux, auquel une des „Parties s'adresse en premier lieu, & „qui fait là-dessus un acte de sa Jurisdiction, demeure si bien saisi de „la cause, qu'elle n'en peut pas être „évoquée.” Lesdits Tribunaux ont aussi cela de commun que les causes, que l'on peut y porter, y vont, ou immédiatement, ou par appel. Du nombre des premières sont les procès que les Etats de l'Empire ont entr'eux, ou qu'un Particulier voudroit leur intenter. Au second ordre appartiennent les causes des Sujets de ces Etats, à qui on a laissé la liberté, en certains cas, & avec certaines restrictions, d'avoir recours aux Souverains Tribunaux de l'Empire, par voye d'appel de la Sentence, qui a été renduë contre eux au Tribunal de leur Maître, & même d'y chercher de l'appui contre les abus de son Gouver-

ver-

vernement; comme nous l'expliquons dans la suite.

§. 17. En disant que les procès, que les Etat de l'Empire ont entre eux, ou qu'un Particulier, soit étranger ou du nombre de leur Sujets, leur intenteroit, sont portez immédiatement devant les Tribunaux de l'Empire, je ne dois pas oublier de remarquer, que cela se doit faire sans préjudice d'une espece de première instance qu'on appelle dans l'Empire *Forum austregarum*. On entend par là une sorte de procedure devant des Arbitres, qui tire son origine des anciennes conventions que firent quelques Maisons, dans le tems des plus grands troubles de l'Empire, sur la manière de finir leurs differens par des voyes amiables. Les parties sont obligées aujourd'huy de suivre ces anciennes conventions là ou elles subsistent encore, & à leur défaut les Réglemens publics y pourvoyent. Le but que je me suis proposé ne demande pas que j'explique les différentes méthodes que les ordonnances de la Chambre Impériale proposent là des-

fus, mais il ne sera pas inutile de faire mention de celles qui consistent en ce que les personnes, qui ont un différend entre elles, demandent que l'Empereur leur donne des Commissaires qui le puissent régler, & que dans les cas ou une des parties est de la Religion Romaine, & l'autre de la Religion Protestante, les Commissaires doivent être d'un nombre égal des deux Religions. Cette première instance des Etats de l'Empire ne sert à l'ordinaire qu'à prolonger les procès, si les parties ne sont pas sincèrement portées pour un accommodement. Car d'un côté la sentence des Arbitres n'empêche pas les parties de porter leur cause aux Tribunaux de l'Empire, & de l'autre côté on ne convient pas de la manière dont les arrêts de ces Arbitres doivent être exécutez.

§. 18. Il n'y a point d'appel à proprement parler des sentences de la Chambre Imperiale & du Conseil Aulique ; mais il est permis d'en demander le redressement devant ces mêmes Tribunaux. Ce remède est ap-

appelé à la Chambre Impériale la *Revision*, qui consiste en ce que la partie qui veut y avoir recours d'une sentence renduë contre elle, requiert de l'Electeur de Mayence, ou de celui de Trèves, en cas que le premier fut intéressé dans le procès dont il s'agit, que sa cause soit réexaminée dans la Ville où la Chambre Impériale siège, par les Membres de l'Empire, à qui la charge de ces Revisions incombe par les Constitutions publiques, qui en régloient autre fois le tour pour chaque année.

Ce recours à la revision suspendoit autrefois l'exécution de la sentence, & servoit merveilleusement à la prolongation des procès. Mais comme on lui a ôté depuis cette force suspensive, & qu'outre cela il n'y a plus de Visiteurs ordinaires & annuels, ces recours sont devenus par là moins frequens. Celui à qui la revision a été accordée peut demander au reste, que l'on ne decerne pas l'exécution de la sentence, en faveur de la partie adverse, qu'après qu'elle a donné une caution suffisante pour

107

indemniser le Recourant, s'il gagnoit sa cause devant les Reviseurs.

Celui qui a été condamné devant le Conseil Aulique peut aussi avoir recours à une revision de son procès, en la demandant par Requête à Sa Majesté Impériale. On doit charger de cette revision quelques Conseillers Auliques, qui n'ont pas eu part à la Sentence de laquelle il y a recours, ou qui au moins n'ont pas été les Rapporteurs dans cette cause. Il devroit être de ce remède comme de celui de la Revision à la Chambre Impériale, à l'imitation de laquelle il a été introduit au Conseil Aulique. Mais comme ce Conseil ne veut pas se mouler en tout sur la dite Chambre, il prend sur lui d'ôter ou de laisser à ce remède la force suspensive, selon qu'il le trouve à propos.

Il y a aussi lieu de recours dans un procès à la Diète, non pour reformation de la sentence, mais pour grief contre les Juges qui auroient enfreint les Constitutions de l'Empire dans une procedure. C'est de quoi l'on

On parlera plus amplement, en examinant les matières qui doivent être traitées à la Diète.

§. 19. Le dernier Recès de l'Empire de l'an 1654. porte que la Chambre Imperiale doit être visitée chaque année par quelques Deputez de l'Empire, sous la direction de l'Electeur de Mayence, pour la reformation des abus qui s'y seroient glissez. Ce bon règlement est tombé en désuétude; on reserve ces visites pour des cas extraordinaires & importants, qui demandent un redressement, & l'on forme alors une Deputation, composée de quelques Membres de chaque Collège des Etats de l'Empire, en nombre égal de l'une & de l'autre Religion.

La Paix d'Osnabruc charge l'Electeur de Mayence de faire aussi la visite du Conseil Aulique & d'observer à cet égard ce qui dans la prochaine Diète sera, du commun consentement des Etats, jugé nécessaire à observer. Nous remarquerons dans le chapitre suivant les raisons pour

pour lesquelles cette visite n'a pas encore été établie.

§. 20. Tout est expédié à la Chambre Impériale , aussi bien qu'au Conseil Aulique au nom de l'Empereur ; & c'est lui aussi qui veille à l'exécution des mandemens & des decrets, qui émanent de ces Tribunaux. Mais comme divers exemples ont fait voir, qu'il seroit dangereux de ne lui prescrire aucune règle dans ces exécutions, l'on est convenu que le Directeur ou le Duc du Cercle , dans lequel elles doivent se faire , en seroient chargez , bien entendu que ni l'un ni l'autre n'y eût intérêt ; car autrement l'exécution de l'arrêt seroit commise au Cercle Voisin. On charge quelques fois plusieurs Cercles conjointement de l'exécution d'une affaire, quand un seul ne suffiroit pas pour s'en acquiter. La restriction de la prérogative de l'Empereur, à l'égard des exécutions qu'il y a à faire en son nom & celui de l'Empire , a souvent déplû à la Cour Imperiale. Mais elle a appris , par le chagrin qu'elle receut des Directeurs du Cercle

le de la Basse-Saxe , à l'occasion
d'un arrêt du Conseil Aulique, qu'el-
le fit executer par son Ministre Ple-
nipotentiaire pour le dit Cercle, en
aveur du Duc de Meclenbourg Swe-
in , qu'il falloit bien se garder d'en-
treprendre quelque chose , contre le
droit de ceux qui sont assez puis-
sants pour s'y maintenir.

Au reste la Chambre Imperiale
continue ses seances pendant la va-
cance de l'Empire , & expedie alors
les décrets & arrêts sous le nom des
deux Vicaires, comme il a deja été
remarqué cy dessus ; au lieu que l'ac-
tivité du Conseil Aulique cesse par
la mort d'un Empereur.

CH A P I T R E XIII.

*Des grands avantages que l'Empereur re-
tire du Conseil Aulique, & des abus,
qui y regnent.*

§. I. **C**omme on a pû voir par le
parallelle que nous venons
de faire de la Chambre Impériale &
du

du Conseil Aulique, que les Empereurs ont porté les choses par rapport à ce dernier Tribunal, jusqu'à le rendre presque independant du Corps de l'Empire : On ne fera pas surpris de voir ici que les Etats de l'Empire en général, & le Corps des Protestans en particulier, se sont plaints très amèrement en diverses occasions des Grieffs qui naissent de cette prétendue indépendance, comme étant contraire à la presente constitution du Corps Germanique, & préjudiciable à la liberté de ses Membres. Il m'a paru qu'il étoit nécessaire de rapporter ces grieffs dans cet écrit où je représente les différens Membres de ce grand Corps, comme autant de Souverains liez ensemble sous un même Chef. Car les procedez que le Conseil Aulique a souvent tenu contre eux, ne seroient pas compatibles avec l'idée que j'ai donnée de leur Souveraineté, si ces procedez étoient reconnus pour légitimes. Mais pour mettre mes remarques dessus à l'abri de toute critique, je les tirerai des memoires même, qui

nt été présentés à la Cour Impé-
ale, & d'un ouvrage publié par un
uteur * qui a été pendant long-
ms le Ministre d'un grand Prince
la Diète.

§. 2. Un des griefs, qui regarde
out l'Empire en général, consiste
ce que le Conseil Aulique est sou-
ent arrêté dans sa procédure & dans
es arrêts par le Conseil d'Etat de
Empereur, à qui il est obligé dans
es cas de quelque importance de
communiquer ses résolutions avant
ue de les publier. Il semble bien
abord qu'il peut être de l'interêt de
Empire qu'en de certaines circons-
ances, où il y a des mouvemens à
raindre de la décision d'une cause
des mesures qu'il faut prendre
our l'exécution d'une sentence,
Empereur examine dans son Con-
eil d'Etat, s'il ne convient pas de
faire

* Cet Auteur est feu Mr. Henniges, Conseiller
privé du Roi de Prusse, & son second Ambassa-
leur à la Diète de l'élection, où il mourut en 1711.
son livre anonyme porte pour titre, Méditationes
J. P. Osnabrugensis.

Art. V.

faire suspendre les arrêts du Conseil
Aulique, ou d'y apporter quelques
restrictions; d'autant plus, que la Paix
d'Osnabruc fait elle même mention
de ces cas, & qu'elle laisse „à Sa
„Majesté Imperiale la liberté de de-
„mander là dessus l'avis & le suffra-
„ge de quelques Electeurs & Princes
„de l'une & l'autre Religion. Mais
on sent aisément la difference qu'il
y a entre ce que l'Empereur peut
faire de concert avec ces Princes, &
entre la résolution qu'il prend dans
son Conseil d'Etat avec ses Ministres,
dans lequel, comme le prétendent
ceux qui font un grief de cette ma-
nière d'agir, on ne pèse pas tant ce
que la tranquillité & le bien de l'Em-
pire demanderoient en de certaines
conjonctures, que ce qui convient
aux interêts particuliers de l'Empe-
reur. Il faut remarquer encore que
ce qui avoit été laissé à la discretion
de l'Empereur par la Paix d'Osnab-
ruc, dans les cas dont il est ques-
tion, lui a été prescrit depuis dans
la Capitulation, comme une pré-
caution, qu'il doit nécessairement
observer.

Art. 3.
& 11.

observer dans toutes les résolutions
qui pourroient causer des mouvemens
& du trouble dans l'Empire. Par
rapport à tous les autres cas, la dite
Capitulation ajoute expressement ; Art. 16
que l'Empereur ne permettra pas
que ses Conseillers & Ministres,
quel que soit le nom qu'ils portent,
puissent, ni ensemble, ni quelques
uns d'entr'eux en particulier, s'ingé-
rer dans les affaires de l'Empire qui
appartiennent au Conseil Aulique,
ni mettre obstacle à ses mandemens
& arrêts.

§. 3. Un autre grief, qui regarde
encore les Membres de l'Empire en
général, nait de la liberté que se don-
ne le Conseil Aulique d'interpréter
de sa seule autorité le sens douteux
d'une Loi publique, contre la natu-
re même des Loix en général, qui
demandent, que le droit de les inter-
préter d'une manière décisive soit
laissé à ceux qui les ont faites, & con-
tre la disposition claire de la Paix J. P. art.
d'Osnabruc & de la Capitulation, V.
qui renvoye cette interpretation à Capit. 6
une Diète générale de l'Empire. art. 2.

§. 4. A

§. 4. A ces principaux griefs , qui intéressent tout l'Empire , j'ajouterai quelques exemples de ceux qui regardent les Protestans en particulier. Ils se plaignent de ce qu'il n'y a dans le Conseil Aulique que six Conseillers de la Confession d'Augsbourg , & ils prétendent qu'il est impossible qu'un si petit nombre , supposé même qu'il fut toujours actuellement complet , puisse contrebalancer le nombre des Conseillers Catholiques , qui est de plus du double. Il est bien vrai que le règlement du Conseil Aulique , dans lequel ce nombre est fixé , a voulu remédier en quelque manière à cet inconvénient , „en statuant que dans les cas , où les „Conseillers Auliques se diviseroient „tellement dans leur suffrage , que „tous les Protestans se tournassent „d'un côté & tous les Catholiques „de l'autre , les voix seroient censées „égales. Mais l'Auteur que j'ai cité ne croit pas que ce cas soit encore jamais arrivé , & il assure qu'il n'en a trouvé aucun vestige dans les Archives de la Diète , à laquelle un cas

cas de cette nature auroit dû être renvoyé, conformément à la disposition de la Paix d'Osnabruc; d'où il Art. V. conclut que l'on fait si bien prendre ses mesures, dans le choix du petit nombre des Conseillers Auliques, qu'il y en a toujours quelques uns, qui sacrifient l'intérêt de la Religion qu'ils professent à des vues particulières, en sorte qu'il est impossible qu'ils embrassent jamais toute une opinion contraire à celle des Conseillers Catholiques, & qu'ils y persistent tous. On ne sauroit douter de la solidité de cette conjecture, quand on considère, combien il y a déjà eu de ces faux Frères, qui ont embrassé la Religion Catholique, pour parvenir par ce moyen à la place de Président, ou de Vice-Président du Conseil Aulique, ou à d'autres postes aussi distingués.

§. 5. Les Protestans se plaignent encore de ce que le Conseil Aulique, en décernant des Commissions pour terminer les différens des Catholiques avec les Protestans, oublie souvent l'égalité qu'il doit y avoir dans

O le

le choix des Commissaires par rapport à la Religion, en associant aux Commissaires Catholiques quelque Protestant, qui par des raisons, tirées de ses intérêts particuliers, a besoin de ménager son associé, ou le parti Catholique en général, & qui à cause de cela n'est pas en état de soutenir avec fermeté un avis qu'il trouveroit fondé dans la Justice.

§. 6. Il paroît assez par ces griefs combien il seroit nécessaire que, conformément aux desirs communs des Catholiques & des Protestans, marquez dans la Paix d'Osnabruc, & plus particulièrement encore dans la dernière Capitulation, que le Conseil Aulique fut visité & reformé de tems en tems; Mais tel est le malheureux effet, que la difference de Religion a produit entre les Membres de l'Empire, qu'ils n'ont pas encore pû s'entendre avec l'Electeur de Mayence sur les Préliminaires de cette Visite, & que le parti Catholique, dont les griefs contre le Conseil Aulique ne sont pas aussi grands que ceux des Protestans, a mieux aimé

aimé jusqu'ici souffrir lui même quelque chose , que de concourir avec les derniers à reformer tous les abus dont j'ai fait le dénombrement. Il se peut aussi qu'en ne faisant pas cause commune avec les Membres qui ne sont pas de leur Religion , les Catholiques Romains se promettent d'être plus ménagés dans les cas, où les Protestans éprouvent chaque jour le pernicieux effet des abus, dont ils demandent le redressement depuis si longtems. Il est déjà arrivé de là que les derniers se sont vûs dans la nécessité de recuser ouvertement la juridiction du Conseil Aulique dans leurs causes ; & il seroit facheux qu'on les y contraignit de nouveau, & que la Cour Impériale attendit qu'on essayat d'obtenir par des résolutions vigoureuses ce qu'elle devoit accorder d'elle même, par égard pour les Traitez & les Constitutions, sur lesquelles les demandes des Etats Protestans sont fondées , & selon l'engagement que prennent les Empereurs d'observer ces Constitutions,

& de redresser les contraventions passées.

Art. 16.

L'article de la Capitulation de l'Empereur Charles VI. qui traite du Conseil Aulique, est fort long, & fait assez connoître les désirs de l'Empire sur ce point. Peut-être touchet-on à l'heureux moment, où les choses pourront enfin être mises sur un meilleur pied, par le zèle & la prudence des Electeurs, qui ont une nouvelle élection à faire, & qui se trouvent à cet égard dans les circonstances les plus favorables.

§. 7. Ce qui rend le redressement des griefs, dont je viens de faire mention, encore plus important & plus nécessaire, c'est que l'Empereur emploie le Conseil Aulique pour la décision des controverses, qui roulent sur les Fiefs immediats de l'Empire, dont la connoissance lui a été réservée, ainsi que nous l'avons remarqué ci-dessus. Je ne veux pas combattre l'opinion de ceux qui soutiennent que ce qui a été observé par rapport à ces causes, depuis le Regne de Maximilien I. fondateur du Conseil Aulique

lique dont je parle, ne sauroit former une Loi tacite, & que ceux qui ont bien voulu soumettre la décision de ces controverses au dit Tribunal n'ont pas pû imposer l'obligation de suivre la même route à ceux qui prétendroient que l'Empereur jugeat lui même de leurs differens, conjointement avec quelques Princes, comme cela se pratiquoit anciennement. Mais sera-t'il si facile d'ôter au Conseil Aulique une si longue possession bien ou mal fondée, & ne conviendrait-il pas mieux de prendre soin, qu'en usant du droit qu'il s'attribuë, il ne se rende pas le maître d'accommoder ses jugemens à des vuës de Politique, directement opposées au bien & à la liberté du Corps Germanique?

§. 8. On pretend que le Cardinal Clefel, premier Ministre de l'Empereur Mathias, a dit que son Maître n'avoit pas besoin d'employer la force pour humilier les Etats de l'Empire, & que la seule autorité, que le Conseil Aulique lui donnoit, suffisoit bien pour les tenir tous dans sa dependan-

Tomas.
not. ad
Monz.
c. 5. §. 21.

ce. Je ne me rends pas garant de cette Anecdote. Mais pour peu qu'on fasse attention à ce qui se passe dans les Procès, qui roulent sur les causes dont je viens de parler, & sur la variation des Decrêts & des Arrêts que le Conseil Aulique donne à cette occasion, l'on fera bien-tôt convaincu qu'elle ne les pèse pas toujours à la balance d'une justice tout-à-fait impartiale, & que la faveur ou la haine des Juges ne s'y manifestent que trop souvent.

§. 9. Les choses étant sur ce pied là, il n'est pas surprenant de voir tous les jours, que des Princes, qui se croient assez puissans pour soutenir leurs prétentions par leurs propres forces, y aient recours contre ceux avec qui ils ont à faire, & qu'ils tachent d'abord de prendre possession des Pais litigieux; croyans que la prudence ne veut pas qu'ils abandonnent leur bon droit à des Juges, dont ils se défient, & qu'ils s'exposent à perdre, après cent ans de procédure, une cause dans laquelle ils se croient bien fondés. Les Constitutions de l'Empire défendent à la vérité ces voies de fait; mais

mais elles supposent aussi que la Justice sera bien rendue par les Tribunaux de l'Empire.

CHAPITRE XIV.

Du Droit , que les Sujets des Etats de l'Empire ont, d'avoir recours en quelques Cas aux Tribunaux de l'Empire, tant par voye d'appel de la Sentence, qui a été rendue contre eux au Tribunal de leur Maître , que pour cause de Grief , contre son Gouvernement.

§. I. **Q**Ue les Etats de l'Empire soient obligez de remettre aux Tribunaux , dont je viens de parler, la décision des différens qu'ils ont entr'eux, c'est une chose qui ne répugne pas à la nature d'un *Etat composé*, & qui ne donne par elle même aucune atteinte à la Souveraineté de ceux qui en font partie , lorsque ceux-ci font eux mêmes convenus de conserver la paix entr'eux par ce moyen , & que les
Tri-

Tribunaux, qu'ils ont établis, sont composés de Juges, qu'ils ont eux mêmes choisis, & qui suivent dans leur Judicature les Réglemens qui leur ont été prescrits d'un commun accord par les Membres de la Contédération. Mais il paroît incompatible avec la nature de la Souveraineté, dont les Membres d'un Etat composé ne se dépouillent point, que leurs Sujets puissent aussi aller aux Tribunaux de l'Empire, par apel de la Sentence qui a été renduë contr'eux au Tribunal de leur Souverain. Il sera donc nécessaire d'expliquer ici les raisons de ce Privilège, & de montrer en même tems pourquoi les Sujets des Electeurs, des Archi-Ducs d'Autriche & des Ducs de Saxe ne jouissent point de ce droit, non plus que ceux des Provinces que la Suede a acquises par la Paix de Westphalie.

§. 2. Pour mieux comprendre ces deux choses, il faut se rappeler ce que nous avons dit, dans le Chapitre XII. de la manière dont la Justice étoit exercée dans l'Empire, avant qu'il eût pris la forme, que nous lui voyons

voyons présentement. Le droit de Jurisdiction résidoit alors originairement dans le Roi, & ce n'étoit qu'en son nom, que le Comte Palatin & les Juges inférieurs l'exerçoient, celui-là à la Cour, & ceux-ci dans les Provinces. Mais j'ai remarqué aussi dans le même endroit, comment les principaux Ducs de l'Empire s'étoient prévalus de leur propre puissance & de la décadence de l'Autorité Imperiale, pour ériger chez eux de nouveaux Tribunaux, avec le consentement de leurs Sujets, qui aimoient mieux plaider devant des Juges, à l'établissement desquels les Etats du País avoient eux mêmes concouru, que de suivre la Cour Imperiale, alors ambulante, & fort souvent bien embarrassée à faire valoir ses Sentences, à cause des Guerres Civiles.

§. 3. Ces choses supposées, on voit clairement que le droit des Electeurs, qui empêche les Sujets des Terres Electorales d'appeller des Tribunaux de leurs Maitres, n'est pas, par rapport aux Electeurs Séculiers, un Privilege que la Bulle d'Or leur accorde; il est
au

Lude-
wig. ad
A: B.

au contraire fort antérieur à cette Constitution, & il ne peut être regardé comme une Concession, ou un Privilege, que par rapport aux Electeurs Ecclesiastiques, & par rapport à ceux qui entrent aujourd'hui dans le Collège Electoral. Les Electeurs Ecclesiastiques ne jouissent en effet du droit dont je parle, que depuis la Bulle d'Or, & quelques uns mêmes d'entr'eux n'en ont usé que long-tems après, quoique ladite Loi en parle aussi à leur égard comme d'un usage immémorial. La Couronne de Suede jouit de ce droit dans les Provinces, qu'elle possède dans l'Empire, en vertu de la même Paix, par laquelle ces Provinces lui ont été cedées. Le droit des Archi-Ducs d'Autriche & des Ducs de Saxe est fondé sur des Privileges, mais sur des Privileges, auxquels leurs Sujets ne s'opposoient point, & par lesquels les Empereurs vraisemblablement ne confirmoient que ce qui étoit déjà reçu & pratiqué.

§.4. Il paroît encore que la restriction de la Jurisdiction des autres Princes & Etats, dont les Sujets peuvent
aussi

aussi appeller aux Tribunaux de l'Empire, n'est pas tant un signe que la Jurisdiction de leur Pais dépende en effet de celle de l'Empereur, ce qui ne s'accorderoit pas bien avec leur Souveraineté, qu'un reste de liberté que les Sujets, dont je parle, ont conservé depuis l'ancien système du Gouvernement Germanique. Cette opinion a pour fondement ce que le Recés de l'Empire de l'an 1654. insinuë sur cette matière, & ce que la Capitulation de l'Empereur Charles VI. en repéte dans l'article 18^{me}. en disant, „que Sa Majesté Imperiale ne doit pas accorder des Privileges, qui soient préjudiciables à la Jurisdiction des Souverains Tribunaux de l'Empire, ni *au droit des Particuliers*. On ^{Puffend. R. B. XIX. 1.} peut ajoûter à cela ce qu'un célèbre Historien rapporte de l'Electeur de Brandebourg, Frederic Guillaume. Ce Prince souhaita que ses Sujets, dans les Provinces qu'il avoit acquises par la Paix de Westphalie, ne pussent plus avoir recours aux Tribunaux de l'Empire, & qu'ils ne fussent pas à cet égard dans une meilleure

leure condition, que les Sujets des Terres de l'Electorat. Mais on lui fit connoître à la Cour de Vienne, dont il sollicita la faveur dans cette affaire, que Sa Majesté Imperiale ne pouvoit pas agir contre les anciens Privileges des Etats de ces Provinces, & qu'il falloit que l'Electeur les portât à y renoncer d'eux mêmes, en leur rendant ses propres Tribunaux recommandables par la bonne administration de la Justice.

§. 5. Il y a au reste certaines causes, qu'on ne peut porter d'aucun Tribunal à ceux de l'Empire, savoir les Causes Ecclesiastiques, parmi lesquelles on comprend aussi les Causes Matrimoniales, & les Causes Criminelles. Les premières ne peuvent point aller à la Chambre Imperiale, ni au Conseil Aulique, parce que, selon le système des Catholiques Romains, elles appartiennent à la connoissance des Cours Ecclesiastiques, & parce que les Protestans ne croient pas qu'ils soient obligez d'accorder aux Tribunaux de l'Empire ce que les Catholiques leur refusent. Les
Cau-

Causes Criminelles ne permettent point d'Appel, parce qu'en le permettant les Etats de l'Empire courroient risque de perdre leur droit d'infliger des peines à ceux qui ont commis des crimes & des malversations, & de maintenir par ce moyen la sûreté publique dans leurs Provinces.

§. 6. Si la liberté de recourir aux Tribunaux de l'Empire, dont les Sujets de quelques Princes de ce Corps jouissent encore, & de laquelle les Sujets des Electeurs peuvent aussi se servir, quand ils ont à se plaindre d'un Deni de Justice; si, dis-je, cette Liberté est très propre à les mettre à l'abri des injustices, qu'ils auroient à craindre en certains cas, il est encore plus important pour tous les Sujets des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire en general, qu'à titre de leur dépendance *mediate* de tout le Corps Germanique, ils puissent avoir recours à la Protection de l'Empereur & de l'Empire, lorsqu'ils auroient trop à souffrir de la domination de leur Maitre. Cette permission que
les

les Loix de l'Empire leur accordent, est encore un reste de leur ancien état, où ils se regardoient moins comme des Sujets de celui qui gouvernoit la Province dans laquelle ils vivoient, que comme des Sujets de l'Empereur, en tant que Chef de l'Empire. La Souveraineté, à laquelle leurs Maîtres sont parvenus insensiblement, a bien diminué la liaison de leurs Sujets avec l'Empereur, mais elle ne l'a pas entièrement rompuë. Et une preuve qu'on les regarde encore comme des Sujets médiats de l'Empire, c'est qu'ils se rendent coupables du Crime de Haute Trahison, lorsqu'ils trament quelque chose contre l'Empereur & l'Empire, ou lorsqu'ils entrent dans des engagements qui lui sont contraires. Il résulte encore de cette sujétion médiate, que l'Empereur est en droit de rappeler, par les Edits publics, ceux qui servent dans l'armée d'un Prince étranger, lequel a été déclaré ennemi de l'Empire, & de dégager du serment de fidélité les Sujets des Etats de l'Empire, qui se trouvent dans le même cas. Il étoit

étoit donc juste que l'Empereur s'engageât aussi de les prendre sous sa Protection, ainsi qu'il le fait actuellement dans sa Capitulation. Et comme cette Protection ne tend qu'à empêcher les Etats de l'Empire qu'ils ne violent envers leurs Sujets les devoirs, que la nature même de toute Société Civile & des Conventions particulières leur prescrivent, on ne sauroit pas la regarder comme une chose opposée à la Souveraineté; à moins qu'on ne veuille soutenir, que la Souveraineté demande que celui qui en jouit ait la liberté de traiter ses Sujets en Esclaves, & qu'il soit exempt de tout engagement envers eux. Art. 15.

§. 7. Il étoit cependant nécessaire que les Etats de l'Empire prissent garde de leur côté, que la Cour Impériale ne troublât leur Gouvernement, sous prétexte de vouloir protéger leur Sujets contre un injuste oppresseur. On fait donc promettre à l'Empereur dans sa Capitulation „que loin d'écouter les plaintes des dits Sujets avec trop de facilité, il les „ren- Capit. de Char- les VI. art. 15.

„renvoyera au contraire à leur Maître, en les exhortant à l'obéissance
„envers lui ; qu'il prendra de ceux-ci
„mêmes les informations nécessaires,
„avant que de rien décréter contr'eux.
„Les Etats de l'Empire se réservent
„la liberté de reprimer, par leurs propres forces & avec l'assistance de
„leurs Voisins, tous les Soulevemens
„de leurs Sujets contre leur juste
„Autorité. L'Article XIX. de la dite
„Capitulation ajoûte encore que
„l'Empereur ne decernera rien sur les
„simples plaintes des Sujets contre
„leur Maître, sur-tout lorsque ces
„plaintes porteront contre les Droits
„de la Supériorité Territoriale, spécialement contre le droit de lever
„des Contributions, & contre le droit
„d'armer, & de mettre le País dans
„un bon état de défense &c. Mais
„qu'il les renvoyera devant les *Austré-*
„„*liques*, dont il a été parlé ci-dessus,
„comme devant la première Instance
„des Etats de l'Empire ; que lors même
„que le recours des Sujets sera
„bien fondé, l'Empereur ne decernera
„rien contre leurs Maîtres, qu'a
„près

après les avoir entendu ; faute de quoi il sera libre à ceux, contre qui il auroit donné quelque Décret ou Mandement, de n'y faire aucune attention ; qu'il exhorte enfin les Sujets de ne pas se soustraire à l'obéissance envers leurs Maîtres, tandis que le Procès est pendant.

§. 8. Mais quand on pense , combien il est difficile de juger de la justice ou injustice des plaintes, que les Sujets peuvent avoir contre leur Souverain, & combien il est aisé au contraire de donner quelque couleur aux oppressions, aussi-bien qu'aux revoltes ; on comprendra sans peine, quels avantages la Cour Imperiale peut tirer du droit, qu'elle a de prendre en main la défense des Sujets des Etats de l'Empire , quand il lui convient de s'en prévaloir pour ses intérêts présents. Combien de fois n'a-t'on pas effectivement remarqué par la variation de sa conduite dans la même Cause, que ce n'étoit pas l'équité, ni la justice, mais la convenance & la politique, qui régloient ses décrets & ses démarches ? Il est vrai , que ce ne sont à l'ordi-

P

nai-

naire que les foibles , qui sentent le poid de cette autorité & de cette prérogative de l'Empereur, ou ceux dont les Droits de Souveraineté sont limitez par les Privilèges des Etats du Pais. Mais les plus Puissans même ne doivent pas tellement compter sur leurs propres forces, qu'ils puissent impunément mépriser l'Autorité de l'Empereur, dans les contestations qu'ils auroient avec leurs Sujets. Il est vrai, que ceux-ci n'osent pas si facilement chercher l'appui de l'Empereur contre leur Maître, de peur d'empirer leur condition; mais il peut arriver des circonstances qui enhardissent ceux qui auparavant n'osoient lever la tête; & l'on a des exemples où la Cour Imperiale , mécontente de la conduite d'un Prince du premier rang, a fait connoître à ses Sujets, chez qui elle voyoit des semences d'alienation, qu'ils trouveroient un appui chez elle.

CHAPITRE XV.

Examen des Droits Reservez de l'Empereur en general , & des avantages qu'il tire particulièrement du droit de conférer des Titres & des Dignités.

§. 1. **L**Es Membres du Corps Germanique ayant jugé qu'il étoit de leur intérêt de conserver un Chef commun, qui cimentat leur union & qui donnât le branle aux résolutions communes, ont voulu non seulement le revêtir de toutes les prérogatives nécessaires pour cela, mais encore lui accorder toutes les distinctions qui le rendissent propre à représenter la Majesté de l'Empire avec le plus grand éclat. Ils lui ont abandonné en même tems l'exercice de certains droits de Souveraineté, pour lesquels le concours de tous les Membres du Corps n'étoit pas nécessaire, & qui renfermez dans leurs bornes ne fauroient porter préjudice à leur Souveraineté particulière. Il faut donc, en exami-

nant les prérogatives de l'Empereur, faire une différence entre les droits, par où il se distingue dans le Gouvernement de l'Empire, simplement comme le Chef des Membres qui le partagent avec lui, & entre les droits qu'il exerce sans leur concours, & que l'on appelle dans un sens propre ses *Droits Reservez*. La première Classe comprend les prérogatives qu'il a dans l'administration de la Justice, dont nous avons déjà fait mention, & celles qui lui sont dûes à la Diète, que nous allons considérer bien-tôt. Il s'agit à présent de la nature des Droits que l'on appelle proprement les Droits Reservez de l'Empereur, & de leur compatibilité avec la Souveraineté des Membres de l'Empire, à quoi il semble d'abord que ces Droits soient opposez. Car l'Empereur en exerce quelques uns envers la personne même des Membres de l'Empire, & d'autres à l'égard de leur Pais & de leurs Sujets.

§. 2. Les *Droits Reservez*, que l'Empereur exerce envers les Membres de l'Empire, consistent 1°. en ce qu'il leur

leur donne à tous l'Investiture des Etats qu'ils possèdent à titre de Fief, & desquels nous avons déjà expliqué la nature. 2°. En ce qu'il leur confère des Titres & des Priviléges. 3°. En ce qu'il leur accorde une dispense d'âge, pour les mettre en état de prendre plutôt eux mêmes les rênes du Gouvernement. 4°. En ce qu'il décide des contestations, qu'ils peuvent avoir entre eux pour le rang. 5°. En ce qu'enfin il a le droit de pouvoir disposer dans chaque Chapitre de l'Empire, une fois seulement, d'une place vacante. On appelle ce droit le droit des *Premières Prières*. La Cour de Rome, non contente d'avoir arraché aux Empereurs le droit qu'ils avoient autrefois de créer des Evêques, n'a pas eu honte de regarder encore d'un œil d'envie les tristes restes de ce beau fleuron de leur Couronne, & de prétendre que l'Empereur exerçoit les *Premières Prières*, en vertu des Bulles, que les Papes avoient la complaisance de lui donner pour cela. Mais la Paix d'Osabruc marque clairement que l'Empereur se peut passer de ces Bulles, & qu'il doit

jouir sans contestation du droit dont je parle , non seulement dans tous les Chapitres, qui relèvent immédiatement de l'Empire , mais encore dans ceux qui en dépendent médiatement , & dans lesquels il auroit été en possession de ce droit l'an 1624. Tous les Droits Reservez , dont je viens de faire une énumération, ne contiennent rien en eux mêmes , que les Etats de l'Empire n'aient pû accorder à Sa Majesté Impériale , sans préjudice de leur concours au Gouvernement Général de l'Empire pour les choses essentielles. On a pris soin outre cela dans les Constitutions publiques de prévenir, autant qu'il étoit possible, tous les abus qu'un Empereur pouvoit faire de ces droits. J'ai déjà remarqué ci-dessus que la Capitulation ôtoit aux Empereurs le moyen de former des difficultez sur les Investitures, que les Etats de l'Empire ont à demander , & je rapporterai ici les restrictions qu'on a mises aux Droits Reservez de l'Empereur , pour parer à tout inconvenient.

§. 2. Pour ce qui regarde donc le droit d'accorder à quelqu'un des Membres

bres de l'Empire des nouveaux Titres, & de créer, par exemple, des Princes & des Comtes &c. Il faut d'abord distinguer entre le titre seul & le rang qui en dépend, & entre le droit d'avoir séance à la Diète, en vertu de ce nouveau Titre. Les Constitutions de l'Empire mettent une grande différence entre ces deux cas, & elles apportent de grandes restrictions dans l'un & dans l'autre. Elles veulent bien que l'Empereur élève quelqu'un à la Dignité de Prince ou de Comte, & que celui qui a obtenu ce Titre soit reconnu pour tel par tout l'Empire; mais l'Empereur s'engage expressement dans sa Capitulation, „qu'il ne „conférera ces honneurs qu'à ceux qui „les méritent, qui possèdent des biens „dans l'Empire, & qui sont en état de „soutenir leur nouveau rang avec dignité. Et comme le second cas, où ces Princes & ces Comtes prétendroient avoir place parmi les Etats à la Diète, est infiniment plus important, les précautions que les Constitutions de l'Empire ont prises à cet égard vont encore beaucoup plus loin. Elles exigent

Art. 22.

Art. 1.

pre-

premierement „que celui qui aspire à
„cet avantage soit en possession d'un
„ne Principauté, ou d'un Comté, im-
„médiatement relevant de l'Empire,
„& qu'il soit compris dans la matri-
„cule de quelque Cercle pour la quo-
„te part des Contributions. Elles de-
„mandent outre cela que non seule-
„ment les Electeurs, mais encore le
„Collége des Princes, dans lequel ce-
„lui qui a été fait Prince ou Comte,
„doit prendre place, ait consenti à
„son admission.

§.4. La premiere de ces conditions
suffisoit déjà pour empêcher qu'un
Empereur ne fit un mauvais usage de
ce Droit Reservé, que nous examinons
ici, parce qu'il n'y a pas lieu de crain-
dre qu'il fût porté à se dépouiller
d'une des Principautez, ou Comtez,
qu'il possède dans l'Empire, en faveur
de la personne qu'il auroit envie d'in-
troduire dans le Collége des Princes.
Mais on peut joindre à cela, que n'é-
tant pas le maitre de disposer des Fiefs
de cette nature, sans le consentement
des Etats de l'Empire, comme il a
été dit ci-dessus, il seroit très difficil-

le, pour ne pas dire impossible, qu'il favorisat ses Partisans, en leur conférant des Fiefs qui viendroient à vaquer; sur-tout si l'on considère encore, que le nombre de Princes, qui se trouvent en Allemagne, dans chaque Maison, est si grand, & qu'ils ont si bien pourvû par d'anciens Pactes de Confraternité, confirmés par les Empereurs, à la succession de leurs Etats, qu'il ne peut guères arriver qu'une famille s'éteigne, ou que son extinction fasse une ouverture, de laquelle un Empereur puisse profiter. La conduite de l'Empereur Ferdinand II. & de quelques uns de ses Successeurs, qui remplirent la Chambre des Princes de leurs Créatures, pour y faire prédominer leur parti, prouve assez la sagesse des précautions qui ont été prises dès-lors; & les Princes d'anciennes Maisons, égaux aux Electeurs par la naissance, n'auroient pas été confondus avec ces Princes de création nouvelle, si l'on avoit scû plutôt en empêcher la multiplication.

§. 5. L'augmentation du nombre des Electeurs étant d'une beaucoup plus

plus grande importance encore que celle des Princes & des Comtes, on comprendra aisément qu'elle ne doit pas dépendre de la seule volonté de l'Empereur; parce qu'elle interesse non seulement le Corps des Electeurs, mais également & plus encore celui des Princes & des autres Etats de l'Empire. Rien ne le marque mieux que les mouvemens que se donnèrent les derniers, à l'occasion de l'élévation de la Maison d'Hannover à la Dignité Electorale; par où, sans faire tort à l'ancienne splendeur & au mérite reconnu des Princes de cette Maison, ils voulurent empêcher son accession au Corps des Electeurs, dans la crainte seulement, qu'elle ne donnât au Collège Electoral un trop grand ascendant sur celui des Princes. On avoit remarqué, en effet, sous le règne de quelques Empereurs, & particulièrement sous celui de Ferdinand II. que la Cour Imperiale aimoit mieux partager le Gouvernement du Corps Germanique avec les Electeurs seuls, qu'avec tous les Etats de l'Empire ensemble; ce qui faisoit qu'alors les Diètes

Géné-

Générales devenoient très rares ; cet Empereur se contentant d'assembler les Electeurs dans les cas d'une grande conséquence , & de joindre tout au plus à leur Corps quelques Princes dont il étoit assuré , ou dont il lui importoit de ménager le crédit & l'affection.

§. 6. Cette démarche des Empereurs fut la principale cause , pour laquelle les Princes de l'Empire , apuiez de la France & de la Suede , dont les interêts étoient en cela communs avec les leurs , travaillèrent de toutes leurs forces au Congrès d'Osnabruc à ce que le pouvoir des Empereurs fût renfermé dans ses anciennes bornes , en sorte qu'ils ne pûssent plus rien entreprendre dans les affaires , qui interesseroient le bien commun de l'Empire , sans les porter à la Diète , & sans demander pour cela l'approbation & le consentement de tout le Corps. Ils parvinrent heureusement à leur but , comme on le peut voir par le 8^{me}. Article de la dite Paix , qui sert de nouvelle base aux plus anciens Droits du Corps Germanique , & que
nous

nous avons cité ci-dessus tout au long. Croyant donc que l'augmentation du nombre des Electeurs étoit une chose, qui touchoit au fondement même du Gouvernement de l'Empire, par les raisons que je viens d'alleguer ; les Princes firent non seulement une forte Ligue entre eux, pour parer au danger dont ils étoient menacez, mais même ils eurent recours aux Couronnes de France & de Suede, en vertu d'un article exprès de la Paix d'Osnabruc, qui veut „que tous ceux „qui en ont été Parties Contractantes „en soient aussi les Garants. Cette affaire si épineuse & si propre à mettre l'Empire en combustion a été enfin heureusement conclué à la satisfaction commune. La nouvelle Dignité Electorale dans la Maison d'Hannovre a été reconnuë de tout l'Empire, & les Princes, contens des assurances, qui leur ont été données, que l'Empereur ne feroit plus une pareille démarche, ont poussé leur complaisance si loin, qu'ils ont consenti que l'Empereur même pût siéger à la Diète dans le Collège des Electeurs, comme Roi
de

Art.
XVII.

de Bohême. Ce changement peut être regardé à certains égards comme une nouvelle augmentation du nombre des Electeurs, puisque la qualité de Roi de Bohême ne lui donnoit auparavant que le droit de suffrage pour l'élection d'un Empereur.

§. 7. Je ne rapporte point au nombre des Droits Reservez de l'Empereur, comme le font quelques uns, celui de créer des Rois. Il est bien vrai que c'est par la concession des Empereurs que les Rois de Pologne & de Bohême ont commencé de porter ce Titre, & qu'autrefois les Princes Chrétiens reconnoissoient volontiers pour Roi celui à qui le Chef temporel du monde Chrétien avoit fait cet honneur. Mais comme j'ai déjà remarqué ci-dessus, que l'on n'envisage plus l'Empereur sous cette idée, & qu'il n'a conservé d'autres avantages sur les Têtes Couronnées que celui de la Préséance, il est nécessaire aujourd'hui qu'un Prince, qui veut prendre le titre de Roi, fasse agréer sa résolution non seulement à l'Empereur, mais encore aux autres Puissances. Si cependant

dant c'étoit un Membre de l'Empire, qui aspirât à cette élévation, en qualité de Souverain d'un País qui n'en relève point, il seroit naturel & convenable à ses vuës qu'il cherchat principalement d'y faire entrer la Cour Imperiale, à cause de ses liaisons avec le Corps Germanique, & pour mieux disposer par cette démarche tous les Membres qui le composent à suivre en cela l'exemple de leur Chef. En le faisant, ils n'ont pas à craindre qu'ils perdent aucun des avantages qu'ils avoient sur le nouveau Roi avant son élévation, parce que, dans toutes les affaires qui regardent le Gouvernement de l'Empire, il n'est pas regardé comme Roi, mais comme Membre de ce Corps. Ce qui s'est passé à l'égard de l'Electeur de Brandebourg, qui prit le titre de Roi de Prusse, au commencement de ce Siècle, s'accorde parfaitement avec ce que nous venons de remarquer.

§. 8. Je n'ai qu'une seule observation à faire sur le droit qu'a l'Empereur d'accorder aux Princes de l'Empire des privilèges & une dispense d'âge

c'est

c'est qu'en les accordant il ne doit rien faire contre le droit bien fondé d'un tiers, comme feroit celui de la Tutéle d'un Electeur mineur, que la Bulle d'Or attribuë à son plus proche *agnat*. Car en donnant à ce Mineur une dispense d'âge il priveroit son parent des avantages qu'il tire de cette Tutéle.

§. 9. La décision des disputes que les Princes de l'Empire peuvent avoir pour le rang & pour la préséance, soit à la Diète, soit ailleurs, est bien rapportée aussi entre les Droits Reservez de l'Empereur; mais le Recés de l'Empire de 1545. §. 15. veut qu'il tache de composer les disputes de cette sorte par des voyes amiables, & de concert avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire. La Cour Imperiale est d'ailleurs trop prudente, pour prendre sur elle une pareille décision, non seulement parce qu'elle se feroit un ennemi de celui contre qui elle prononceroit, & qu'elle compromettrait peut être son autorité; mais encore parce qu'il lui convient mieux de laisser subsister les jalousies, qui rég-

nent

gnent entre quelques grandes Maisons, parce qu'elles affoiblissent leur union, & favorisent les vuës d'un Empereur dans les occasions, où il voudroit profiter de leur mésintelligence.

§. 10. Passons à présent aux Droits Reservez de l'Empereur, qui regardent les païs & les sujets des Etats de l'Empire; entre ces droits on rapporte principalement celui d'ériger des Universitez, de donner à un lieu le privilège de Ville, d'établir des Foires, de donner à quelques sujets des lettres de Noblesse, de les légitimer, de leur donner dispense d'âge & de les rehabiler dans leur honneur. Tous ces Droits appartiennent bien naturellement au Souverain d'un païs, & les Etats de l'Empire en exercent le plus grand nombre actuellement. Mais quand on considère qu'il y a des actes de Souveraineté, qui par leur nature n'ont aucune force au-delà des bornes d'un Etat, & que ce n'est que par des égards de politesse & de convenance mutuelle qu'un autre Souverain les respecte chez lui; on comprendra aisément que les actes, qui doi-

doivent avoir leur effet par-tout l'Empire , ne peuvent émaner proprement que du Corps entier , & qu'ainsi il n'étoit pas contraire à la Souveraineté de ses Membres , qu'on en laissât l'expédition à l'Empereur. Et supposé même , que par une juste complaisance , les Membres du Corps Germanique voulussent bien avoir , chacun chez soi , des égards pour les actes de Souveraineté d'un autre ; il seroit encore nécessaire , pour ceux au moins qui en sont les plus foibles , que l'Empire mit , pour ainsi dire , son sceau à leurs décrets , pour les faire respecter chez des Puissances étrangères. Mais c'est-là le sort commun de tous les petits Etats. Il y en a , dont la Souveraineté est incontestable , qui ne voudroient pas compromettre leur honneur , en érigeant , par exemple , une Université chez eux , ou en donnant des lettres de Noblesse , actes incontestables de la Souveraineté qu'ils possèdent. Ils craindroient qu'on ne reconnût point hors de leur territoire les Gentils-hommes de leur création , ni les degrez que des gens de lettre prendroient dans leur Université.

Q

§. 11.

§. 11. Il paroît par les remarques précédentes, que les Droits Reservez de l'Empereur ne sont nullement par eux mêmes en opposition avec la Souveraineté de ceux dans le païs desquels il les exerce, supposé qu'il ne les étende pas au-delà du but pour lequel ils lui ont été laissez. Aussi les Etats de l'Empire, à qui leur petitesse n'en ôte pas les moyens, sont-ils très soigneux d'être là-dessus sur leur garde, & de s'opposer à ce qui feroit contraire au bien de leur Païs. Plusieurs d'entre eux, par exemple, ne reconnoissent chez eux les lettres de Noblesse, qu'un de leur Sujets auroit recherchées à la Cour Imperiale, qu'après qu'elles ont été examinées & enregistrées dans leur Chancellerie. Et en reconnoissant le titre de celui qui a obtenu de l'Empereur des lettres de Noblesse, il ne lui accordent pas toujours pour cela les privilèges dont la Noblesse de leur païs jouit. Ils font également attention à l'interêt particulier de leur Païs à l'égard de tous les autres Droits Reservez de l'Empereur, sur-tout lorsque des particuliers, à qui la Cour Im-

pe

periale donne le titre de Comtes Palatins, veulent exercer quelques uns de ces Droits au nom de Sa Majesté Impériale, en vertu d'un Diplome qu'ils en ont receu pour cet effet.

§. 12. Toutes ces restrictions naturelles des Droits Reservez de l'Empereur, & les ménagemens, avec lesquels il est juste qu'il en use, n'empêchent pas qu'il n'en tire encore de fort grands avantages, sur tout de celui qui regarde la collation des honneurs & des dignitez. Il n'y a point de difficulté, que la Cour Impériale ne sache surmonter par un prudent manège, quand il s'agit de faire jouir actuellement un Membre de l'Empire d'une nouvelle Dignité, à laquelle il a été élevé par sa faveur; en se servant pour cela de quelque intérêt particulier & present de ceux qui y doivent donner leur approbation. Parvenue ainsi à ses vûes, elle s'attache par là non seulement celui qui a profité de son credit, mais elle attire encore dans son parti tous ceux qui aspirent à une pareille faveur. Supposons cependant qu'aucun Membre de l'Em-

pire ne fût tenté par cet appas, leurs Ministres, leurs Favoris, leurs Maîtres & d'autres, qui ont du credit à leur Cour, regarderont-ils avec la même indifférence les distinctions que l'Empereur peut leur procurer, & le besoin qu'ils ont de sa faveur pour satisfaire leur ambition, ou ce qu'ils lui doivent pour une grace reçue, ne les portera-t-il jamais à fermer les yeux au service de leur Maître? Le malheur seroit encore plus grand si le Ministre d'un Prince, qui reside à la Cour Impériale, ou à la Diète, où il doit veiller particulièrement aux intérêts de son Souverain & au bien du Corps Germanique, se mettoit dans la nécessité, par amour d'une vaine gloire, de rechercher la faveur de celui qui distribue ces graces. Il est bien à craindre que l'appréhension de s'en faire un ennemi ne l'empêche quelques fois de parler avec une fermeté convenable à son ministère, qu'il ne voye souvent ce qui se passe à la Cour Impériale d'un œil ébloui, & que les relations qu'il en fera à son Maître ne

ne sentent un peu la corruption. Ceux qui ont eu occasion de suivre tant soit peu les démarches de ceux qui sont employez à cette Cour en ont peut-être vû plus d'exemples qu'il n'en faut , pour être persuadés de la verité de ces reflexions.

§. 13. Le droit de conferer des honneurs & des titres donne encore un grand avantage à l'Empereur , lorsqu'il s'agit de décider du droit de succession des Enfans d'un Prince, ou d'un Comte d'Empire , issus d'un mariage inégal. C'est une chose fondée sur les anciennes Loix & coutumes d'Allemagne , que les Princes & les Seigneurs doivent se marier avec des personnes de leur rang , d'où il est arrivé souvent que ceux d'entre eux qui s'étoient mariez avec une personne d'une condition inférieure , ont recherché à la Cour Impériale , tantôt que celle qu'ils époussoient fut élevée à un rang assorti au leur , tantot une espee de légitimation pour les Enfans qui en étoient nés. Mais il y a aussi d'autres exemples, où les Enfans de ceux,

dont le Pere avoit négligé cette précaution , n'ont pas été moins admis à la succession de leurs Etats. Ce seroit donc une grande question, dans laquelle je n'entre pas ici, de savoir, si les anciens usages qui condamnoient autrefois les mariages où l'on se mésalloit, subsistent encore, & s'ils sont applicables à l'Etat present des Princes & des Comtes de l'Empire. Mais il suffit pour l'avantage que les Empereurs peuvent tirer de cette question douteuse, que ceux qui se sont trouvé depuis quelques tems dans le cas, ayent mieux aimé demander à la Cour Impériale pour leurs Epouses un rang égal ou proportionné au leur, que d'exposer leurs Enfans au hazard des difficultez, qu'on auroit pû leur faire sur le droit de succeder. Car dans cet état des choses, il s'en faut peu, qu'il ne soit déjà au pouvoir de l'Empereur de décider du sort des Enfans, sortis d'un mariage disproportionné, selon qu'il lui plaira d'élever leur Mère à une dignité assortie à celle de son Mari, ou de lui refuser cette grace.

Il seroit cependant plus naturel, que la personne qu'un Prince épouse tirât son lustre de son mariage même, que de l'emprunter d'une Patente, dont la valeur est arbitraire, & qui en même tems qu'elle la met de niveau avec son mari, semble déroger en quelque façon à la Souveraineté de celui à qui elle doit être égalée par ce moyen. On a pas été si délicat dans les autres Pays, quand le Souverain y épouse une de ses Sujettes, comme il est arrivé quelques fois. Il suffit que dans le mariage même il ne se trouve aucun de ces défauts, qui sont contraires à la nature des contrats en general, & du mariage en particulier, pour que les Enfans qui en sont sortis puissent monter sur le Trone. J'aime mieux, au reste, laisser imaginer à mon Lecteur combien la Cour Impériale peut tirer parti de ce qui s'est pratiqué jusqu'icy, que d'en rapporter moi même des exemples odieux pour le prouver.

CHAPITRE XVI.

*Des Diètes générales de l'Empire.
& des Députations.*

§. I. **N**Ous voici parvenus à cette auguste Assemblée de tous les Membres du Corps Germanique , où ils délibèrent ensemble, & concourent avec leur Chef pour tout ce qui regarde le bien public, & leur commune conservation. Ceux qui ont le droit d'assister à cette Assemblée, qu'on appelle *Diète* , portent le nom *d'Etats de l'Empire*. Mais la nature des Diètes presentes est bien differente des anciennes. Ceux qui les composoient autrefois y assistoient principalement en vertu des charges qu'ils exerçoient dans les differentes Provinces de l'Empire, sous la suprême autorité du Roi, qui les assembloit comme ses Conseillers d'Etat & ceux de l'Empire, sans le consentement desquels , les Constitutions publiques ne vouloient pas qu'il entreprit rien dans les affaires

faïres les plus importantes. Ceux qu'on nomme aujourd'huy les Etats de l'Empire s'assembtent à la Diète, en vertu de la *Supériorité Territoriale*, essentiellement égale à la Souveraineté, dont ils jouissent dans les Pays qui font partie de l'Empire, & par consequent en vertu du même droit par lequel plusieurs Etats libres, unis ensemble, assistent aux délibérations, qui regardent le bien commun du Corps qu'ils sont convenus de former. La Noblesse, qui se rendoit aux Diètes anciennes, sous le Chef de la Province d'où elle venoit, & dont on ne négligeoit pas les avis, quoi que l'on n'en comptat pas les voix, ne paroît plus aux Diètes présentes. Les Empereurs assembloient autrefois ces Diètes, selon l'exigence des affaires, pour lesquelles ils avoient besoin du consentement des Etats; car les assemblées fixes & réglées pour certains tems de l'année tombèrent peu à peu en désuetude; & toutes ces Diètes n'étoient qu'à temps. Celle d'aujourd'hui doit nécessairement être per-

perpétuelle, à la maniere de l'assemblée des Etats Généraux des Provinc. Unies des Pays-Bas dont elle imite, à cette heure la nature ; parce que toutes les affaires, qui regardent l'Empire en commun, doivent être traitées à la Diète, & qu'à cause de cela on n'auroit pas si tôt congédié les Etats de l'Empire, qu'on seroit obligé de les rassembler de nouveau avec perte de tems & avec multiplication des depenses.

§. 2. Les choses étant en cet état, il ne seroit pas absolument nécessaire de rapporter ici ce qui regarde la convocation & l'ouverture de la Diète, parce qu'il n'y a pas la moindre aparence, tant que la présente forme de l'Empire subsistera, que la Diète, qui est actuellement sur pied depuis l'an 1663. prenne fin, ni qu'on en convoque une autre avec les formalitez requises. Mais comme l'article 13. de la Capitulation qui parle de la Diète, suppose encore que le cas contraire pourroit arriver, il ne sera pas tout à fait inutile de faire mention de ce que les

Loix

Loix publiques prescrivent là dessus, & de ce qui a été pratiqué en pareille occasion. C'est l'Empereur qui convoque la Diète, il en fait l'intimation par des lettres particulières, signées de sa main, & contre-signées par le Vice-Chancelier, qu'il adresse à chacun des Etats de l'Empire, & dans lesquelles il fait mention des principales matières qu'on doit agiter à cette Assemblée, afin que ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas y aller en personne, puissent donner les instructions nécessaires aux Ministres qu'ils y envoient à leur place. Il faut encore que le lieu, où l'on doit tenir la Diète, soit situé dans l'Empire, & que l'Empereur s'entende là dessus avec les Electeurs, de même que sur le tems auquel elle doit commencer. Et quoi qu'il dépende principalement de l'Empereur de convoquer les Etats, il est dit cependant dans l'article de la Capitulation que je viens de citer, qu'il les convoquera au moins de dix en dix ans, & outre cela toutes les fois que le bien

„bien de l'Empire ou celui de quel-
„ques Cercles le demandera , comme
„aussi toutes les fois que les Electeurs
„le requerront.

§. 3. Tous les Etats de l'Empire
doivent être convoqués à la Diète
sans distinction , & l'Empereur n'en
peut priver aucun de son droit de
séance , ni l'en suspendre , sans le
consentement préalable des Electeurs,
Princes & Etats de l'Empire. Un
Prince Ecclesiastique jouit de ce droit
dès le moment qu'il a été élu, sans
avoir besoin d'attendre pour cela les
Bulles de Rome, comme il en a be-
soin pour l'exercice de ses fonctions
Ecclesiastiques. Il n'est pas nécessai-
re non plus qu'un Prince, ou Eccle-
siastique, ou Laïque , ait déjà reçu
l'Investiture de ses Etats. Si le Siè-
ge Archiépiscopal ou Episcopal est
vacant , l'intimation pour la Diète
doit être adressée au Chapitre ; & si
un Prince temporel est mineur, on
doit appeller son Tuteur. Comme
le droit de séance à la Diète est at-
taché à certaines Provinces , qui dé-
pendent immédiatement de l'Empire
&

& de la Supériorité Territoriale, dont un Membre de l'Empire y jouit ; si cette Province est tellement divisée que chacun de ceux qui en possède une portion, y exerce la Supériorité Territoriale & en ait reçu l'Investiture séparément , chacun d'eux doit être invité à la Diète pour y avoir suffrage. Si au contraire plusieurs possèdent une pareille Province en commun , ils seront tous invités , mais ils n'auront ensemble qu'une seule voix.

§. 4. Je ne m'arrêterai pas à la description du Cérémonial que les Electeurs, Princes & autres Etats de l'Empire qui viennent à la Diète , ou leurs Plénipotentiaires , pratiquent les uns envers les autres , dans les premières visites & contrevisites. En remarquant quelles ponctualitez ils y observent en cela , on ne prendroit pas tant la Diète pour une Assemblée de Membres d'un même Corps, que pour un Congrès de Princes qui n'ont aucune liaison entre eux , & qui sont fort délicats sur leur rang. Pour ne pas dire que les
dis-

distinctions , que les Ministres des Electeurs exigent de ceux des Princes, troublent souvent la bonne harmonie qui devroit regner entre eux, & les empêchent quelques fois de se voir en particulier. Les cérémonies, qui accompagnent l'ouverture de la Diète, ont aussi fait naître souvent des contestations pour la préférence, parce que les Ministres des Princes d'anciennes Maisons n'ont pas voulu céder le pas dans la marche publique, ni aux nouveaux Princes qui y étoient presens en personne, ni à un Prince cadet de quelque ancienne Maison, qui représentoit à la Diète son Frère ou quelque autre Parent.

§. 5. L'ouverture de la Diète se fait de la manière suivante. Les Etats de l'Empire, ou leurs Ministres, vont prendre l'Empereur à son Palais, & le conduisent à l'Eglise, & de là à la Sale de l'Assemblée générale; lorsque chacun y a pris place, Sa Majesté Imperiale charge quelque Prince d'Empire, ou son principal Commissaire, dont il sera parlé tout à l'heu-

l'heure plus particulièrement , de remercier tous les Membres assemblez, de ce qu'ils se sont rendus avec empressement à la Diète , en leur recommandant d'expedier avec diligence & unanimité les matières, contenues dans un écrit, dont il leur fait faire lecture par quelqu'un de ses Conseillers. La lecture de cette *proposition de l'Empereur* , comme on l'appelle , ayant été faite , les Etats consultent sur le champ & pour la forme seulement , sur la reponse générale qu'on doit faire à Sa Majesté Impériale, qui ne consiste qu'en des remerciemens du soin, qu'Elle a pris de les assembler pour le bien public, & en des assurances, qu'ils apporteront à leurs deliberations tout le zèle & toute la promptitude nécessaire. On charge à l'ordinaire de ce compliment l'Electeur de Mayence, qui s'en acquite sur le champ ; après quoi l'Empereur est reconduit à son Palais. En l'absence de Sa Majesté Imperiale les mêmes cérémonies s'observent envers celui qui la représente & qui demeure à la Diète avec
le

le titre de *Principal Commissaire*. Cette charge est remplie à l'ordinaire par un Prince d'Empire, ou par quelque Cardinal. La principale fonction de ce Ministre de l'Empereur à la Diète consiste en ce que Sa Majesté Impériale lui adresse, sous le nom de *Décret de Commission*, ce qu'Elle a à communiquer, ou à proposer à la Diète ; en ce qu'il reçoit les Memoires que les Etats de l'Empire veulent faire parvenir à l'Empereur, & les resultats de leurs deliberations. On lui donne un Ajoint, qui porte le titre de *Concommissaire*, & qui se charge des fonctions du premier, lorsque celui-ci ne peut pas y vaquer lui même. Ce second poste est aussi rempli par une personne de condition, mais on cherche encore plus que ce soit un homme, qui entende bien le Droit Public de l'Empire & le manège des Diètes.

§. 6. L'Electeur de Mayence a la direction générale des affaires de la Diète, en qualité de grand Chancelier de l'Empire, & il tient pour cela une Chancellerie. Voici ses principales

cipales fonctions. L'Empereur lui fait remettre sa proposition afin qu'il en donne copie aux Etats de l'Empire, ce qu'il fait *per dictaturam*, comme on l'appelle, c'est, à dire en la faisant dicter publiquement aux Secretaires des Ministres de la Diète par quelqu'un des siens. On observe la même méthode par rapport à tous les autres écrits & memoires, dont on veut donner connoissance à la Diète. Tous les Ministres qui y arrivent, soit de la part d'un Membre de l'Empire, soit de dehors, sont obligez de produire devant la Chancellerie de Mayence leurs Plein-pouvoirs, pour autoriser par là leur Legation. Le Principal Commissaire lui donne copie des decrets de Commission qu'il reçoit de sa Cour. C'est aussi à la Chancellerie de Mayence que les Etats de l'Empire & les Princes étrangers, qui ont quelque chose à communiquer à la Diète, doivent adresser leurs memoires. C'est enfin le Plenipotentiaire de Mayence qui fait notifier aux Ministres des autres Etats le jour auquel ils doivent

R

vent

vent tenir leurs séances , & qui leur fait insinuer pour cela un billet , sur lequel la matière , qui doit être mise sur le tapis , est marquée.

§. 7. Ces droits de l'Electeur de Mayence sont déjà par eux mêmes d'une si grande importance, qu'ils ne laisseroient pas de lui donner un tres grand credit, quand même ils seroient exercez avec impartialité. Mais si l'on en croit le Ministre public, dont j'ai déjà cité l'ouvrage, on sera surpris de voir, jusqu'où ce Directeur général de la Diète fait étendre ces prérogatives. Cet Auteur soutient, que la Chancellerie de Mayence garde entre ses mains aussi long-tems qu'il lui plait les memoires, qui lui ont été remis pour être communi-quez à la Diète, sans excepter ceux qui lui viennent de la part de l'Empereur ; qu'elle les supprime quelque-fois, ou en retrenche ce qui n'est pas à son gré, ou ne les fait dicter, que lorsque le tems d'en parler est écoulé ; En un mot, qu'elle ne consulte sur cet article important de sa direction que ses propres interêts, & ceux

ceux du parti Catholique. Le dit Auteur ajoute, qu'on a bien pensé plus d'une fois à remédier à cet abus, mais que l'on en a été rebuté par la crainte des divisions, qui s'élèveroient dans le Collège des Electeurs sur le droit de diriger les affaires de la Diete, si l'on vouloit en priver l'Electeur de Mayence.

§. 8. Quand il s'agit de délibérer, les Etats de l'Empire se partagent en trois *Collèges*, comme on les appelle, dont chacun tient ses conférences à part sous un Directeur ou President particulier. Le premier de ce Collège est celui des Electeurs, composé à présent de 9. Personnes, dans lequel l'Electeur de Mayence fait encore l'office de Directeur. Le second Collège est celui des Princes Ecclesiastiques & temporels, des Prelats qui ne portent pas le titre de Princes, & des Comtes d'Empire. L'Archiduc d'Autriche y prend la première place, & se met pour cette raison sur le banc des Princes Ecclesiastiques, qui y tiennent la droite; lui & l'Archevêque de Salzbourg

ont la direction dans ce Collège, & ils l'exercent alternativement selon les matières qui sont mises en deliberation. On a choisi cette methode, parce qu'il est important que celui qui dirige une affaire la suive avec exactitude, & que pour cet effet elle ne change pas de main. Ce qu'il y a de particulier dans le Collège des Princes par rapport aux voix, c'est, que les Prelats, qui n'ont pas titre de Princes, & les Comtes, n'y donnent pas leur suffrage par tête, mais votent par *Bancs* ou *Classes*. Les premiers forment deux *Bancs*, & les derniers en forment quatre. Les deux Bancs de Prelats sont celui du Rhin, & celui de Suabe. Les quatre Bancs de Comtes sont ceux de Wetteravie, de Souabe, de Franconie & de Westphalie. Chacun de ces Bancs tient un Ministre à la Diete qui est chargé de son suffrage. Les deux Collèges, dont je viens de parler, sont appelez les *Supérieurs* par rapport à celui des *Villes Libres*, qui forment le troisième Collège, lequel a pour Directeur le Deputé

puté de la Ville Impériale où se tient la Diète. On fait bien que dans tous les Corps , celui qui en est le Président ne manque pas de moyens pour favoriser la cause pour laquelle il s'intéresse , soit dans la manière de mettre une proposition sur le tapis , soit dans la façon de compter les voix. Mais on pousse les choses si loin dans ces Collèges que je me fais une peine de transcrire icy ce que mon Auteur , témoin oculaire de ces manœuvres, en rapporte.

§. 9. C'est une maxime qu'on observe dans tous les Conseils , que le sentiment du plus grand nombre est pris pour celui de tout le Corps. L'état de l'Empire , dont les Membres ont plusieurs intérêts séparés , n'a pas permis qu'on suivit cette règle à la Diète. Voicy donc les cas qui selon le traité de Paix d'Osna-bruc art. V. §. 52. ne doivent pas être décidés par la pluralité des voix , mais composez amiablement.

„10. Lors qu'il s'agit d'une affaire de
„Religion. 20. Lors que les Etats de
„l'Empire ne peuvent pas être con-

„siderez comme un seul Corps. 30.
 „Lors que les Catholiques & les Pro-
 „testans se divisent tellement que
 „tous les Protestans se rangent d'un
 „côté, & tous les Catholiques de
 „l'autre. On voulut aussi mettre la
 matière des Contributions au nom-
 bre de celles qui ne doivent pas être
 réglées par la pluralité des voix.
 Mais comme on ne put point s'ac-
 corder sur cette proposition au Con-
 grès d'Osnabrug, on la renvoya à la
 Diete, ou elle n'a pas encore été
 décidée. La difficulté de s'accor-
 der là dessus alors vint principale-
 ment des Protestans, qui appre-
 hendèrent, que la Cour Impéria-
 le ne s'entendit là dessus avec les
 Catholiques à leur préjudice, en por-
 tant ceux-ci à voter pour les sub-
 sides que l'Empereur auroit à deman-
 der, sous l'assurance qu'on leur don-
 neroit secrètement, que ces contri-
 butions ne seroient pas exigées d'eux
 à la rigueur.

Medit.
 ad J. P.
 O. p. 758.

§. 10. Il s'est aussi élevé une gran-
 de contestation entre les Protestans
 & les Catholiques sur le troisième
 point,

point , où j'ai dit que la pluralité des voix ne pouvoit pas avoir lieu à la Diète , savoir lors qu'ils se diviferoient tellement que tous les Catholiques fussent d'un côté , & tous les Protestans de l'autre. Le Parti Protestant ayant senti qu'il lui convenoit , de prendre dans les conférences particulières du Corps Evangelique un avis commun , sur les matières qu'il étoit important pour lui de ne pas abandonner à la pluralité des voix , de laquelle les Etats Catholiques sont les maitres dans les deux premiers Colléges par la supériorité de leur nombre ; ceux-cy en ont été fort bleffez , & n'ont pas voulu accorder aux Protestans , que leurs resolutions , prises à part & proposées ensuite dans chaque Collége par quelqu'un de leur Corps , comme leur *avis commun* , pût arrêter la pluralité des voix selon le sens du dit article de la Paix d'Osnabruc. Mais plus les Etats Catholiques ont montré de vivacité pour s'opposer à cette procédure des Protestans , plus ceux-ci ont compris
par

par là l'interêt qu'ils ont à ne s'en point departir. Ils regardent en effet leur droit de former un parti à part, *jus cundi in partes*, comme le bouclier de leur liberté, & la methode qu'ils suivent en cela, comme le plus sûr moyen de se servir efficacement de ce droit.

§. 11. Lors que sur une matière, qui a été mise en délibération dans les trois Colléges, celui des Electeurs n'est pas du même avis que celui des Princes, ils tâchent de s'accorder par des conferences particulières, qu'ils appellent des *Relations* & des *Correlations*. Il étoit naturel que les Directeurs de ces deux Colléges fussent principalement chargez de ces conferences; mais il semble aussi qu'il doit bien être permis à chaque Collége de leur donner quelques Ajoins de son Corps, parce qu'ils se plaignent, que ces Directeurs ne suivent pas toujours l'avis & les intentions de ceux dont ils sont les Représentans. Ces Conferences sont continuées jusques à ce que ces deux Colléges soient entièrement d'accord,

ou

ou qu'il n'y ait plus lieu d'espérer qu'ils se puissent mieux entendre. Au premier cas, ils font inviter le Collège des Villes pour lui communiquer leur commune resolution, & pour convenir avec lui, supposé que son avis diffère de celui des Electeurs & des Princes. Si les Conferences que l'on tient dans cette intention ne produisent pas leur effet, la Chancellerie de la Diète se contente de faire mention du different sentiment des Villes dans l'écrit qu'on presente au Principal Commissaire sous le titre d'*Avis de l'Empire* [*Reichs-Gutachten.*] On a mis quelques fois sur le tapis la question, si la pluralité pouvoit avoir lieu à l'égard des resolutions prises dans les trois Collèges, en sorte que l'avis uniforme de deux de ces Collèges pût passer pour celui de tous les Etats de l'Empire. Mais ceux là même qui souhaiteroient en certaines circonstances que cela fût ainsi, sentent si bien les consequences qui en pourroient resulter, dans les cas qui ne leur seroient pas favorables, qu'on n'a eu garde de dé-

décider pour l'affirmation , qui d'ailleurs ne semble pas quadrer à l'état présent du Corps Germanique.

§. 12. Lors que les trois Colléges sont du même avis , il faut encore que l'Empereur , à qui ils en donnent communication, y joigne son consentement. S'il arrive que Sa Majesté Impériale n'adopte pas l'avis de l'Empire , on reprend les délibérations dans chaque Collége ; & si l'on ne peut pas lever l'opposition , qui reste entre l'Empereur & les Etats de l'Empire sur la matière en question, elle reste indecise. Autrefois on la renvoyoit à la prochaine Diète ; mais aujourd'hui que cette assemblée est devenue perpétuelle, on attend quelque changement de conjonctures pour la remettre sur le tapis. Comme l'unanimité de deux Colléges ne suffit pas pour former véritablement un *avis de l'Empire* il ne peut pas non plus par l'accession de l'Empereur recevoir la force d'une *résolution de l'Empire* (*Reichs-Schluss*) qui est le nom qu'on donne à l'avis de l'Empire, quand l'Empereur y a donné son approbation.

§. 13. La

§. 13. La Diète finit par la publication du *Recés*, qui est un abrégé mis par écrit de toutes les résolutions, qui ont été prises à la Diète pendant tout le tems qu'elle a duré. C'est l'Empereur, qui publie ce *Recés* en son nom, exhortant tous les Etats de l'Empire à s'y conformer, & ordonnant aux Tribunaux de l'Empire d'en suivre les réglemens dans leurs sentences & arrêts. Mais, sans dire que le *Recés* même porte, que les articles qu'il contient ont été réglés entre l'Empereur & les Etats de l'Empire, *par manière de pacte & de convention*, il paroît assez clairement, par la description que je viens de donner de la manière dont les choses sont traitées à la Diète, que tout s'y passe convenablement à la nature des Etats Libres, qui se réunissent entr'eux sur les choses que le bien commun du Corps demande.

§. 14. En ne perdant pas de vuë ce véritable état du Corps Germanique, on ne prendra pas pour défectuosité & pour confusion tout ce en quoi la Diète de l'Empire s'écarte des Diètes qui sont encore en usage en

d'autres Royaumes, où la Nation s'est réservé quelque part au Gouvernement. On trouvera plutôt que c'est un sage temperament qui a été pris, pour faire en sorte, que tous les États de l'Empire, comme vrais Membres libres d'un Corps Confédéré, eussent leur part aux délibérations sur le bien commun ; & qu'en même tems ceux d'entr'eux qui tiennent le premier rang dans cette Confédération, par leur puissance & parce qu'ils contribuent le plus au bien public, ne fussent pas privés des avantages & des prérogatives qu'il étoit juste de leur laisser sur les autres ; pour faire en sorte aussi, que la pluralité des voix eût lieu dans les choses qui concernent véritablement l'interêt de tout le Corps, & qu'en même tems ceux qui font le plus grand nombre ne puissent point empieter sur les Droits spirituels & temporels des autres.

§. 15. Il me reste encore à dire quelque chose des *Députations*, comme on les appelle dans le style de la Chancellerie de l'Empire, c'est-à-dire, de ces Assemblées, auxquelles l'Em-
pire

pire donne la commission de traiter certaines affaires, pour lesquelles il ne trouve pas nécessaire ou convenable que tout le Corps s'assemble. On distingue ces *Députations* en ordinaires & extraordinaires. On appelle une Députation ordinaire celle qui est composée de Membres, à qui les Constitutions publiques donnent le droit de représenter l'Empire, quand il veut se réduire à un Corps moins nombreux. On appelle au contraire une Députation extraordinaire celle qui est formée par un choix particulier des trois Collèges de l'Empire assemblez à la Diète.

§. 16. Je ne m'arrêterai pas à la description de la manière dont les Députations ordinaires sont convoquées, & dont on y procède dans les délibérations, parce que ces assemblées ne sont presque plus en usage pour plusieurs raisons. La 1^e. est que ces Députations ne sont plus nécessaires. On y avoit autrefois recours, quand on ne vouloit pas assembler une Diète générale. Mais comme la nécessité, qui est imposée aujourd'hui à l'Em-

l'Empereur de demander l'avis & le consentement des Etats de l'Empire pour toutes les choses, qui regardent le Corps Germanique en commun, a rendu la présente Diète perpétuelle, on voit bien qu'on se peut passer des Députations ordinaires. Il n'est pas probable 2°. que les Princes & les Etats inférieurs consentent si facilement à une pareille Députation, qui donne trop d'avantage aux Electeurs, parce que ceux-ci sont tous du nombre des Députés ordinaires, & qu'à cause de cela ils tiennent leurs délibérations à part à ces petites Diètes. Il faut d'ailleurs 3°. que dans les Députations, soit ordinaires soit extraordinaires, il y ait un nombre égal de Députés des deux Religions, ce qui ne pourroit pas être observé dans une Députation ordinaire, de laquelle tous les Electeurs doivent être, & parmi lesquels par conséquent il n'y auroit pas moyen de former aujourd'hui l'égalité dont je parle.

§. 17. Les Députations extraordinaires sont au contraire encore fort en

en usage, non seulement pour les affaires qui se traittent au nom de l'Empire hors de la Diète, comme cela arrive, lors qu'on veut faire la visite de la Chambre Imperiale, ou envoyer une ambassade à un Congrès; mais encore à la Diète même, lors qu'il convient qu'une affaire y soit préparée par un petit nombre, avant qu'on la porte devant tout le Corps. On a procédé ainsi en travaillant au projet d'une Capitulation perpetuelle, & nous avons déjà remarqué ailleurs, qu'en examinant si un Membre de l'Empire a merité d'être mis au Ban, on doit tenir à la Diète la même procedure, lors que la chose y est portée.

§. 18. Ce qu'il y a de plus important dans la matière des Députations extraordinaires, c'est la question, si les Membres que l'on veut employer pour cela doivent être choisis en pleine assemblée, en sorte que les États Catholiques ayent leur voix pour l'élection d'un Membre Protestant, & les Protestans pour l'élection d'un Membre Catholique; ou si chaque Parti doit élire à part le nombre des
Dé-

Députez de sa Religion. Cette affaire a été fort agitée à l'occasion du choix d'une Députation pour la visite de la Chambre Imperiale, & les Protestans ont fait prévaloir la dernière opinion par leur fermeté, dans laquelle il semble qu'il n'y avoit rien de blamable. Il est naturel que chaque Parti souhaite que le choix tombe sur les personnes qu'il regarde comme les plus éclairées & les plus zélées d'entr'eux ; & si la méthode de les choisir à part est avantageuse aux Protestans, ils veulent bien que les Catholiques jouissent aussi du même

Art. V. avantage. Ce ne seroit pas assez que les premiers eussent obtenu par la paix d'Osnabruc, que „dans toutes „les Députations de l'Empire la moitié des Députez seroit de la Religion Protestante & la moitié de la „Religion Catholique, s'ils étoient genez dans le choix des Membres de leur Parti, & qu'ils eussent à craindre, que la supériorité du nombre des Catholiques dans les deux Collèges supérieurs leur pût porter préjudice. Ils croient encore que ceux d'en

d'entr'eux qui ne marcheroient pas droit peuvent mieux être retenus , quand le choix des Députez de la Religion Protestante ne se fait pas dans un Conseil où ils sont mêlez avec les Catholiques , mais par le Corps Evangelique, particulièrement assemblé pour cela.

CHAPITRE XVII.

Des principales matières qui sont portées à la Diète, & du Recours que les Etats de l'Empire peuvent avoir à cette assemblée, quand ils ont été lésés par les Souverains Tribunaux de l'Empire.

§. I. **L**Es affaires qui doivent être portées à la Diète , & pour lesquelles l'Empereur y doit rechercher le consentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, sont en général celles qui regardent tout le Corps Germanique. Mais comme l'article VIII. de la Paix d'Osnabruc fait une mention particulière de quel-
S ques

ques unes des principales matières de cette nature, il ne sera pas inutile de les parcourir, & de rapporter ce que la dernière Capitulation renferme là-dessus, en y ajoutant quelques courtes remarques.

§. 2. La première de ces matières, dont la *Paix* d'Osnabruc fait une mention expresse, est celle qui regarde les *Loix* qu'il y a à faire, ou à reformer, ou à abroger, ou à interpréter.

„L'Empereur promet expressément

Art. II. „dans la dite Capitulation qu'il ne
„s'écartera point des Constitutions de
„l'Empire faites à la Diète, ni de la
„Paix d'Osnabruc, qui a été mise au
„nombre des loix fondamentales de
„l'Empire; qu'il n'entreprendra point
„de changer, ni d'interpréter seul les
„loix qui ont déjà été faites, &
„moins encore d'en faire de nouvel-
„les; mais que toutes ces choses se-
„ront traitées à la Diète par l'avis &
„avec le consentement de tous les
„Etats de l'Empire. Il y avoit autre-
fois dans les Recés de la Diète plu-
sieurs choses, qui n'intéressoient pas
l'état public de l'Empire, & que l'on
pou-

pouvoit regarder comme des loix civiles, que l'Empereur & les Etats avoient trouvé bon d'introduire dans les différentes Provinces de leur domination. Ces sortes de loix ne sont pas telles que ceux qui y ont souscrit ne puissent aussi les changer ; parce que le droit législatif qu'ils exercent chez eux ne peut être restreint par les loix qui ont été faites à la Diète , qu'autant que le bien commun de l'Empire le demande , & autant que les dites loix ont été faites dans cette vuë.

§. 3. J'ai rapporté ci-dessus entre les plaintes qu'on a souvent faites contre le Conseil Aulique , que les Juges, qui le composent, se donnent de tems en tems la liberté d'interpréter les Loix publiques de leur propre autorité. On a reproché la même chose à la Chambre Imperiale , & la Diète, à qui on a fait parvenir ces plaintes, s'est opposée de toutes ses forces à cette irrégularité. Il seroit donc à souhaiter, que tout ce qui est obscur & ambigu dans quelques unes des Loix fondamentales de

l'Empire pût recevoir une interprétation à la Diète. Mais comme ces endroits là roulent sur quelque point contesté, soit entre le Chef & les Membres, soit entre les Etats des deux Religions, il n'y a pas lieu d'espérer que la Diète entreprenne jamais de les décider, ni qu'elle y puisse réussir.

Ce que je dis des *Loix écrites* peut aussi être appliqué aux *Loix non-écrites*, sur lesquelles il y a aussi souvent des contestations. Rien n'est plus commun dans l'Empire que de fonder un droit sur quelques actes réitérez, & de faire passer ces actes pour une coutume obligatoire, quelque libres & volontaires qu'ils ayent été. Il seroit donc bien nécessaire & utile, pour mettre fin à ces contestations, que la Diète prononçât là-dessus; mais la chose n'est pas possible, parce que les disputes d'un Parti contre un autre ne peuvent être ajustées que par une composition amiable.

Art.IV.

§.4. La résolution d'une guerre dépend aussi de la Diète. Il est vrai que la dernière Capitulation permet-

toit

toit encore à l'Empereur Charles VI.
„de se servir, en cas d'attaque pour
„cause de l'Empire, de tous les moyens
„dont il n'y auroit pas de danger à
„craindre pour ce Corps. Mais ce
cas, qui suppose que l'attaque seroit
si subite, que l'Empereur n'auroit
pas le tems de concerter avec les Etats
les moyens de parer à un danger pres-
sant, ne renverse pas la règle; parce
qu'un simple Gouverneur de Provin-
ce est autorisé de repousser le mieux
qu'il peut une invasion, sur laquelle
il n'a pas le tems de consulter son Maî-
tre. Je ne repète pas ici ce que j'ai dé-
jà dit sur la permission que la Capitu-
lation semble donner à l'Empereur de
se contenter en quelques cas de la
seule approbation de tous les Elec-
teurs pour entreprendre une guerre.
Je remarquerai seulement, que les Em-
pereurs ne consultent jamais la Dié-
te sur une guerre à laquelle tout l'Em-
pire doit prendre part, avant que d'y
avoir déjà acheminé les choses par
des négociations particulières avec
quelques Cercles & avec les plus
puissants Princes de l'Empire. „L'Em-

Ch. V.
§. 22.

Art. IV.

„pereur s'oblige au reste à entretenir
„la paix avec les Puissances voisines,
„& à empêcher, autant qu'il peut,
„que l'Empire ne soit enveloppé dans
„une guerre étrangère.

ibid.

„§. 5. Il dépend encore de la Dié-
„te de nommer le Général qui doit
„commander l'armée de l'Empire ;
„de lui joindre un Conseil de guer-
„re, composé d'un nombre égal de
„personnes des deux Religions & de
„faire des réglemens militaires ; Tous
les Officiers de l'armée, sans excep-
ter celui qui commande en chef sous
le titre de Feld-Maréchal de l'Em-
pire, doivent prêter serment à l'Em-
pereur & à l'Empire. Il n'est pas
permis de *construire une Forteresse* dans
le Pais de quelqu'un des Etats pen-
dant la guerre, ni de mettre sans son
consentement une garnison dans cel-
les qui s'y trouvent déjà, si ce n'est
qu'il ne fût pas lui même en état de
la défendre contre l'ennemi, & que
le bien public demandât de s'en as-
surer provisionnellement.

§. 6. Un Prince de l'Empire peut
garder la neutralité dans une guerre, qui
ne

ne regarde pas proprement la défense de l'Empire, & dans laquelle l'Empire n'est entré que pour faire cause commune avec une autre Puissance, quand même cette guerre auroit été résoluë à la Diète par le plus grand nombre. La Maison de Bavière en a fourni deux fois l'exemple. Elle ne prit aucune part à la guerre que l'Empire déclara à la France, pour secourir les Hollandois attaquez par la France, & à la Suede, qui fit une irruption dans le Brandebourg, pour obliger l'Electeur de retirer ses troupes de l'Alsace où elles agissoient contre les François. Elle a gardé encore dernièrement la neutralité, lors que l'Empire est entré en guerre avec la France, à l'occasion de l'élection du Roi de Pologne.

§. 7. Le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse stipulèrent dans un article secret du traité d'Alliance défensive, qu'ils conclurent avec le Roi de France à Hannovre, „que s'il arrivoit qu'en *haine du se-* Art. 2.
„*cours*, que Sa Majesté Tres Chrê-
„tienne donneroit à Sa Majesté Bri-
tan-

„tannique & à Sa Majesté Prussien-
„ne, pour les garantir du trouble qu’el-
„les pourroient souffrir dans les États
„qu’elles possèdent, l’Empire déclara-
„rat la guerre à Sa Maj. Tr. Chr.;
„comme, en ce cas, une pareille
„déclaration ne regarderoit pas moins
„le Sereniss. Roi de la Gr. Bretag.
„& le Sereniss. Roi de Prusse, dont
„les intérêts auroient été les occasions
„de la guerre, que Sa Majesté Tres
„Chrétienne, non seulement ils ne
„fourniroient point leur Contingent
„en troupes, ni en quelque autre
„nature de secours que ce pût être,
„quand même leurs dites Majestez,
„Britannique & Prussienne, ne feroient
„pas comprises & nommées dans la
„déclaration de guerre que l’Empi-
„re feroit à la France; mais même
„elles agiroient de concert avec Sa
„Majesté Tres Chrétienne jusqu’à-ce
„que la paix troublée à cette occa-
„sion fût rétablie. La Cour Imperia-
le voulut faire envisager cette stipu-
lation comme contraire aux engage-
mens de ces Princes envers l’Em-
pereur & l’Empire; mais on fit voir,
en

en répondant à l'écrit qui osoit les en accuser, que, ce cas de l'Alliance arrivant, ils ne feroient que résister à une injuste entreprise de l'Empire, à qui il n'étoit pas permis d'attaquer quelqu'un de ses Membres pour une alliance innocente avec une Puissance étrangère, & que c'étoit les attaquer eux mêmes, que d'attaquer leur Allié, en haine de l'Alliance qu'ils avoient contractée avec lui pour leur défense mutuelle.

§. 8. La matière des *Contributions* & des *Subsides* est aussi une de celles qui doivent être réglées à la Diète, & nous avons déjà remarqué qu'il n'étoit pas encore décidé, si le plus grand nombre des Etats de l'Empire, qui seroit porté à les accorder, pouvoit obliger les autres à se soumettre à cet avis. Il sera bien difficile de s'accorder sur cet article, parce qu'il n'est pas de ceux qui se déterminent par la pluralité des voix. L'Empereur trouve cependant les Etats de l'Empire toujours assez disposés à accorder les
Con-

Contributions & les Subsidés que l'honneur & la défense de l'Empire demandent véritablement. On appelle *Contingent* ce que chaque Membre de l'Empire doit fournir en hommes ou en argent. Il y a des Matricules qui marquent ce Contingent, & elles ont pour base les anciennes *Expéditions Romaines*, appelées ainsi de leur but, qui étoit d'accompagner l'Empereur en Italie, pour s'y faire couronner dans la Lombardie & à Rome. Ces Matricules marquent clairement, combien chaque Membre doit contribuer en hommes pour une guerre, & à quoi chaque Cavalier ou Fantassin doit être taxé par mois, pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas fournir leur Contingent en hommes; en sorte qu'il est très aisé de régler les Contributions en argent sur le pied des *mois Romains*, comme on parle encore, c'est-à-dire, en faisant contribuer à chacun autant qu'il seroit obligé de fournir, s'il payoit ce nombre de mois sur la taxe de la Matricule. Mais il est plus facile de calculer ces Con-
tri-

tributions , que de les faire entrer dans les Caisses publiques. Il se trouve des Membres de l'Empire, qui se plaignent , qu'ils ont été taxez trop haut dans les Matricules ; d'autres prétendent un rabais de leur ancien Contingent à cause des pertes qu'ils ont souffertes depuis ; d'autres veulent eux mêmes rabattre des Contributions présentes ce qu'ils prétendent avoir payé de trop dans les précédentes ; d'autres enfin demandent une diminution de leur taxe, & même une exemption entière , à cause de quelques nécessitez qui les empêchent pour le présent de les payer. Tous ensemble n'ont aucun empressement de fournir leur Contingent au tems marqué ; d'où il résulte, que de l'Armée que l'Empire a résolu de former, il en paroît rarement la moitié en campagne, & qu'on ne livre point à la Caisse publique, ou fort tard au moins, les sommes quoiqu'assez modiques qu'on est convenu de fournir pour les fraix de deux ou trois Fortereffes que l'Empire s'est chargé d'entretenir.

§. 9. Tout l'Empire doit concourir aussi aux *Alliances* qu'il y auroit à conclure avec des Puissances étrangères, & aux *Ambassades* qu'on voudroit ou leur envoyer de la part de l'Empire, ou en recevoir. Mais comme il seroit difficile de traiter une Alliance avec toute la Diète, à cause du secret que demandent de telles négociations, il suffit qu'elle autorise l'Empereur expressément ou tacitement à dresser le plan de l'Alliance, & qu'elle s'en reserve la ratification. Il y a longtems qu'il ne s'est point fait d'Ambassade de la part de l'Empire; mais plusieurs Princes étrangers ont eu & ont encore des Résidents à la présente Diète. Comme il peut importer beaucoup à l'Empire, que la proposition qu'un tel Ministre seroit chargé de faire au Corps Germanique, soit écoutée, les Etats auroient à se plaindre, si un Empereur refusoit pour des raisons particulières de l'admettre à la Diète, comme fit l'Empereur Charles V. à l'égard des Ambassadeurs que le Roi de France y voulut envoyer pour se disculper des imputa-

putations graves dont le dit Empereur le chargeoit. Mais il paroît encore plus préjudiciable au droit des Membres du Corps Germanique, que l'Empereur fasse sortir de la Diète un Ministre étranger, qui y a été reçu & reconnu, sans leur communiquer auparavant les raisons de cette démarche, & sans requérir là-dessus leur consentement. Je renvoye au Chapitre suivant à parler des Ambassades qu'il y auroit à faire pour une paix que l'Empire voudroit conclure, à laquelle les Etats ont un droit incontestable de concourir.

§. 10. J'ai dit ci-dessus, en parlant des Tribunaux de l'Empire, que l'on ne peut pas recourir de leurs Jugemens à la Diète, pour y faire reformer une Sentence, mais que l'on y peut porter ses plaintes contre des Juges, qui dans le Procès d'un Membre de l'Empire auroient violé les Constitutions publiques, & qu'on peut demander le redressement de ce grief. Le droit d'un tel Recours est fondé 1^o. sur ce que ces Tribunaux tirent incontestablement leur autorité

té de l'Empereur & de l'Empire, soit directement, comme la Chambre Imperiale, soit indirectement, comme le Conseil Aulique. 2°. Sur l'obligation où sont les Juges par leur serment, de ne point s'écarter de ce que les Constitutions de l'Empire leur prescrivent, tant pour la Procedure que pour la Judicature. Puis donc qu'il est de la dernière importance que ces Constitutions ne soient pas enfreintes, & que le cas, où cela arrive par la faute ou par la mauvaise intention des Juges, interesse la sûreté & la liberté de tous les Membres de l'Empire, il est juste aussi, que l'on ne ferme pas la porte du Recours à la Diète à celui qui en implore la protection, quand il a été lésé par une Procedure ouvertement contraire aux dites Constitutions, & aux droits dont les Etats de l'Empire jouissent. L'Empereur est expressément engagé dans sa Capitulation à leur laisser cette voye libre. Il peut arriver que les plaintes de ceux qui recourent à la Diète ne soient pas toujours bien fondées; mais il se-
roit

roit trop dangereux d'en abandonner la connoissance à l'Empereur seul ; & il seroit encore plus contraire aux droits de la Diète, si le Plénipotentiaire de Mayence, à qui les Complaingans sont obligez de remettre leurs Mémoires, vouloit leur refuser son ministère pour la *dictature*, par laquelle leurs plaintes doivent être communiquées aux Etats de l'Empire, dont ils implorent l'appui contre ces lésions.

CHAPITRE XVIII.

Détail historique de la manière dont les Etats de l'Empire ont concouru aux traités de Paix avec les Puissances étrangères, depuis la Paix de Westphalie.

§. 1. **L**E droit des Etats de l'Empire de concourir à une paix avec une Puissance étrangère est du nombre de ceux que la Paix d'Onabruc leur attribué expressément, & ce droit est d'autant plus important

tant, qu'il peut arriver, que l'Empire soit obligé, par le mauvais succès de ses armes, de céder à un ennemi vainqueur une Ville ou une Province qui faisoit partie de son Corps, ou de renoncer à une prétention bien fondée, ou de consentir enfin à quelque changement de ces Constitutions par rapport aux Provinces qu'il auroit reprises sur l'ennemi.

§. 2. L'Empereur Ferdinand III. se fit une grande peine de consentir que tous les Etats de l'Empire eussent la liberté de se rendre à Osnabruc & à Munster, pour y prendre part à la négociation de Paix que cet Empereur conclut dans la première de ces villes avec la Couronne de Suède, & dans la dernière avec celle de France. Il fut cependant obligé de céder aux fortes instances de ces deux Couronnes, qui crurent d'un côté qu'il n'étoit pas juste que les Etats de l'Empire, avec lesquels ils étoient en alliance, & qui avoient besoin de leur secours, pour obtenir un redressement des griefs qu'ils avoient contre la Cour
Im-

Impériale, fussent exclus du Congrès de Paix ; & d'un autre côté, qu'il étoit nécessaire pour la plus grande seureté de ce qu'elles avoient elles mêmes à régler avec l'Empereur, que le droit de tous les Etats de l'Empire de concourir avec lui au Gouvernement du Corps Germanique, fût bien établi & assuré dans la paix à laquelle on devoit travailler ; ce qui ne pouvoit pas se faire sans les écouter & sans les consulter sur les matières les plus intéressantes.

§. 3. Ce Congrès de Paix prit donc tout à fait la forme d'une Diète par rapport aux affaires qu'il y avoit à régler entre l'Empereur & l'Empire, sous la médiation & intervention des dites Couronnes, auxquelles les Etats de l'Empire remirent leurs griefs pour les communiquer aux Ministres de l'Empereur ; lesquels de leur côté firent parvenir par les mêmes mains leurs réponses aux Etats de l'Empire, & sur lesquelles ceux-ci tenoient leurs conférences à peu près de la même manière qu'on le pratique à la Diète. Ils furent aussi

T admis

admis à la signature des traitez de Paix, comme Parties Contractantes; & les Ministres de Suède leur en remirent deux Originaux, dont l'un devoit être gardé par l'Electeur de Mayence pour l'usage de l'Empire en général, & l'autre par l'Electeur de Saxe pour l'usage des Protestans en particulier.

§. 4. Le droit des Etats de l'Empire de concourir à la conclusion d'une Paix qui se fait au nom de tout le Corps Germanique, fut donc bien établi, & par le fait & par les termes exprès du 8^{me}. article de la Paix d'Osnabruc. Mais la méthode qu'on avoit suivie en cette occasion ne pouvoit pas servir de modèle pour le Congrès de Nimégue, qui fournit aux Etats de l'Empire la première occasion marquée d'exercer leur *droit d'adlegation*, comme on l'appelle, *jus adlegandi*, parce que ce Congrès étoit d'une toute autre nature, l'Empire n'ayant rien à demander de la France avec laquelle il traitoit sinon, que dans les Pays qui lui avoient été cedez par la Paix de Munster
sous

sous certaines clauses, elle abolit les innovations qui paroissoient y être contraires, & que les choses fussent mises en règle sur cet article. Les Etats de l'Empire n'ayant pû s'entendre à la Diète sur la manière dont ils exerceroient leur droit de concourir avec l'Empereur à la conclusion de la Paix dont il s'agissoit, ils résolurent de charger les Ambassadeurs de l'Empereur des interets de l'Empire par un Plein-pouvoir particulier, & d'exiger d'eux de correspondre avec la Diète sur les points de leur négociation qui demanderoient qu'elle en fût informée, & pour lesquels il seroit important qu'ils en receussent des instructions séparées.

§. 5. Cette résolution ne devoit pas déplaire à la Cour Imperiale, & si elle en avoit sçeu faire un bon usage, il lui auroit été facile de mettre les choses sur un pied que l'Empire eut toujours suivi la même méthode, & qu'ainsi il n'eût presque point paru au dehors, que les Membres de l'Empire partageoient avec leur Chef le droit de faire la Paix. Mais

les Ambassadeurs de l'Empereur se conduisirent si mal dans la negotiation dont l'Empire les avoit chargé, qu'ils ne mécontenterent pas seulement les Princes liguez contre la Suède, mais presque toute la Diète. Les premiers se plainquirent de ce qu'on avoit sacrifié leurs interets, en consentant qu'ils restituassent tout ce qu'ils avoient enlevé aux Suedois en Allemagne, & la Diète fût mécontente de ce qu'on n'avoit rien réglé avec la France, pour empêcher que certaines Villes d'Alsace ne perdissent les Droits, & les Privilèges que l'Empire avoit voulu leur réserver par la Paix de Munster, en cedant ce Pays à la dite Couronne.

§. 6. En effet les tristes suites de cette Paix ne tardèrent point à se manifester. La France établit à Metz & à Brisac des *Chambres de Reunion*, comme on les appelloit, pour rechercher les anciennes appartenances des Pays dont je viens de parler; & le Roi qui faisoit prononcer par ces Chambres sur ses Droits, ne manquoit pas de faire executer sur le
champ

champ leurs décisions. L'Empire avoit beau murmurer de cette procedure & la traiter d'usurpation. Il étoit peu en état de s'y opposer , parce que ceux là mêmes, qui avoient agi avec le plus de vigueur contre la France dans la guerre qu'on venoit de finir, étoient alors les plus empressez à se lier avec cette Couronne, & ne témoignoiént aucune envie de rompre de nouveau avec Elle. Il fallut donc que l'Empire eût recours à des voyes amiables & qu'il essayat , si dans un Congrès indiqué à Francfort l'on pourroit obtenir du Roi de France, qu'il mit des bornes à ses prétentions. L'Empereur auroit bien voulu que l'Empire lui eût confié de nouveau le soin de cette negotiation ; Mais le souvenir du passé fit prendre à la Diète la résolution de joindre aux Ambassadeurs Impériaux une Députation extraordinaire composée de quelques Membres de chaque Collège, qu'elle munissoit à cet effet d'un Plein-pouvoir particulier & des instructions nécessaires. Elle vouloit de plus que cette Députation ne conferât pas seu-

lement en particulier avec les Ministres de l'Empereur, sur les choses qu'il y auroit à régler avec la France, mais qu'elle assistât même aux Conférences avec les Plenipotentiaires de cette Couronne. La nécessité dans laquelle l'Empereur se trouvoit alors l'auroit peut être porté à céder à cette demande, & il avoit déjà actuellement consenti, que les Députés de l'Empire fussent presens à l'ouverture du Congrès; lors que la France, dont la faveur leur avoit été utile dans cette occasion, aima mieux se servir des difficultez qui restoient encore à applanir, pour rompre le Congrès, & pour se mettre au dessus des ménagemens qu'Elle avoit d'abord paru vouloir garder. Et si l'Empire fut content d'avoir fait sentir à l'Empereur dans cette rencontre jusques où il croyoit pouvoir porter son droit d'*Adlegation*, celui-ci ne fut pas fâché que la rupture du Congrès l'eût tiré de cet embarras.

§. 7. Les circonstances ne furent pas également favorables aux Etats de l'Empire au Congrès de Rysvic, pour le-

lequel on nomma aussi à la Diète une Députation extraordinaire, malgré les mouvemens que l'Empereur se donna, pour les en détourner, & pour leur faire reprendre la méthode employée au Congrès de Nimègue. On nomma pour cette Députation quatre Personnes du Collège des Electeurs, vingt-quatre de celui des Princes, & quatre de celui des Villes. Ce grand nombre de Deputez ne fit qu'augmenter les difficultés pour leur admission aux Conférences avec les Ministres des Puissances étrangères, & pour le rang qu'ils devoient tenir; d'où il resulta enfin, qu'ils furent obligez de se contenter, que les Ministres de l'Empereur leur firent part de ce qui avoit été traité dans ces Conférences & de communiquer à leur tour à ces Ministres le resultat des deliberations particulières de la Deputation comme l'avis de l'Empire. On les appella bien à la signature de la Paix, mais ils apprirent en même tems qu'on avoit fait peu d'attention à leurs desirs; & les Deputez des Etats Protestans eurent en

par-

particulier le chagrin de voir, que dans le IV^{me}. article de la Paix de Ryſvic on avoit inferé à leur insceu une clause qui faisoit une grande brèche à celle d'Osnabruc ; puisque la France y exigeoit, que dans les Provinces qu'Elle restituoit à l'Empire, la Religion Catholique Romaine devoit subsister (au grand préjudice des Protestans) sur le même pied où cette Couronne l'avoit mise pendant le tems qu'Elle les avoit possédées. Les Ministres Protestans, dont les Maîtres avoient moins à redouter les menaces de la France, eurent bien la fermeté de ne pas signer cette Paix ; mais leurs Maîtres mêmes se virent dans la nécessité de se contenter de la declaration que leur donna l'Empereur, que la dite clause ne tireroit pas à consequence contre la Paix d'Osnabruc, & de donner sous cette assurance leur consentement à la Diète pour la ratification de celle de Ryſvic.

§. 8. Le peu de satisfaction, que la Députation de l'Empire avoit eu au Congrès dont je viens de parler, n'empe-

pecha pas les Etats de l'Empire d'en former une nouvelle dans le tems, où la négociation, que la France entama à la Haye avec les Alliez, donna lieu de croire, qu'on étoit à la veille de conclurre une Paix générale. Mais les choses tournerent tout autrement. La France rejetta les conditions préliminaires sous lesquelles les Puissances Alliées vouloient conclurre la Paix avec elle, & tirant parti de la mort de l'Empereur Joseph, & du changement du Ministère à la Cour Britannique, elle finit la guerre avec un bonheur qu'elle n'avoit pas eu lieu de se promettre. L'Empereur Charles VI. se roidit encore pour un tems. Mais abandonné de tous ses Alliez il se vit obligé de s'accommoder aussi avec la France, & il le fit d'une manière que l'Empire y eut peu de part. Les fondemens de cet accommodement furent jettez, sans sa participation, par des conferences secretes que le Prince Eugene & le Marechal de Villars tinrent à Raftat; & lorsqu'il s'agit de consommer leur ouvrage au Congrès qu'on appointa à Bade, les Etats de
l'Em-

1709.

l'Empire, à qui on en donna connoissance, comprirent bien qu'il ne s'agissoit plus que d'une simple formalité, pour laquelle leur présence ne seroit pas nécessaire. Les Etats Protestans sentirent aussi qu'ils ne devoient pas se flatter d'obtenir la cassation de la clause du 4^{me}. article de la Paix de Rysvic, qui étoit la chose qui leur tenoit le plus au cœur, parce qu'on étoit déjà convenu à Rastat que cette Clause seroit confirmée dans celle de Bade. Cette considération les porta à ne point s'opposer à l'avis des Etats Catholiques, qui trouverent bon, que l'Empire remit ses interets entre les mains de l'Empereur. Ils déclarèrent seulement, en ratifiant la Paix de Bade à la Diète, qu'ils s'entenoient par rapport à la Paix de Rysvic qu'on venoit de confirmer aux protestations qu'ils avoient faites à la Diète en différentes occasions, qu'elle ne devoit point prejudicier aux droits que leur donnoit la Paix d'Osnabruc.

§. 9. La Cour Imperiale n'a pas mieux menagé l'Empire dans la dernière Paix qu'elle a conclué avec la

Fran-

France. L'Empereur l'a réglée seul avec cette Couronne, & il s'est contenté de faire agréer à la Diète les raisons de cette conduite, & de lui demander sa ratification. Il faut avouer en général que la manière, dont les Etats de l'Empire ont exercé jusqu'ici leur droit de concourir avec l'Empereur à la conclusion d'une Paix, a été peu fructueuse pour eux. Ce droit seroit d'une toute autre force, si les plus puissants Princes de l'Empire, qui peuvent être particulièrement intéressés à la Paix, qui est sur le tapis, ne préféreroient pas de pourvoir à leur utilité par des Ambassades séparées, qui leur sont plus honorables, & à l'égard desquelles les Electeurs jouissent des mêmes Droits que les Têtes Couronnées.

C H A P I T R E X I X.

Du Corps Evangelique, & du droit qu'a de protéger dans l'Empire tous ceux qui souffrent pour la Cause Protestante.

§. 1. **E**N parlant de la manière dont on traite les affaires à la Diète, j'ai fait connoître que les Protestans y tiennent quelques fois des conférences particulières sur les matières qui intéressent l'état de leur Religion en général , & j'ai remarqué aussi que dans les cas où l'Empire ne pouvoit pas être regardé comme un seul Corps, les choses mises en délibération ne pouvoient pas être décidées à la pluralité des voix. Il sera donc nécessaire de dire quelque chose de ces Corps particuliers que l'Empire réunit dans son sein , & dont les intérêts séparez troublent quelques fois son harmonie. Comme les Etats de l'Empire sont partagez, par rapport à la Religion, en ceux de

la Religion Romaine, appelée l'ancienne dans quelques Recés, & en ceux de la Confession d'Augsbourg, sous lesquels l'article 7^{me}. de la Paix d'Osnabruc comprend expressement ceux qui d'entr'eux s'appellent les Reformez, on peut regarder ces deux Partis comme deux puissans Corps, dont malheureusement les interêts ne diffèrent que trop, & qui l'un & l'autre appréhendent de perdre quelque chose de leurs droits & de leurs privilèges. Le premier a eu jusqu'ici l'avantage sur l'autre, que le Chef de l'Empire même a été de sa Religion, & que la direction générale des affaires de l'Empire à la Diète y est exercée par un Prince non seulement catholique, mais de plus Ecclesiastique; en sorte qu'il n'a pas à craindre, que le Parti opposé empiète jamais sur ses droits. Ceux du Parti protestant au contraire ont eu de grands obstacles à surmonter depuis le tems de la Reformation, avant qu'ils ayent pû parvenir à leurs arrangements présens, & ils sentent qu'il est de la dernière importance pour eux

eux de se tenir bien liez, pour tirer plus d'utilité des Constitutions publiques, qui sont les boulevard de la Religion. Pour bien éclaircir cet article, je vais repeter dès son origine comment les Etats Protestans de l'Empire ont formé entre eux cette association, qui les fait regarder comme un Corps particulier, avoué & reconnu publiquement sous le nom de *Corps Evangelique*.

§. 2. La Cour de Rome, ne pouvant souffrir que plusieurs Membres de l'Empire secouassent son joug, n'oublia rien pour engager l'Empereur Charles V. à les faire rentrer par force dans le giron de l'Eglise Romaine. Il étoit donc naturel, que ceux qu'on menaçoit ouvertement de cette violence songeassent aux moyens de se maintenir dans la liberté de conscience, par des alliances qui ne tendoient qu'à leur défense mutuelle. Leur première Association, connuë sous le nom de *Ligue de Smalcalde*, eut pour Chef l'Electeur de Saxe & le Landgrave de Hesse dans le choix desquels les Confédérés

rez avoient sans doute fait principalement attention au zèle & au mérite distingué de ces deux Princes.

§. 3. L'Empereur triompha de cette Ligue par des moyens qui seroient trop long à détailler ici. Mais le Duc Maurice de Saxe, qui y avoit beaucoup contribué en s'attachant à l'Empereur, & qui obtint pour récompense de ce grand service la Dignité Electorale qu'on ôta à son Cousin Jean Frederic, forma bien tôt lui-même une nouvelle alliance contre l'Empereur, quand celui-ci voulut se servir de sa victoire, pour détruire la Religion Protestante. Cette nouvelle Confédération dans laquelle les Membres les plus considérables de cette Religion entrèrent, & à laquelle se joignit le Roi de France Henri II. produisit par l'heureux succès de leurs armes la *Paix de Passau* & peu de tems après la *Paix de Religion* qu'on régla à la Diète d'Augsbourg.

1547.

1552.

1555.

§. 4. Cette dernière Constitution libera formellement les Protestans de l'autorité du Pape & de la jurisdiction des Cours Ecclesiastiques de l'Eglise

glise Romaine dans l'Empire ; elle assura le libre exercice de Religion à ceux qui s'étoient séparés de cette Eglise, & elle pourvut aussi à la liberté de conscience des Sujets des Princes Catholiques qui seroient portés à l'embrasser dans la suite. Mais deux articles que les Etats Protestans n'avoient pû empêcher qu'on inserât dans la Paix de Religion , dont je parle , servirent de semence à de nouveaux troubles. Le premier portoit , „que les Etats Ecclesiastiques „de l'Empire , qui abandonneroient „la Religion Romaine , perdroient „par-là leurs Archevêchez , Prélatures, ou autres Bénéfices , avec tous „les fruits & revenus y attachez. Et comme les Protestans n'avoient pas voulu souscrire à cet article, il en naquit de grands mouvemens entre les deux Partis , lors que les Catholiques employerent toutes leurs forces pour
1583. le faire valoir contre l'Electeur de Cologne qui abandonna leur Religion. Le second article vouloit , „que ceux „qui n'étoient ni de la Religion ancienne , ni de la Confession d'Augsbourg ,

bourg, ne fussent pas tolerez dans
l'Empire ;" ce qui donna lieu à une
dangereuse dispute sur la question , si
les Reformez pouvoient jouir du bé-
néfice de la Paix de Réligion à cau-
se qu'ils ne s'accordoient pas avec
les Lutheriens sur l'article de la Sain-
te Céne. La plus sage & la plus
nombreuse partie des Protestans em-
pêcha que les Catholiques, qui pres-
soient la négative, à la Diète d'Augs-
bourg , ne parvinssent à leur but ; &
l'Empereur Maximilien II. dont l'es-
prit étoit fort tolerant , & qui avoit
besoin du secours de tout l'Empire
contre la Porte Ottomane, contribua
aussi beaucoup à la conservation de
la tranquillité entre les Membres du
Corps Germanique. Mais on ne s'ap-
perçût que trop , que la vivacité avec
laquelle quelques Théologiens Lu-
theriens & Reformés disputèrent sur
les points de doctrine, qui distinguent
les deux branches des Protestans ,
produisoient de jour en jour plus
d'éloignement entr'eux, & ceux qui
pouvoient profiter de ces divisions

[1566.]

ne manquèrent pas de les fomenter habilement.

§. 5. A ce manque de concorde entre les Protestans se joignit encore une jalousie d'interêt entre Frederic IV. Electeur Palatin, & George I. Electeur de Saxe. Le premier se donna beaucoup de mouvemens pour former entre les Etats Protestans une union qui les mit en état de se défendre contre les Tribunaux de l'Empire, qui sembloient avoir conspiré pour les opprimer, sous les Règnes des Empe-reurs Rodolphe & Matthias; & il crut, que le soin d'unir les Protestans le regardoit principalement, en vertu de la primauté de rang qu'il avoit dans ce parti. D'un autre côté l'Electeur de Saxe auroit voulu qu'ils s'attachassent à lui, en considération des services signalés que sa Maison avoit rendus à la Cause Protestante dans les tems passés. La jalousie de ces deux Princes, jointe aux besoins qu'avoit le dernier de la faveur de la Cour Imperiale pour ses droits à la succession des Etats de Juliers & de Bergue, fut la principale cause

cause pour laquelle il ne voulut point entrer dans la Confédération que le plus grand nombre des Protestans forma par les soins de l'Electeur Palatin, sous le nom d'*union Evangelique*, & qu'il embrassa au contraire le parti de l'Empereur Ferdinand II. dans la guerre de Bohême, dont il a été parlé ailleurs. 1610.

§. 6. Cette guerre porta un grand coup à la Maison Palatine; mais elle fut encore plus fatale à la Cause Protestante, parce qu'elle donna occasion à cet Empereur, d'ôter aux Protestans, dont il y avoit alors un grand nombre en Autriche & en Bohême, la liberté de Religion, que Maximilien II. & ses Successeurs leur avoient accordés. La Silésie seule fut épargnée par ménagement pour l'Electeur de Saxe, qui avoit fait rentrer ce país par ses sollicitations & par ses armes sous l'obéissance de l'Empereur.

§. 7. Pour ne pas répéter ici ce que j'ai déjà dit ailleurs des funestes suites qu'eut la guerre de Bohême pour l'Allemagne, où le vainqueur

1629.

transporta ses armes, pour terrasser l'Electeur Palatin & ses Adherans; je dirai seulement, que le Clergé Catholique poussa l'Empereur à publier un Edit, qui ordonnoit à tous les Etats Protestans en général, de remettre dans leur ancien état les Evêchés, les Abbayes & tous les biens Ecclesiastiques qu'ils avoient sécularisez depuis le Traité de Passau. Ce prélude de la mauvaise volonté du Parti Catholique contr'eux les fit penser à une nouvelle union.

1631.

§. 8. L'Electeur de Saxe convoqua les Protestans dans cette vuë à Leipzig, & l'Empereur ne s'y opposa pas, parce qu'on scût lui persuader, que le dessein de cette Assemblée étoit seulement, de conferer sur les moyens de s'entendre avec lui sur quelques modifications de son *Edit de Restitution* comme on l'appelloit. Il lui convenoit d'ailleurs de ménager les Protestans à cause des préparatifs que faisoit alors le Roi de Suede, pour arrêter les progrès des armes Imperiales. Cette dernière circonstance releva si bien le courage abbatu des Pro-

Protestans, qu'ils prirent à cette Assemblée de Leipzig de bonnes mesures pour leur commune défense. Mais l'Electeur de Saxe les empêcha de se lier dès-lors avec la Suede, en partie pour ne pas partager avec cette Couronne le relief que cette nouvelle Ligue lui donnoit dans l'Empire, & en partie aussi pour ne pas rendre la guerre plus longue, si les Etats Protestans faisoient cause commune avec celui qui leur offroit son assistance. La Cour Imperiale auroit dû fortifier celle de Saxe dans cette Politique: Mais la prise de Magdebourg 1631. lui enfla tellement le cœur, qu'elle résolut de tourner ses armes victorieuses directement contre l'Electeur, dans l'espérance qu'elle l'accableroit tout d'un coup, & que son renversement seroit le plus sûr moyen de faire échoüer les entreprises de la Suede, trop foible pour résister seule à toutes les forces de l'Empereur & du Parti Catholique ligué avec lui.

§. 9. L'Evénement ne répondit point à ses vûes. L'Electeur de Saxe réduit

duit à l'extrémité se jetta entre les bras du Roi de Suede, qui fortifié des troupes de son Allié, remporta conjointement avec lui une victoire complete, dont nous avons rapporté ailleurs les suites. Le Roi de Suede travailla dès-lors à fortifier son Parti dans l'Empire, par une étroite Alliance avec les Etats Protestans, mais il n'eut pas le tems d'achever cet Ouvrage. Et quand après sa mort le célèbre Oxenstiern, grand Chancelier de Suede, en poursuivit le Plan, il se brouilla tellement avec la Cour de Saxe, dont il réveilla par-là les anciennes jalousies, qu'oubliant le danger d'où elle avoit été tirée par le secours des Suedois, elle traversa d'abord autant qu'elle put leur projet, & les abandonna en suite ouvertement, après leur défaite totale près de Nordlingue. Mais cette démarche & les liaisons, que l'Electeur de Saxe reprit avec la Cour Imperiale, ne lui procurèrent pas les avantages qu'il en espéroit; Bien loin de relever son crédit parmi les Protestans par la paix qu'il conclut avec l'Empe-

pereur à Prague, il les éloigna entièrement de lui par ce Traité, qui ne pourvut pas suffisamment à la sûreté de ceux qui auroient voulu y accéder, & qui en abandonna plusieurs à la merci de la Cour de Vienne; outre que par plusieurs victoires les Suedois se vangèrent si bien du tort que la Saxe leur avoit fait, qu'elle fut trop heureuse de les contenter, en se détachant de l'Empereur & en gardant la neutralité. 1635.

§. 10. Les choses étant encore dans cette situation, lorsque les Etats de l'Empire se rendirent au Congrès d'Onabruc, il n'est pas surprenant que les Protestans ne voulussent point consentir, que l'Electeur de Saxe fût à la tête des Conférences qu'ils y tinrent, sur le bien commun de la Cause Protestante en général, & sur leurs intérêts particuliers. Il eût été naturel d'honorer de cette confiance l'Electeur de Brandebourg, comme étant alors le premier de leur Corps après celui de Saxe. Mais comme ce Prince professoit la Religion Reformée, qui n'étoit pas encore alors
ex-

expressement autorisée par les Constitutions publiques, & pour laquelle le plus grand nombre des Lutheriens témoignoit de l'éloignement ; on lui préfera le Duc de Saxe Altenbourg.

§. 11. Cette paix procura aux Etats Protestans tous les avantages qu'ils en pouvoient attendre, soit pour le bien de leur Religion, soit pour leur égalité avec les Etats Catholiques dans le Gouvernement de l'Empire. Mais ils sentirent bien, que pour conserver ces avantages, & pour en jouir plus sûrement, il étoit nécessaire qu'ils se tinssent bien unis, & qu'aux futures Diètes il y eût toujours une bonne harmonie entr'eux ; ce qui demandoit, qu'ils choisissent quelqu'un de leur Corps pour être le Directeur de leurs Conférences, & pour se charger du principal soin d'exécuter leurs résolutions. Ils y pourvûrent donc à la première Diète qu'on tint après la paix de Westphalie, à Ratisbonne l'an 1653. & leur choix tomba sur l'Electeur de Saxe, non seulement à cause de la primauté de rang qu'il tenoit

noit entre les Etats Protestans , mais aussi en reconnoissance des grands services que ses glorieux Ancêtres avoient rendus à la Cause Protestante , qui leur firent aisément oublier les dernières démarches de ce Prince , qu'on ne regardoit pas tant comme l'effet d'une mauvaise volonté , que comme une erreur de Politique.

§. 12. L'arrangement , que les Protestans prirent alors & qui subsiste actuellement , est devenu encore plus fructueux pour eux , depuis que la Diète est devenue permanente. Il n'étoit pas si facile autrefois d'assembler tous ceux qui composent le Corps Evangelique. La crainte d'encourir la disgrâce de la Cour Impériale ou du Parti Catholique faisoit , que plusieurs n'osoient paroître ouvertement au lieu , où ils avoient été convoqués ; mais aujourd'hui qu'ils sont déjà assemblez à la Diète , rien ne les empêche de se rendre à la maison du Ministre de l'Electeur de Saxe , & d'y assister aux Conférences. L'honneur de convoquer les Protestans & de diriger leurs Consultations

cau-

causoit ci-devant des jalousies & des disputes , auxquelles on a heureusement remédié , en donnant ce droit à l'Electeur de Saxe , d'un commun accord.

§. 13. C'est sans doute la crainte d'ouvrir une nouvelle porte à ces jalousies, & aux divisions qui en naistroient , qui a empêché jusqu'ici le Corps Evangelique d'ôter à l'Electeur de Saxe la direction des affaires qui regardent la Cause Protestante, quoiqu'il ait embrassé la Religion Romaine. Il semble veritablement qu'il est fort difficile , pour ne pas dire quelque chose de plus, qu'un Prince de cette Religion puisse concilier ce qu'exigent de lui les principes dont il fait profession & les gens qui l'environnent , avec ce que demande l'interêt de la Religion Protestante. Cependant, il y a aussi des personnes qui croient que l'embarras même où se trouveroit la Cour de Saxe, si les choses en venoient à quelque extrémité entre les deux Partis, doit être une forte raison , pour l'obli-

bliger à entretenir la bonne harmonie. Et ce qui leur donne lieu de se persuader, que les démarches qu'elle feroit ne seroient pas sans effet, c'est qu'il paroît, qu'un défenseur des droits des Protestans, qui passe pour être lui même un bon Catholique Romain, doit être encore mieux écouté dans les choses qu'il appuie avec connoissance de cause, que ne le seroit un Protestant, que ceux de l'Eglise Romaine supposeroient toujours être prévenu pour les intérêts de son parti. On croit aussi que tant que l'Electeur de Saxe fera cas, comme il l'a fait jusqu'ici, des droits dont les Protestans veulent bien le laisser jouir, & qui lui donne en effet un grand crédit dans l'Empire, ses Sujets, à qui la paix d'Osnabrug & les propres déclarations de ce Prince assurent déjà la liberté de Religion, auront encore moins à craindre qu'il ne prête l'oreille à des insinuations contraires à ses engagements. Comme les Partisans de la Cour de Saxe ont eux mêmes employé une partie de ces reflexions, comme au-
tant

tant de motifs qui devoient déterminer le Corps Evangelique à lui laisser la direction de ses affaires, ils ont assez fait connoître par-là, qu'ils n'y a que des raisons de Politique, qui peuvent laisser subsister les choses sur le pié où elles sont à présent, mais qu'il dépendra toujours des Protestans de faire un changement à cet égard, quand ils le jugeront convenable à leur plus grand bien.

§. 14. Quant aux avantages que les Etats Protestans tirent de leur association & de leurs conférences particulières à la Diète, j'ai déjà remarqué 1^o. que par ce moyen ils sont toujours en état d'empêcher qu'une chose, qui seroit préjudiciable à l'intérêt de la Cause Protestante, ne puisse passer à la pluralité des voix dans les trois Collèges de l'Empire, parce qu'en prenant dans leurs Conférences particulières une résolution commune, & l'opposant à l'Avis général des Catholiques, les Protestans sont regardez comme formant un Corps à part, ce qui est le cas, où selon la Paix d'Osna-bruc, la pluralité est comptée pour rien.

§. 15.

§. 15. Cette association met 2^o. le Corps Evangelique en état de soutenir avec plus de force, non seulement les droits que chacun des Membres qui le composent a acquis pour lui par cette Paix, mais encore la liberté de Religion, que ce Traité salutaire & respectable accorde à ceux de leur Communion, qui vivent sous la domination d'un Prince Catholique; comme aussi de résister à ceux qui porteroient leur droit en matière de Religion au-delà des bornes que la dite Paix y a mise. Voici ce qu'elle statuë. Elle veut 1^o. „que les Sujets „Protestans des Etats Catholiques & „les Sujets Catholiques des Etats Protestantans, qui ont eu l'exercice public „de la Religion Catholique ou Protestant l'an 1624. en quelque partie de l'année que ç'ait été, soit par „quelque accord ou privilège, soit „par un long usage, soit enfin par „la seule observance de la dite année, „le conserveront aussi à l'avenir, „avec les annexes ou dépendances, „selon qu'ils l'ont eu, ou qu'ils pourront prouver l'avoir pratiqué dans „la

Art. V.

§. 32. 33.

ib. §. 42. „la dite année. Elle ordonne 2°. que
„ceux de la Confession d'Augsbourg,
„qui n'ont eu en aucun tems de l'an-
„née 1624. l'exercice public ou pri-
„vé de leur Religion, & ceux qui
„après la paix publique professeront &
„embrasseront une Religion différente de
„celle du Seigneur Territorial, soient
„en conséquence de la dite Paix pa-
„tiemment soufferts & tolerez, sans
„qu'on les empêche de vaquer à leur
„dévotion dans leurs maisons & en leur
„particulier, en toute liberté de con-
„science & sans inquisition, ou trou-
„ble, & qu'ils puissent assister dans
„leur voisinage toutes les fois qu'ils
„voudront à l'exercice de leur Réli-
„gion, ou envoyer leurs Enfans à
„des Ecoles étrangères, ou les faire
„instruire dans la maison par des Pré-
„cepteurs particuliers, pourvû qu'ils
„se tiennent dans l'obéissance & n'ex-
„citent aucun trouble. Qu'on les
„traite en un mot de même que leurs
„Concitoyens, & qu'ils jouissent d'u-
„ne justice & d'une protection éga-
„le. Elle prescrit 3°. qu'il soit libre
„à ceux qui n'ont pas eu l'an 1624.
„l'exer-

„l'exercice public de leur Religion ,
„s'ils vouloient de leur propre mou-
„vement sortir du païs , ou si le Mai-
„tre du Territoire leur ordonnoit d'en
„sortir , de le faire avec toute sûreté,
„soit en vendant leurs biens , soit en
„les laissant , & qu'au dernier cas ils
„ayent la liberté de les faire régir par
„d'autres , & de venir dans le païs ,
„sans passe-port , toutes les fois que
„la nécessité de leurs affaires le de-
„mandera : Elle exige enfin 4^e. que
„les Seigneurs des Territoires don-
„nent un terme non moindre de cinq
„ans pour se retirer aux Sujets , qui
„n'ont point eu l'exercice de Réli-
„gion dans la dite année , & un ter-
„me non moins de trois ans à ceux
„qui changeront de Religion après
„la dite Paix.

§. 16. Il seroit bien à souhaiter,
que dans les cas où quelques uns de
ces articles ne sont pas observés , il
fût suffisant de s'en plaindre aux Su-
prêmes Tribunaux de l'Empire , pour
obtenir le redressement de ces con-
traventions , sans être obligé de cher-
cher d'autre appui. Il est juste d'ail-
leurs

leurs que les Etats Protestans, ni en Corps, ni séparément, ne se mêlent point d'eux mêmes des différens qu'un Prince Catholique peut avoir avec ses Sujets Protestans. Mais ce seroit fait de la liberté de Religion & des autres bénéfices que la Paix d'Osna-bruc accorde aux Protestans, si après avoir tenté les voyes ordinaires, par où l'on doit toujours commencer, & en avoir éprouvé l'inutilité, ils ne pouvoient pas recourir à la protection du Corps Evangelique, & s'il n'étoit pas permis à ce Corps de recevoir leurs Requêtes, & de les appuyer de son intercession auprès de l'Empereur. Le secours que les Etats Protestans prêtent en pareille occasion à leurs Frères opprimez, ne tend qu'à faire parvenir plus sûrement aux oreilles de Sa Majesté Imperiale ce dont il est juste qu'elle prenne connoissance, & ne blesse en rien le droit qui lui est réservé de maintenir les Constitutions publiques, & de protéger tous ceux qui doivent jouir du bénéfice des Loix.

§. 17. Il

§. 17. Il est vrai [& c'est là le troisième avantage de leur association] que le Corps Evangelique ne s'arrête pas là , quand il croit s'apercevoir que de mauvais Conseillers empêchent l'Empereur de faire justice à ceux qui souffrent , ou lors qu'il voit que ceux mêmes à qui S.M.I. ordonne de réparer les griefs ne font qu'éluder ses exhortations & ses décrets par une résistance ouverte ou par mille subterfuges. Il ne manque pas d'exemples, où soit le Corps des Protestans en général , soit quelqu'un d'entr'eux qui étoit le plus à portée de le faire, a employé les menaces & les représailles pour arrêter les persécutions du parti opposé ; mais on n'en est venu à ces extrémités, qu'après que toutes les voyes amiables avoient été tentées inutilement, & en observant tous les ménagemens que demandent la justice & la disposition de la Paix de Westphalie.

§. 18. J'entens ici par *représailles* les résolutions, qui ont été prises quelquefois par des Princes Protestans de

X l'Em-

l'Empire, de défendre en quelques endroits de leur païs à leurs Sujets Catholiques l'exercice public de la Religion Romaine, & de les priver des revenus ou des autres avantages dont ils jouïssent en vertu de cette Paix, pour essayer, s'ils pourroient détourner par ce moyen un Prince Catholique du tort qu'il faisoit à ses Sujets Protestans. Ce n'est pas qu'il n'y ait beaucoup à dire sur ces sortes de représailles en général, parce que l'union de ceux qui professent une même Religion n'est pas de telle nature, que si l'on a reçu du tort de quelqu'un d'entr'eux l'on en puisse demander la réparation d'un autre de la même communion, comme cela a lieu par raport à ceux qui sont membres d'une même société civile. Mais en examinant dans quelle vûe on est convenu dans la Paix d'Osnabruc, que les Sujets Catholiques eussent le libre exercice de Religion dans les Païs Protestans & les Sujets Protestans dans les Païs Catholiques; & en faisant attention encore à ce que la dite Paix a prescrit elle même
pour

pour la seureté de ceux que l'on veut priver de quelqu'un des avantages qu'elle leur accorde, on comprendra aisément que les représailles, dont je parle, n'ont rien d'injuste, quand on les employe convenablement aux vuës de ceux qui ont dressé les articles de cette Paix, & avec les modifications qui y sont marquées.

§. 19. On ne sauroit nier que cette convention n'ait été faite entre les Etats Catholiques & Protestans en vuë d'un avantage reciproque des Sujets de l'un & l'autre Parti, & qu'elle ne ressemble en cela à celle que des Souverains de Religion différente font tacitement entre eux, en permettant qu'un Ambassadeur qui reside à leur Cour ait une Chapelle publique, où ceux qui sont de la même Communion que lui puissent assister au Service Divin. Or comme personne ne doute, qu'il ne soit permis à un Souverain d'ôter ce privilège à un Ambassadeur, si son Maître ne le respecte pas chez lui; on ne sauroit blamer non plus un Prince Protestant de l'Empire,

quand il prive ses Sujets Catholiques des avantages dont il a bien voulu les laisser jouir, en consideration d'un bénéfice égal qu'un Prince Catholique devoit accorder à ses Sujets Protestans, lors que le dernier ne veut pas observer les articles de leur convention reciproque.

§. 20. Il est vray que les articles dont les Etats Catholiques & Protestans sont convenus par rapport à la matière en question, ont reçu par la dite Paix une sanction qui leur donne encore plus de poids, & qu'ils y est dit clairement, que ces articles doivent subsister dans toute leur force, quand même une des Parties les enfreindroit; mais elle marque aussi de quelle manière on doit procéder contre les infractions. Voicy comme elle s'en exprime dans l'article 17^{me}. Elle établit d'abord cette thèse generale: „Que tous ceux qui ont eü „part à cette Transaction seront obligez de defendre & de proteger toutes & chacune des Loix ou conditions de cette Paix, contre qui que „ce soit, sans distinction de Religion.

Après

Après cette thèse générale, elle marque par degrez la manière dont on doit s'y prendre dans l'exécution de ce règlement. „S'il arrivoit, continue-t-elle, que quelques points de cette „Transaction fussent violez, par qui „que ce soit, l'offensé tachera premièrement de détourner l'offenseur „de la voye de fait, en soumettant la „cause à une composition amiable, „ou aux procédures ordinaires de la „justice. Et si dans *l'espace de trois ans* „le différent ne peut point être terminé par l'un ou l'autre de ces „moyens, tous & chacun des intéressés en cette Transaction seront tenus de se joindre à la Partie lésée, „& de l'aider de ses conseils & de ses forces, pour repousser l'injure, „après que l'offensé leur aura montré que „les voyes de douceur & de justice „ne lui ont servi de rien. Je laisse au Lecteur à juger si le Corps Evangelique, en observant tous ces ménagemens, dans les résolutions vigoureuses qu'il seroit forcé de prendre contre ceux, qui transgresseroient ouvertement un des articles qui intéressent

la Cause Protestante en general, pourroit être blâmé avec justice ; sur tout quand au lieu de nommer des Commissaires des deux Religions pour examiner sur les lieux la seule possession du Droit qui est en litige, on veut fatiguer la partie plaignante par des procès , d'une telle longueur , qu'il arrive souvent qu'on aime mieux laisser tomber son Droit, que de se consumer en soins & en fraix, si on vouloit le poursuivre.

§. 21. Un des moyens que le Corps Evangelique a employé plusieurs fois & qui est encore un de ses Droits incontestables , c'est d'envoyer quelqu'un de son Corps, en qualité de Ministre public, chez le Prince avec lequel il voudroit entrer en composition sur des griefs de Religion. Ce n'est que depuis peu qu'une certaine Cour a voulu faire des difficultez là dessus, en disant, que les Ministres Plenipotentiaires des Etats Protestans à la Diète, où une pareille Ambassade est resoluë, ne pouvoient pas donner un caractère de Ministre public à celui qu'ils chargent d'une né-

gociation ; ce qui seroit vray , s'ils agissoient par leur propre autorité. Mais comme ces Plenipotentiaires sont les Représentans de leurs Maitres à la Diète , & que c'est par le pouvoir qu'ils en ont reçu , qu'ils exercent le droit de légation , dont je parle icy , c'est aux Maitres mêmes & non pas à leurs Plenipotentiaires qu'on dispute proprement ce Droit , en rejetant les Personnes qu'ils chargent d'une Ambassade , & l'on oublie que des Ministres , envoyez à des Cours étrangères par des Gouverneurs des Pays-Bas , en vertu du pouvoir qu'ils avoient reçu pour cela de leurs Maitres , y ont été reçus & reconnus en cette qualité. Pour ne pas dire que ce Droit du Corps Evangelique est aussi fondé sur une longue possession.

§. 22. Le droit de faire des Alliances appartient encore incontestablement au Corps Evangelique. Il l'a exercé en plusieurs occasions avant le tems même de sa presente consistance , & ce seroit une contradiction manifeste que de contester à tous les Princes

ces Protestans, pris ensemble, ce que chacun d'eux est en droit de faire séparément.

CHAPITRE XX.

Des Electeurs, Princes, & autres Etats de l'Empire, considerez comme formans des Corps séparez dans l'Empire, & de leurs Assemblées particulières.

§. 1. **N**Ous avons déjà représenté les Etats de l'Empire, assemblez à la Diète generale, comme trois Corps ou Colléges distincts, par rapport aux deliberations qu'ils y tiennent. Mais ils paroissent encore plus comme des Corps à part dans les Diètes ou Assemblées particulières, que chaque Ordre de ces Etats est en droit de tenir pour ses interets particuliers.

§. 2. Les Electeurs ont été les premiers à se distinguer des autres Membres du Corps Germanique. Le Droit qu'ils avoient acquis insensiblement de

de faire seuls l'élection de l'Empereur, étoit déjà par lui même très propre à leur donner un grand relief. Mais quand ils commencèrent, sous l'Empereur Louis de Bavière, de conclure entr'eux une étroite Alliance, pour se maintenir dans ce Droit & dans les autres avantages qu'ils avoient acquis par ce moyen, on les vit prendre encore un plus grand ascendant sur les autres. La Bulle d'Or y contribua aussi beaucoup. Elle les représente comme les Colonnes de l'Empire, & non seulement elle les autorise à tenir des assemblées particulières, mais elle les exhorte encore à veiller à sa conservation & à ses intérêts, & à s'assembler fréquemment dans cette vûë. L'Empereur Wenceslas leur fournit immédiatement après, par son indolence & par le mépris qu'on eut pour lui, une belle occasion de faire valoir leurs prérogatives, lesquelles ils poussèrent jusqu'à le déposer dans toutes les formes. Ils s'assemblèrent encore très souvent sous le règne de Frederic III. dont ils étoient si mécontents, qu'ils pen-

Tit. XII
§. 1.

pensèrent à élire un Roi des Romains qui partageât avec lui le Gouvernement. Ce fut sous ce même Règne qu'ils commencèrent à former une Chambre particulière à la Diète. Enfin le droit de prescrire aux Empereurs une Capitulation, dont les Electeurs se mirent en possession depuis l'élection de Charles V, leur a été très favorable, pour augmenter leur prééminence, en ce qu'ils se sont bien servis de ce Droit, pour obliger les Empereurs de demander principalement leur avis & leur consentement sur les affaires les plus importantes. En quoi ils trouvèrent peu d'opposition chez les Empereurs, que plusieurs d'entr'eux pensèrent au contraire à faire tomber insensiblement les Diètes générales, comme nous l'avons déjà remarqué ailleurs, en se contentant de convoquer les Electeurs, & de leur joindre seulement, selon la nature des choses, quelques Princes qu'ils avoient besoin de ménager.

§. 3. La Paix de Westphalie a rétabli la nécessité des Diètes générales, &

& a fait rentrer les Princes & les autres Etats de l'Empire dans leurs anciens Droits à cet égard. Mais cela n'a pas fait perdre aux Electeurs leur grande Superiorité, ni le Droit de tenir des assemblées particulières. Il y en a pour lesquelles la Loi même leur en impose la nécessité, je parle de celles qui regardent l'élection d'un Empereur. Il y en a aussi, qu'ils tiennent à la requisition de l'Empereur, ou de leur propre mouvement. L'Empereur les assemble, lors qu'il souhaite qu'on lui nomme un Successeur, par l'élection d'un Roi des Romains, ou dans les cas sur lesquels, en vertu de sa Capitulation, il doit principalement requérir le consentement des Electeurs; par exemple, lors qu'il faut prendre une prompte résolution pour quelque pressante nécessité de l'Empire, ou lors qu'il y a des mouvemens à craindre dans l'exécution d'une affaire importante, ou lors qu'il veut accorder à un Membre de l'Empire le droit d'établir un nouveau Péage, pour lequel tous les Electeurs doivent donner leur consentement

ment les premiers. Il étoit nécessaire que ce Droit de Souveraineté reçût une restriction , à l'égard de ceux qui font ensemble un même Corps , parce que le bien général du Commerce dans l'Empire y est intéressé , & qu'il est juste , que l'utilité particulière cède en ce cas à l'utilité commune.

§.4. Il seroit difficile de spécifier tous les cas , pour lesquels les Electeurs peuvent tenir des Assemblées de leur propre chef ; mais on peut les distinguer en celles qui ont le bien public en vûe , comme seroient , par exemple , les consultations qu'ils tiendroient sur la conduite d'un Empereur , du Gouvernement duquel ils ne seroient pas contents , & en celles qui regardent leur utilité particulière , comme seroit un renouvellement de leurs anciennes Alliances pour le maintien des prérogatives dont ils sont en possession. L'on comprend aisément que les résolutions , que les Electeurs prennent dans leurs assemblées , doivent donner un grand branle aux affaires de l'Empire , lors qu'elles

les font unanimes. Et si l'on considère après cela, comment les Electeurs gouvernent leurs propres Etats, & combien ils influent par leur puissance, non seulement sur les affaires de l'Empire, mais encore sur celles de l'Europe en général, il n'est pas à craindre, qu'on leur conteste la qualité de veritables Souverains. Pour sauver également la Souveraineté des autres Etats de l'Empire, il n'y a qu'à ne pas confondre ce qui est un effet naturel de leur petitesse, avec ce qui seroit un manque de Droit.

§. 5. J'ai déjà remarqué, que la Paix de Westphalie avoit rétabli les Droits des Princes & autres Etats de l'Empire sur leur ancienne baze. Mais j'ajouterai ici, que cette baze est devenue plus solide que jamais 1°. par la liberté que cette Paix leur assure de faire des Alliances entr'eux, & avec les Puissances étrangères pour la defence de ces Droits. 2°. par l'obligation où sont entrées toutes les Parties Contractantes dans cette Paix pour la garantir. Les Princes n'ont pas oublié de se prévaloir de ces avantages
On

On les a vû dès ce tems-là former plus d'une fois des Confédérations particulières , tant pour la conservation de leurs Droits de Souveraineté , que pour le maintien de leurs prérogatives dans l'Empire, & pour leur concours aux affaires qui interessent tout le Corps Germanique , jusques à y faire intervenir la France & la Suede en qualité de Garants de la Paix de Westphalie, lors qu'ils ont crû que l'Empereur les vouloit négliger & laisser en arriere pour les dites affaires. On doit donc regarder avec raison les Princes de l'Empire comme un Corps très respectable, & par sa propre puissance, quand il agit de concert , & par l'appuy de la Cour Impériale , quand ses interêts ne sont pas opposez aux siens , & par le secours enfin des Puissances étrangères, dont quelques unes font partie de ce Corps pour les Pays qu'elles possèdent en Allemagne. Il n'est pas parlé expressément dans les Constitutions publiques de leur Droit de tenir dans l'Empire des Assemblées particulières. Mais ce Droit résulte naturellement de celui qu'ils ont de se
ligner

liguer entr'eux pour leur commune défense, & ils l'ont si souvent exercé ouvertement & sans aucune contradiction, qu'on ne sauroit plus le révoquer en doute; vû sur tout que les Etats inferieurs, dont j'ai encore à parler, sont aussi en droit de s'assembler, quand leurs intérêts particuliers l'exigent.

§. 6. Les Comtes d'Empire ont bien leur séance dans le Collège des Princes à la Diète; mais comme ils ne jouissent pas à la Diète même, chacun en particulier, d'un Droit égal avec les Princes, & qu'ils n'assistent pas aux assemblées des derniers dans les occasions dont je viens de parler; on peut encore regarder les Comtes comme faisant un Corps à part, & comme jouissans de tous les Droits, dont un Corps particulier peut jouir dans l'Empire sans préjudice du Corps général. Mais c'est à leur égard que se manifeste principalement la difference que met l'inegalité de forces entre ceux qui ont d'ailleurs le même Droit. C'est envers eux sur tout que les Empereurs

reurs exercent leurs Droits Reservez, & cette autorité dont on a bien voulu que le Chef de l'Empire fut revêtu, d'une manière, qui fait que les Etrangers ont peine à trouver dans la Superiorité Territoriale des Comtes les caractères essentiels de la Souveraineté. Ce seroit donc une chose digne de l'attention des Conféderez d'un même Corps, de faire cause commune avec les Comtes, lors que cette Superiorité Territoriale est violée à leur égard. Pour ne pas dire, qu'en connivant au procédé que la Cour Impériale tient souvent envers les Etats foibles en général, on peut non seulement fortifier les principes que les adulateurs de cette Cour tachent de lui inspirer, mais aussi faire croire aux Etrangers, que ce n'est pas tant la Souveraineté des Princes de l'Empire du premier rang, que leur Puissance, qui empêche la Cour Impériale d'agir de la même manière contr'eux.

§. 7. Les observations que je viens de faire peuvent aussi être appliquées aux Villes Libres de l'Empire, dont quel-

quelques unes sont assez considérables pour figurer comme une République ; mais d'autres (& c'est là le plus grand nombre) dans une situation si étroite , que le Droit de Supériorité Territoriale , qu'on ne leur dispute point , devient chez eux purement précaire dans son exercice , tant à l'égard de l'Empereur , qu'à l'égard d'un puissant Voisin. En se rappelant le relief que ces Villes se donnoient autrefois par leurs Conféderations , & par les armées qu'elles formèrent dans l'Empire , il est difficile de se persuader , que ce soient encore aujourd'hui les mêmes Républiques. La decadence des unes est venue de la chute de leur commerce , depuis que les Marchandises des Indes Orientales & du Levant ont pris une autre route ; d'autres sont tombées sous la puissance entière du Prince dans le Territoire duquel elles étoient situées. Toutes en général auroient peut être déjà subi le même sort , si les différens intérêts de leurs voisins ne leur avoient servi de rempart , & s'il n'étoit de la Po-

Y

liti-

litique de la Cour Imperiale de les soutenir. Il est vrai, que quelques unes payent bien cher cette protection ; mais elles aiment encore mieux plier devant l'Empereur, & se laisser quelquefois succer par des Commissaires qui abusent de son pouvoir, que de perdre & leur liberté & leurs richesses en devenant des Villes Municipales.

CHAPITRE XXI.

De la division de l'Empire en dix Cercles , & de leur arrangement intérieur.

§. 1. **I**L me reste à parler de la division de l'Empire en Cercles ou grands Districts , qui peuvent être regardez encore comme autant de Corps séparés, par la manière dont les choses y sont arrangées , pour la sûreté & pour le bien de chacun d'entr'eux. Nous avons déjà fait connoître en plusieurs endroits , que les sages réglemens qu'on avoit fait anciens

ciennement pour le gouvernement des Provinces comprises sous la Monarchie des Francs, furent tellement dérangés par des troubles intestins, & par la décadence de l'autorité Impériale, qu'il en nâquit un étrange bouleversement de la Justice, & un véritable état de confusion & de guerre entre les Membres de l'Empire ; si bien que chacun fut obligé de recourir à ses propres forces dans les différens qu'il pouvoit avoir. On tâcha de remédier à ce désordre par l'érection de la Chambre Impériale. Mais comme ce nouveau Tribunal n'auroit pas été d'une grande utilité, si l'on n'avoit pensé en même tems aux moyens d'en exécuter les decrets, & de reprimer par la force ceux qui en auroient voulu mépriser l'autorité ; on crût, que rien ne seroit plus propre pour cet effet, que de partager l'Empire en certains Districts, dont chacun seroit chargé du soin particulier de maintenir la Paix publique entre ses Membres. Les premiers Cercles que l'on forma dans cette vue l'an 1500. furent ceux de Bavière,

re, de Franconie, de Souabe, de Saxe, du Rhin, & de Westphalie, qu'on nomme encore aujourd'hui les *Cercles anciens*.

§. 2. Mais les Provinces que la Maison d'Autriche possède dans l'Empire, & celles des Electeurs ne furent pas comprises dans ces six Cercles, soit qu'ils se crussent assez puissans pour y maintenir la Paix publique par eux mêmes, soit qu'ils regardassent ce nouvel établissement comme préjudiciable à leurs intérêts particuliers. Cette exemption n'étant pas d'un bon exemple, Maximilien I. sous le Règne duquel se fit cette division des Cercles, crût, qu'il valoit mieux pour son autorité faire aussi un Cercle de ses Provinces en Allemagne, afin d'engager par-là les Electeurs à l'imiter. On ajouta donc quatre nouveaux Cercles aux six anciens; savoir les Cercles d'Autriche & de Bourgogne pour les Provinces de la Maison d'Autriche; celui de la Haute Saxe pour les Electeurs de Saxe & de Brandebourg & celui du Haut Rhin pour les terres des Electeurs

Ec-

Ecclesiastiques & pour le Palatinat. Le Royaume de Bohême ne fut point compris dans cette division de l'Empire, parce qu'il n'étoit presque plus lié alors avec le Corps Germanique, & parce que l'Empereur lui-même, mécontent du Roi Uladislav qui y régnoit alors, n'avoit pas envie que ce Royaume rentrât dans ses anciennes liaisons avec l'Empire.

§. 3. Il étoit nécessaire, pour le bien de chaque Cercle, que les Etats y compris s'assemblaient de tems en tems, pour délibérer sur ce qui pouvoit regarder leur tranquillité & leur utilité particulière, & que les choses y fussent mises sur un pié, que l'on pût employer ~~la force armée~~ de tous ses Membres pour le maintien de leur sûreté au dedans & au dehors. C'est ce qui donna lieu à l'établissement d'un *Directeur* & d'un *Duc* dans chaque Cercle. Les fonctions du Directeur consistent à convoquer les Etats du Cercle, à diriger leurs Délibérations, & à prendre soin que les résolutions communes soient exécutées. C'est lui en-

core qui doit veiller à l'intérêt général du Cercle, & qui doit recevoir ce que l'Empereur, ou ceux qui ont à faire avec un Cercle, ou ceux mêmes qui en sont les Membres, ont à demander ou à communiquer. Le Duc du Cercle doit se charger de toutes les expéditions militaires, & avoir soin, que chaque Membre du Cercle tienne prêt pour cela son Contingent de troupes, & qu'il ne manque rien en un mot de tout ce que la sûreté du Cercle demande à cet égard ; tâchant d'obvier à tous les mouvemens qui pourroient s'y élever, & de les arrêter dès leur naissance.

§. 4. Au commencement il dépendoit de la Cour Imperiale de charger tel Prince qu'elle jugeoit à propos de convoquer la Diète du Cercle, & de diriger les affaires qu'on y devoit traiter. Mais comme il étoit naturel qu'elle donnât cette commission à celui qui tenoit le premier rang dans chaque Cercle, la charge de Directeur devint insensiblement héréditaire. C'est donc par une Coutume passée en Loi, qu'elle est exercée

cée aujourd'hui dans le *Cercle d'Autriche* par l'Archi-Duc de ce nom ; dans le *Cercle de Bavière* par l'Electeur qui en porte le titre & par l'Archevêque de Salzbourg ; dans celui de *Franconie* par l'Evêque de Bamberg , & par les Margraves de Brandebourg-Bareut & Anspach , qui l'exercent entr'eux tour à tour de trois en trois ans ; dans celui de *Souabe* par le Duc de Wirtemberg & par l'Evêque de Constance ; dans celui du *Haut-Rhin* par l'Evêque de Worms & par le Comte Palatin de Simmern ; dans celui du *Bas-Rhin* par l'Electeur de Mayence seul ; dans le *Cercle de Westphalie* par l'Evêque de Munster & par l'Electeur de Brandebourg & le Palatin, qui ont hérité la charge de Directeur du dernier Duc de Juliers & de Bergue, dont ils se sont partagés les Etats , c'est pourquoi ils exercent cette charge conjointement. Le *Cercle de la Basse-Saxe* a pour Directeurs les Ducs de Magdebourg & de Brême, autrefois Archevêques, & les Ducs de la Maison de Brunsvic-Lunebourg, dont les deux branches ont fait là-dessus des traitez qui ré

glent leur Condirction. L'Eleûteur de Saxe est le seul Directeur du *Cercle de la Haute-Saxe*. Le *Cercle de Bourgogne*, qui comprenoit autrefois la Franche-Comté ou la Haute Bourgogne & toutes les Provinces des Pais-Bas, a eu pour Directeur les Rois d'Espagne, tandis que ces Pais là ont été sous leur domination.

§. 5. La raison pourquoi dans chacun des anciens Cercles l'on a affocié pour la charge de Directeur un Prince Ecclesiastique à un Prince Temporel, est principalement, comme il le paroît par le Recés fait à Constance en 1507. afin que les premiers secondassent les derniers de leur glaive spirituel, c'est-à-dire, des menaces & des peines de l'excommunication, contre ceux qui ne craindroient pas assez les forces & les peines temporelles. Il est aussi à remarquer que de ceux qui portent le titre de Directeurs dans un même Cercle, il y en a quelques uns qui ne participent qu'au droit de convoquer la Diète du Cercle, & qui n'ont aucune part aux autres fonctions de cette charge.

§. 6.

§. 6. Les États Protestans prétendent, que dans les Cercles où il y a des Membres de deux Religions, il y ait aussi des Directeurs de l'une & de l'autre ; c'est l'extinction de la branche Palatine de Simmern, laquelle étoit de la Religion Protestante, qui a donné occasion à cette dispute, la branche Palatine de Neubourg qui est Catholique, ayant succédé dans la Principauté de Simmern, & par-conséquent dans la charge de Directeur. L'Electeur de Brandebourg a aussi fait connoître, depuis le changement de Religion de l'Electeur de Saxe, qu'il devoit avoir la Condirection dans le Cercle de la Haute Saxe ; d'autant plus que ce Cercle est tout composé de Membres Protestans. L'une & l'autre de ces prétentions ne sont pas encore décidées.

§. 7. La charge de *Duc de Cercle* n'est pas héréditaire ; mais il est libre aux États du Cercle de choisir la personne qui leur paroît la plus propre à la remplir. Il faut seulement que celui que l'on veut choisir

fir ne se trouve dans aucun engagement , qui le puisse empêcher de s'en acquiter d'une manière conforme aux Constitutions & au bien de l'Empire. On doutoit autrefois , si un Prince Ecclesiastique pouvoit être revêtu de cet emploi. Mais les exemples qu'on a eu dès-lors de plusieurs Evêques qui ont rempli cet office avec approbation, font que ce n'est plus une question aujourd'hui. On choisit communément pour Duc du Cercle celui qui en est le Directeur, ou celui au moins qui en est un des premiers Membres. C'est aussi la coutume de donner au Duc du Cercle quelques Ajoins , avec lesquels il ait à concerter les affaires qui sont l'objet de son emploi , & qui puissent prendre sa place lors qu'il ne pourroit pas la remplir lui même.

§. 8. Tous ces réglemens dont je viens de parler sont très propres par eux mêmes à produire le bon effet qu'on s'est proposé en les faisant. Mais il y a plusieurs Cercles , où ils sont entièrement tombez, & dans lesquels depuis très long-tems il ne s'est tenu
aucu-

aucune Diète. Ceux qui sont composez d'un grand nombre d'Etats de divers rang , & dans lesquels par conséquent il est plus nécessaire qu'on tiennne des délibérations sur l'intérêt commun , sont les seuls dans lesquels ces réglemens sont encore pratiquez. Il y a même des Cercles qui entretiennent entr'eux d'étroites liaisons , & qui tiennent des Diètes communes, selon que l'occasion le demande. On les nomme, à cause de ces relations qu'ils ont entr'eux, *des Cercles correspondans*, tels que ceux du Haut Rhin , du Bas Rhin & de Westphalie , qui s'assemblent assez souvent. C'est enfin un droit des Directeurs & des Ducs des Cercles d'être chargés de l'exécution des sentences des Souverains Tribunaux de l'Empire & des Decrets de l'Empereur : & j'ai déjà remarqué ailleurs comment les Directeurs du Cercle de la Basse-Saxe ont sçu défendre ce droit , contre les entreprises de la Cour Impériale.

§. 9. Il est difficile au reste de déterminer , si le bien que la division de

de l'Empire en Cercles produit à certains égards peut-être comparé avec les inconveniens, qui en naissent, quand on considère qu'il arrive très souvent, qu'au lieu d'agir en Membres d'un même Corps, & d'unir leurs intérêts, ces Cercles sont plus occupés chacun de leur utilité particulière que du bien commun; sur-tout lors qu'étant éloignés les uns des autres, ils ne sentent pas immédiatement le mal de celui, qui est exposé aux attaques d'une Puissance voisine. L'Empereur tire cependant cette utilité de la division de l'Empire en Cercles, que lors qu'il en faut venir à une rupture avec un Prince voisin, il peut prendre des mesures préalables avec quelques Cercles, avant que de solliciter le secours de tout l'Empire dans une Diète générale.

CHAPITRE XXII.

Consideration succincte des causes , qui troublent la bonne union du Corps Germanique , & des avantages qui reviendroient tant au Chef qu'aux Membres , s'ils ussoient chacun de leur pouvoir conformément aux Constitutions publiques , & à leur destination naturelle.

§. 1. **J**E ne saurois finir cet ouvrage sans examiner les causes qui, en otant à l'Empire une partie de sa force , ternissent l'éclat qu'il devoit naturellement avoir , & les moyens qu'il y auroit d'y remédier. Mais ce que j'ai à dire là-dessus , soit après d'autres , soit de mon chef , je le soumets volontiers au jugement de tous ceux qui à une exacte connoissance des affaires de l'Allemagne joignent encore un vif amour pour leur patrie , & un zèle ardent pour sa gloire & ses intérêts. Il y a des personnes qui attribuent la foiblesse de l'Empire,

pire, quand il doit agir en Corps, à la nature même de son Gouvernement qu'ils osent appeller monstrueux, parce que l'on n'en trouve point de semblable dans l'Histoire, & parce qu'il diffère à plusieurs égards de celui-là même, dont j'ai dit qu'il avoit les parties essentielles : je veux dire de ces Corps Civils qui sont formés par la Confédération de plusieurs Etats libres. Mais je crois que les irrégularitez, qui se trouvent dans le Gouvernement du Corps Germanique, ne sont pas d'une nature directement contraire au but général des Societez Civiles, & qu'on les peut comparer aux défauts des Places, dont la situation n'admet pas une fortification régulière, mais qui ne laissent pas d'avoir tout ce qui est nécessaire pour leur défense, & qui tombent entre les mains de l'ennemi, principalement parce que ceux qui les doivent défendre ne sont pas d'accord entr'eux. Je ramasserai donc ici les irrégularitez les plus frappantes du Gouvernement de l'Empire, & en remarquant les inconveniens
qui

qui en peuvent naitre, j'essayerai en même tems d'indiquer les moyens qu'il y auroit d'en prévenir les mauvais effets, & combien il seroit avantageux au Chef & aux Membres d'y travailler conjointement.

§. 2. Je ne fais, si l'on doit mettre L
au nombre de ces irrégularitez la difficulté qu'il y a, que plusieurs Membres d'un même Corps s'accordent ensemble sur ce qui regarde leur bien commun, & la lenteur qui en résulte naturellement pour les délibérations, & pour l'exécution de ce qui a été résolu; c'est là un défaut de tous les Etats Conféderez en général, auquel on ne sauroit remédier, sans mettre en danger la liberté que chacun d'entr'eux a voulu se conserver. Il est vrai cependant que cet inconvenient augmente, à mesure que le nombre de ceux qui se sont liez ensemble est plus grand; & c'est en cela que la première irrégularité du Corps Germanique consiste principalement. Mais il suffira pour la conservation, & pour le bien commun des Corps Conféderez en
gé-

général que l'on tombe facilement d'accord sur les choses qui tendent évidemment à cette fin. L'Histoire de l'Empire nous fournit plusieurs exemples, où une chose a été résolue à la Diète avec une grande promptitude, lorsque l'on y étoit bien persuadé, que les Empereurs, qui la propofoient, n'avoient en vuë que la veritable gloire & la veritable utilité de l'Empire, en sorte qu'aucun de ses Membres n'est resté en arriere pour y concourir avec son Chef. Si d'un autre côté une affaire est présentée à la Diète, sous l'apparence du bien public, & que cependant elle ait plusieurs faces, ce ne sera pas un grand mal de l'examiner à loisir, & de pèser long-tems les convenances mutuelles, parce qu'il peut arriver quelquefois que ce que l'on propose pour le bien général ne tende en effet qu'à l'avantage d'une partie.

- II. §. 3. Ceci me conduit à la consideration d'une seconde irrégularité particulière au Corps Germanique, qui consiste en ce que ceux qui le
com-

composent, différent si fort entr'eux, tant par leur puissance & par le rang qu'ils tiennent dans l'Empire, que par les prérogatives dont ils y jouissent à l'égard de son Gouvernement en général, qu'on peut les regarder comme autant de petits Corps particuliers qui ont des intérêts separez. Ces distinctions ne peuvent que causer des jalousies, si celui à qui elles sont dues en use d'une manière incompatible avec le bien de ceux qui se trouvent dans un rang inférieur, & si elles leur deviennent injurieuses. Mais seroit-il impossible que ceux dont les intérêts sont les mêmes en ce qui regarde la sûreté & le solide avantage de chacun, pussent sentir, combien il leur importe d'avoir des ménagemens pour ceux, sur qui & leur dignité & leurs forces leur donnent un grand ascendant, & que la considération de l'utilité qu'ils peuvent tirer de leur affection, dans les cas où ils auront besoin de leur concours, les portât à se les attacher par une conduite généreuse & équitable, en sorte qu'ils puissent re-

Z

garder

garder l'accroissement de la puissance de leurs Voisins comme le rempart de leur propre sûreté ? En examinant comment plusieurs Maisons se sont élevées dans l'Empire , & ce qui a causé la chute des autres , on verra assez , que ce n'est que celles qui ont cultivé l'amitié de leurs Voisins , & qui se sont servis de leur propre puissance pour les protéger , qui ont jetté par-là le fondement solide de leur grandeur ; au lieu que la puissance de celles qui ont agi autrement , a été subitement renversée , aussi-tôt que ceux à qui elle étoit devenue nuisible , ont pû faire cause commune avec leur ennemi , ou avec les Empereurs auxquels il convenoit de les abbatre , en se prévalant pour cela des conjonctures favorables.

III. §.4. Ceux qui jugent de la nature des Corps Conféderez , moins par le but qu'ils doivent avoir , que par l'idée qu'ils s'en sont faites sur ceux qui leur sont connus dans l'antiquité , & sur celui dont les sept Provinces des Pais-Bas nous donnent aujourd'hui un modèle , regardent encore comme une
irrè-

irrégularité bien grande , que le St. Empire Romain ait un Chef, qui lui donne l'extérieur d'une Monarchie. Mais il a déjà été remarqué ailleurs que cette singularité du Corps Germanique venoit de la manière, dont il s'est formé insensiblement, & qu'il auroit été impossible, vû le grand nombre des Membres qui en font partie, & la diversité de leur rang, & de leur puissance, qu'il se passât d'un Chef qui en serrât les nœuds, & qui le mit en mouvement. Il faut avouer cependant, que les prérogatives, dont il étoit nécessaire que ce Chef fut revêtu, sont devenues une source de divisions entre l'Empereur & les Etats de l'Empire. Cela est arrivé en partie par la faute des Empereurs, qui ne se sont pas toujours servis de leurs prérogatives pour ce but, & qui auroient bien voulu gouverner Monarchiquement; en partie aussi par la faute de quelques uns des plus puissans Princes de l'Empire. Car ceux-ci, non contents de gouverner leurs Etats en véritables Souverains, ont eû de la peine quel-

Z 2

que-

quelquefois à souffrir, que leur Souveraineté reçût la moindre restriction par les Constitutions générales du Corps auquel ils sont liez, jusqu'à se roidir contre l'autorité des Empereurs, lors même qu'elle n'étoit employée que selon l'obligation où ils sont de maintenir les Constitutions publiques. Rien ne paroît plus propre à prévenir cet inconvenient, que la consideration des grands avantages qui en reviendroient au Chef & aux Membres du Corps Germanique, si chacun vouloit se tenir à ce qui a été sagement réglé par un commun accord, en se mettant pour cet effet devant les yeux les exemples des tems passez. Le Comte de Hapsbourg, peu puissant par lui même quand il fut élevé à la Dignité Imperiale, mais appliqué à s'en servir pour l'honneur & le repos de l'Empire, & agissant toujours de concert avec les Etats, les trouva disposez en toute occasion, non seulement à le soutenir dans l'exercice de ses prérogatives, mais encore à l'aider en ce qu'il fit
pour

pour élever sa Maison. Et Albert I. un de ses glorieux Descendans , qui marchoit sur les traces de ce Fondateur de la Maison d'Autriche, auroit jouï du même bonheur , si la mort ne l'avoit enlevé dans la seconde année de son Règne. On a vû au contraire, que d'autres Empereurs de cette Maison ont rempli l'Empire de troubles & de guerres, en voulant porter trop haut leur autorité, & en formant des desseins directement opposés au bien général de l'Allemagne, & à la liberté de ses Membres. A quoi l'on peut joindre encore cette reflexion, que ces entreprises ont toujours finis par une nouvelle diminution de l'autorité Imperiale, & par l'augmentation des droits des Etats de l'Empire, tant pour le gouvernement de leurs propres Provinces, que pour celui de tout le Corps. Ceux qui ne connoissent rien de plus grand qu'un pouvoir absolu ont plaisanté sur l'idée d'un Auteur, qui représentoit l'Empereur comme régnañt sur des Rois, parce qu'ils comprenoient bien,

que les Princes de l'Empire , que l'on désignoit par-là , ne se laisseroient pas gouverner despotiquement, & qu'il se trouveroit parmi eux des Achilles prêts à s'opposer à un Agamemnon. Mais un Empereur qui envisageroit son Gouvernement sous cette idée , & qui imiteroit seulement la sagesse des Rois qui régnent sur des Nations, qui n'ont pas voulu lui accorder plus de pouvoir, que le but des Societez Civiles n'en demande , feroit une aussi grande figure en Europe que l'a faite Charles-Magne ; en réunissant pour l'honneur de l'Empire toutes les forces de ses Membres , entre lesquels il y en a plusieurs capables de former seuls de grandes armées , & qui ne se feroient pas plus de peine d'honorer leur Chef, que ne s'en font les Puissances Catholiques par rapport aux soumissions & au respect qu'ils témoignent aux Papes en qualité de Chef de l'Eglise.

§. 5. Si les Empereurs peuvent trouver leur compte en renfermant leur autorité dans les bornes que les
Con-

Constitutions publiques y ont mises fort sagement, il en seroit de même de tous les Etats de l'Empire en général, s'ils se contentoient de gouverner leur País paisiblement, & de jouir des prérogatives dont ils sont en possession, sans blesser celles de l'Empereur, & sans exciter la crainte ou la jalousie de ceux avec qui ils doivent être unis. Il est juste & convenable au bien général, que les Princes de l'Empire résistent fortement à un Empereur, qui couvriroit du prétexte des Loix publiques le dessein qu'il auroit de gêner leur Souveraineté, dans les cas où ils ne font rien de contraire au bien public. Il est juste encore, que les Electeurs, agissans en cela de concert avec les autres Membres, & épousans les intérêts de tout le Corps, ayent soin de mettre dans une nouvelle Capitulation dequoi obvier aux abus précédens. Mais comme l'union des forces de tout le Corps fait la grande sûreté de chacun des Membres en particulier, & que les Empereurs ont tant de moyens d'en interesser
une

une grande partie en leur faveur ; lors même que leur propre intérêt prévaut dans les résolutions qu'ils prennent ; il est facile de sentir, que celui qui se brouilleroit avec eux auroit à craindre, qu'il ne les trouvât en son chemin, même dans ses entreprises les plus justes, & qu'il n'éprouvât leur ressentiment en de certaines conjonctures. Il n'y a point de Maison en Allemagne qui n'ait senti en quelque tems des effets ou de la faveur ou de la haine des Empereurs. Et si ceux-là même qui troubloient le repos de l'Empire par des démarches violentes contre leurs Voisins, ont pû engager la Cour Impériale à y conniver, par quelque motif d'affection, ou par l'utilité qu'elle eseroit de tirer d'eux à son tour ; un Prince qui rapporteroit l'usage qu'il fait de sa Souveraineté, & de sa puissance au bien de ses propres Etats, & à celui de l'Empire en général, & qui se prêteroit en même tems au maintien de l'autorité des Empereurs, quand ils agissent par le même motif, n'auroit il pas lieu de
se

se promettre , qu'en reconnoissance de ses services , & des ménagemens respectueux qu'il garde pour le Chef de l'Empire , il le trouvera toujours prêt aussi a le soutenir dans la défense de ses Droits, soit qu'on les attaque à force ouverte, soit qu'il faille les soumettre à la décision des Souverains Tribunaux de l'Empire , où la faveur vaut souvent plus que les Loix ? Pour ne pas dire , que le credit qu'un Prince qui agiroit ainsi acquerroit par là à la Cour Imperiale, lui serviroit encore à y appuyer les interêts de ses amis , & à attirer par ce moyen dans son parti ceux qui auroient besoin de son concours & de sa protection.

§. 6. Je n'ai garde de mettre au IV.
nombre des irregularitez d'un Gouvernement la diversité de Religion , que l'on professe dans un Pays. Mais c'est une chose bien triste , que la Religion Chrétienne , si propre à cimenter la concorde entre les hommes , & à serrer les nœuds de la Société Civile , soit devenuë l'occasion des grandes divisions qu'on voit dans
l'Em-

l'Empire, & que toutes les Constitutions, par lesquelles on a voulu y remédier, n'ayent pas encore produit cet effet salutaire. Ce que l'on a été obligé d'en rapporter, en parlant du Corps Evangelique, ne le prouve que trop. On a pû cependant remarquer aussi, en y reflechissant avec un esprit pacifique, que ce n'a pas été un zèle pour le veritable interêt de la Religion & pour l'avancement de la pieté, qui a allumé des guerres & des animositez entre les deux grands Partis qui divisent l'Empire, mais qu'elles ont été les funestes fruits des vûës particulières. Vainement entreprendroit-on de vouloir étouffer ces vûës interessées dans les cœurs qui en sont animés. Mais peutêtre ne seroit-il pas également impossible de faire sentir aux deux Partis (puisque'il faut se servir d'un nom qui devroit être inconnu aux Chrétiens) que leurs interêts temporels demandent, qu'ils observent au moins ce que la *Paix de Religion* & celle d'*Osabruc* prescrivent à cet égard. Il semble, que les Membres de l'Empire

pire qui adhèrent à l'Eglise Romaine pourroient se contenter de ce dont ils jouissent actuellement, & de la Superiorité qu'ils ont sur ceux de la Confession d'Augsbourg. Ils devroient avoir appris, que les Princes qui ont fait sortir de leur Pays les Sujets qui n'étoient pas de leur Religion, ne l'ont pas rendu par la plus florissant; & le vrai bien de leur Etat, auquel rien ne peut plus contribuer que la tranquillité & la bonne union, devroit les porter naturellement à ne pas inquieter leurs Sujets Protestans, en les privant des avantages que les dites Constitutions leur accordent pour le libre exercice d'une Religion, dont les principes ne contiennent certainement rien qui puisse troubler l'Etat, ni faire ombre aux Princes dans leur Droit de Souveraineté. Et ne leur devroit-il pas suffire, de se rappeler le passé pour comprendre, combien il leur importe d'éteindre les premieres étincelles d'un feu qui a causé de si grands incendies, & de regarder comme un perturbateur du repos de leur Pays quiconque se
plai-

plairoit à le rallumer. Joignez à cela une autre remarque, bien propre à faire fermer l'oreille à de mauvais conseils sur cet article, c'est que les guerres de Religion que l'on a vû dans l'Empire, quelque avantageuses qu'elles parussent d'abord au Parti Catholique, lui ont toujours causé de nouvelles pertes. Consideration qui doit sans doute frapper les Princes, & qui devoit produire le même effet sur le Clergé Romain, si la Politique inquiète de celui-ci n'étoit, de chercher sans cesse à regagner le terrain qu'il a perdu, & s'il n'étoit communément plus hardi à brouiller & à entreprendre, parce qu'il est plus isolé des interêts, qui font souhaiter aux autres la tranquillité & la Paix.

§. 7. Je ne fais pas, si l'on pourroit avec justice accuser de partialité celui qui diroit, que les Membres de l'Empire de la Confession d'Augsbourg n'ont encore jamais oublié les principes de tolerance dont ils font profession, jusqu'à avoir traité chez eux leurs Sujets Catholiques comme les Protestans l'ont été par quelques
Sou-

Souverains de la Religion Romaine, si ce n'est lors qu'ils se sont crus forcez d'user de reprefailles; ce qui n'est pas injuste, quand on en use avec les restrictions requises & marquées cy dessus. Il convient aux interêts des Princes Protestans de se tenir toujours à l'esprit du Christianisme & aux préceptes de l'Evangile, qui recommande si fort la charité & le support mutuel, afin que leurs Sujets Catholiques n'aient aucune juste raison de porter des plaintes contr'eux, & qu'au contraire leur équité & leur douceur engagent les Princes Catholiques à imiter leur exemple envers les Protestans qui sont dans leurs Etats. Ils comprendront sans doute aussi, que la moderation & la prudence veulent, qu'ils examinent bien les griefs que l'on porte au Corps Evangelique, quand on en demande le redressement par son intercession, & qu'ils exhortent ceux qui sont dans la souffrance à supporter patiemment des vexations légères, afin qu'on sente dans les cas qui demandent des sollicitations pressantes & des résolutions

ons vigoureuses , que ce ne sont que les grands interêts de la Religion Protestante & la crainte qu'on n'aille plus loin , qui rendent ces sollicitations nécessaires. C'est le moyen d'y donner plus de poids. Et comme ils ne sauroient maintenir ces grands interêts , qu'autant qu'ils sont bien unis entr'eux , il est pour eux de la dernière consequence , d'éviter soigneusement tout ce qui pourroit les desunir , & de travailler moins à une réunion sur les points de Doctrine si souvent inutilement tentée , qu'à veiller sur la conduite de ceux qui aigrissent les esprits par des écrits & des sermons peu menagés , & qui font parade de plaider pour la verité , quand au fond ils n'agissent que par un bas & vil intérêt.

§. 8. Ce n'est qu'autant qu'on observera ces maximes , fondées sur la nature de la Religion , sur le bien des Societez Civiles en général , sur l'intérêt du Corps Germanique en particulier , & sur les sages Constitutions qui en pressent la pratique , qu'on peut espérer , de voir l'Empire , si ref-

du St. Empire. Chap. XXII. 367
respecté autrefois par toutes les Puissances de l'Europe , reprendre son ancien lustre , & se mettre en état non seulement de repousser ses ennemis , mais encore de maintenir l'équilibre en Europe , & d'y affermir la Paix conjointement avec ceux qui mettent leur gloire à faire le même usage de leurs forces.

F I N.



